



RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



RAPPORT D'ACTIVITÉ

JUIN 2024



**RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

2015

ÉDITO

Nous nous réjouissons de partager, avec vous, le deuxième rapport d'activité de la région académique Occitanie. Ce nouveau rapport d'activité, qui couvre la période allant de septembre 2023 à juin 2024, présente les politiques publiques et actions menées et/ou accompagnées par nos services dans le vaste territoire de l'Occitanie.

Pleinement mobilisés, nos conseillers et les services et directions de la région académique mettent en œuvre quotidiennement des projets innovants au service des élèves, des parents, des étudiants et des personnels, dans le domaine de la formation professionnelle, initiale et continue et par apprentissage, de la recherche et de l'innovation, en matière d'information sur les métiers et d'orientation, pour le numérique dans l'éducation, pour le développement de partenariats européens et internationaux, et enfin en matière de jeunesse, d'engagement et de sport. Notre action et nos politiques se déploient de l'école au lycée, et visent également l'enseignement supérieur et la recherche en lien avec les universités et établissements d'enseignement supérieur, les CROUS et les organismes de recherche.

Avec le souci de l'efficacité et de la proximité, la région académique Occitanie s'appuie sur une approche résolument partenariale dans la mise en œuvre des politiques publiques relevant de nos trois ministères.

Les réalisations et succès sont nombreux et marquent positivement les territoires de l'Occitanie. Pour n'en citer que quelques-uns que vous découvrirez dans ce rapport, nous sommes fiers d'une carte des formations professionnelles qui répond aux enjeux économiques avec l'hydrogène à Béziers ou l'avion bas carbone à Toulouse, de la création d'un Campus des métiers et qualifications pour le développement du secteur sportif, d'une expérimentation prometteuse en matière d'information sur les métiers dans les collèges menée avec le Conseil régional, des relations avec les entreprises dans le cadre de notre Club ou des partenariats thématiques avec Engie ou Airbus, de l'extension de l'ENT 1^{er} degré à l'ensemble des écoles d'Occitanie à un tarif avantageux pour les communes, de la dynamique de l'innovation à travers les deux SATT et les deux PUI, du succès des projets ExcellenceS de nos universités ou encore de la dynamique de la vie associative étudiante sur le territoire.

En 2023-2024, la région académique s'est aussi projetée dans une action pour une administration en phase avec les attentes sociétales avec la création d'un laboratoire d'innovation publique au profit de l'ensemble des acteurs et services publics déconcentrés, ainsi qu'en s'engageant pour la transition écologique de l'Etat, notamment dans les domaines de la mobilité durable et du bâti scolaire à l'échelle du territoire régional.

En 2024-2025, gageons que la région académique Occitanie continuera à amplifier ces dynamiques qui assurent une meilleure efficacité des politiques ministérielles dans une logique partenariale avec l'ensemble des acteurs de notre région !

Khaled BOUABDALLAH

Recteur délégué pour
l'enseignement supérieur,
la recherche et l'innovation
de la région académique Occitanie

Sophie BÉJEAN

Rectrice de la région
académique Occitanie,
Rectrice de l'académie de Montpellier,
Chancelière des universités

Mostafa FOURAR

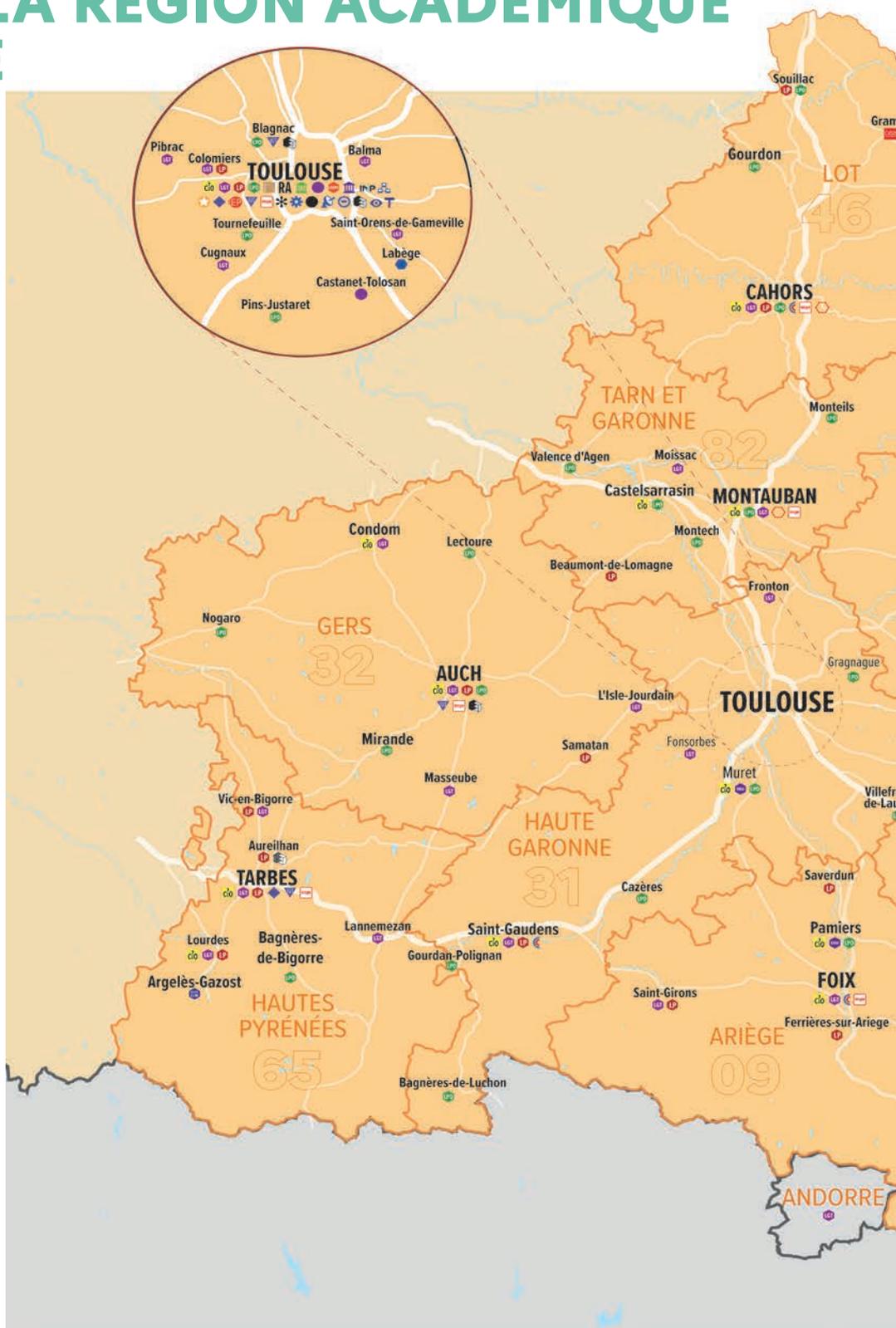
Recteur de l'académie
de Toulouse

SOMMAIRE

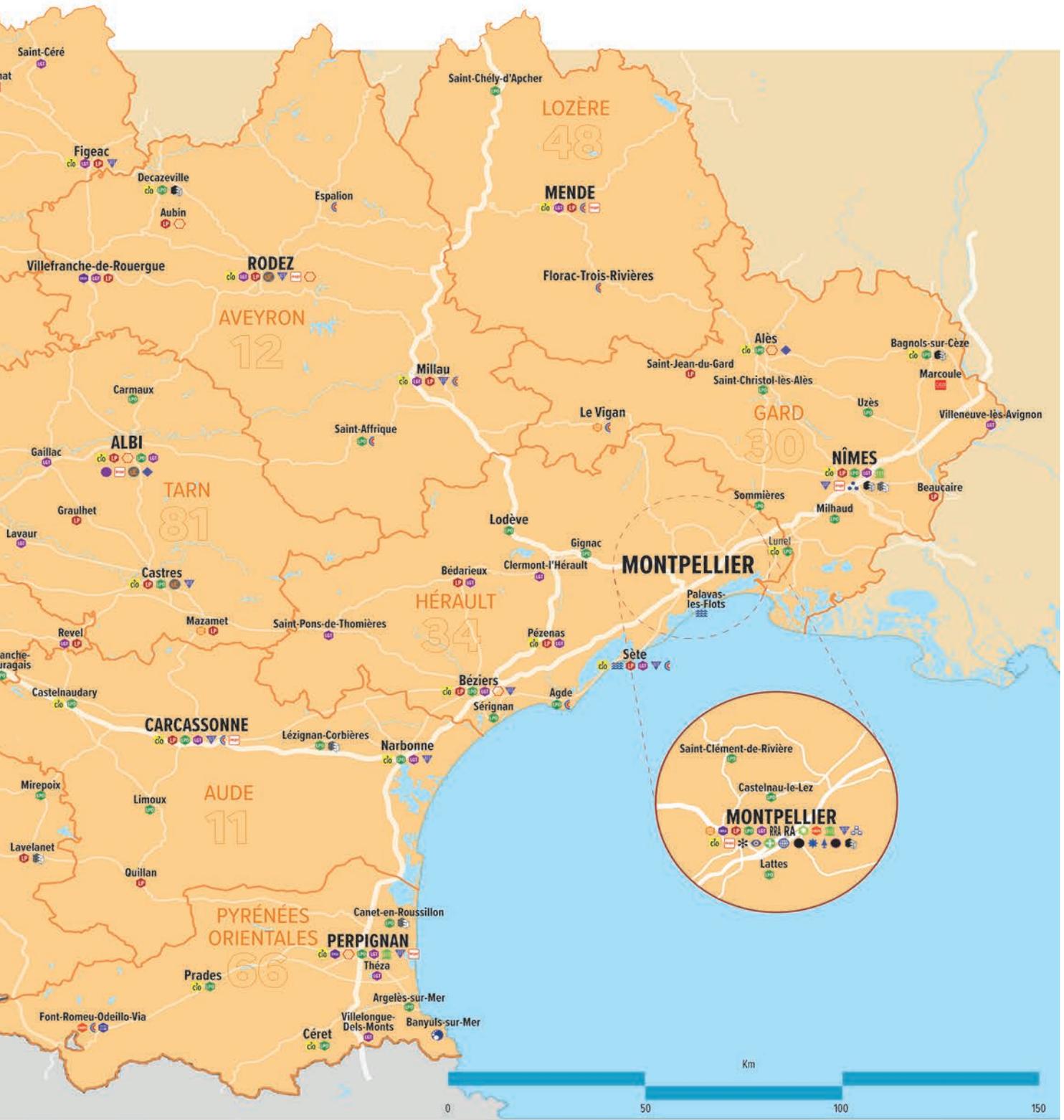
ÉDITO.....	3
CARTE DE LA RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE	6
ORGANIGRAMME	8
CHRONOLOGIE DE L'INSTALLATION DES SERVICES.....	10
QUELQUES RÉALISATIONS RÉCENTES DE LA RÉGION ACADÉMIQUE	11
ACTIONS DE LA RÉGION ACADÉMIQUE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE 12	
POLITIQUES PUBLIQUES PRIORITAIRES DU GOUVERNEMENT	14
I. LA RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE VUE PAR SES PARTENAIRES.....	17
II. CONSTRUIRE DES PARTENARIATS ET DES PROJETS TRANSFORMANTS.....	21
1. Conventions avec les partenaires régionaux	22
2. Mise en oeuvre et déploiement du contrat de Plan état Région (CPER) 2021-2027	23
3. France 2030	25
III. ACCOMPAGNER LES ÉLÈVES, APPRENTIS ET ÉTUDIANTS POUR OPTIMISER LEUR PARCOURS D'ORIENTATION	33
1. Promouvoir l'égalité des chances.....	34
2. Accompagner l'élaboration du projet d'orientation et du parcours de formation des élèves	36
3. Optimiser le parcours de l'élève : l'affectation en lycée et le continuum -3/+3	38
4. Déployer les actions de prévention du décrochage scolaire et assurer la mise en oeuvre de l'obligation de formation 16-18 ans.....	39
IV. FORMER POUR DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES CLÉS DE DEMAIN.....	41
1. Réformer le lycée professionnel et transformer la carte des formations professionnelles	42
2. Développer et promouvoir les Campus des Métiers et des Qualifications.....	46
3. Impulser des actions avec le Club Ecole Entreprise	47
4. Accompagner la mise en oeuvre de la mixité dans les parcours d'apprentissage	48
5. Réaliser le contrôle pédagogique des formations en apprentissage.....	49
V. ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE ÉDUCATIF.....	51
1. Renforcer les compétences numériques des élèves.....	52
2. Garder le lien avec la classe avec le programme TED-i	55

VI. AGIR POUR LA JEUNESSE, L'ENGAGEMENT ET LE SPORT	57
1. Consolider la continuité éducative	58
2. Soutenir la vie associative	62
3. Contribuer à l'engagement et à l'insertion des jeunes	64
4. Animer et optimiser le réseau JES	68
5. Organiser la filière d'emploi et de formation pour développer le secteur sportif	72
6. Animer les Jeux Olympiques et Paralympiques en Occitanie	74
VII. OUVRIR LA JEUNESSE À L'INTERNATIONAL	77
1. Préparer l'avenir des collégiens et des lycéens grâce à la mobilité	78
2. Augmenter l'offre de programmes d'échange	79
VIII. INNOVER ET ACCOMPAGNER LES UNIVERSITÉS POUR FAVORISER LA RÉUSSITE ÉTUDIANTE	81
1. Accompagner pour mieux orienter et mieux réussir en transformant l'offre de formation....	82
2. Innover pour la réussite étudiante.....	86
3. Renforcer le pilotage et le suivi des actions en faveur du bien-être étudiant	89
4. Accélérer la transition énergétique au bénéfice de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche.....	92
IX. SOUTENIR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT ET RENFORCER L'INNOVATION DANS LES ENTREPRISES	95
1. Réaliser des missions d'expertise au profit des acteurs économiques	96
2. Accompagner le renforcement de l'innovation dans les entreprises.....	98
3. Agir pour la préservation de l'emploi de R&D dans le cadre de France Relance/France 2030	100
X. AGIR POUR ÊTRE TOUJOURS PLUS AU SERVICE DES SERVICES ET DES ÉTABLISSEMENTS.....	103
1. Impulser l'innovation publique	104
2. Accompagner la transformation grâce à la stratégie numérique	106
3. Soutenir le montage de projets pour rechercher de nouvelles ressources	108
4. Développer une politique d'achat éco-responsable	110
5. Porter une stratégie immobilière ambitieuse.....	112
GLOSSAIRE	116

CARTE DE LA RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE



Index général <ul style="list-style-type: none"> CAMPUS CONNECTÉ CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION CITÉ SCOLAIRE CM06 CMO CREPS ÉCOLE AUTRES MINISTÈRES ÉCOLE D'ARCHITECTURE, D'ART ET DE CULTURE ÉCOLE D'INGÉNIEURS EREA IEP INSPE INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE INSTITUT NATIONAL UNIVERSITAIRE IUT LGT (PUBLIC) LP (PUBLIC) LPO (PUBLIC) LYCÉE CLIMATIQUE ET SPORTIF LYCÉE HÔTELIER PFT RECTORAT D'ACADÉMIE RECTORAT DE RÉGION ACADÉMIQUE TOULOUSE SCHOOL OF ECONOMICS UNIVERSITÉS (SIÈGES) 		Organismes nationaux de recherche <ul style="list-style-type: none"> ADEME BRGM CEA CINES CIRAD CNES CNRM MÉTÉO FRANCE CNRS IFREMER INRAE INRAP INRIA INSERM IRD OBSERVATOIRE Océanographique DE BANYULS-SUR-MER (OOB) ONERA 	Écoles d'ingénieurs <ul style="list-style-type: none"> EI PURPAN ENAC TOULOUSE ENIT TARBES ENSCM MONTPELLIER INSA TOULOUSE IMT MINES ALÈS IMT MINES ALBI ISAE SUPAERO TOULOUSE
--	--	--	--



Écoles autres ministères

- INSTITUT AGRO MONTPELLIER
- EN MÉTÉO TOULOUSE
- ENSEFA CASTANET-TOULOSAN
- ENVY TOULOUSE

Écoles d'architecture, d'art et de culture

- ENSA MONTPELLIER
- ENSA TOULOUSE
- ISDAT TOULOUSE

Universités et EPSCP (sièges)

- CNAM MONTPELLIER
- IPST CNAM TOULOUSE
- UNIVERSITÉ DE TOULOUSE (COMUE)
- UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
- UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER III
- UNIVERSITÉ DE NÎMES
- UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN VIA DOMITIA
- UNIVERSITÉ TOULOUSE-CAPITOLE
- UNIVERSITÉ TOULOUSE-JEAN-JAURÈS
- UNIVERSITÉ TOULOUSE III-PAUL-SABATIER
- INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE
- INSTITUT NATIONAL UNIVERSITAIRE CHAMPOLLION ALBI
- TOULOUSE SCHOOL OF ECONOMICS (TSE)

Campus des Métiers Qualifications (CMO)

- CMO EXCELLENCE MOBILITÉ ET TRANSPORT INTELLIGENT (TOULOUSE-31)
- CMO EXCELLENCE HABITAT, ENERGIES RENOUVELABLES ET ECO-CONSTRUCTION (NÎMES-30)
- CMO EXCELLENCE GASTRONOMIE, HÔTELLERIE ET TOURISME (MONTPELLIER-34)
- CMO EXCELLENCE PROCESS ET TECHNOLOGIES EN MILIEUX SENSIBLES (BAGNOLS-SUR-CÈZE-30)
- CMO EXCELLENCE AÉRONAUTIQUE ET SPATIAL (BLAGNAC-31)
- CMO EXCELLENCE BTP ET USAGES DU NUMÉRIQUE (AUCH-32)
- CMO EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR - MÉCANIQUE, MÉCANIC VALLÉE (DECAZEVILLE-12)
- CMO TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES HAUTES-PYRÉNÉES (AUREILHAN-65)
- CMO DESIGN ET INDUSTRIES CRÉATIVES (NÎMES-30)
- CMO TOURISME PYRÉNÉEN (LAVELANET-09)
- CMO TRANSPORT, LOGISTIQUE ET COMMERCE DE GROS (LÉZIGNAN-CORBIÈRES-11)
- CMO NAUTI-CAMPUS (CANET-EN-ROUSSILLON-66)

Plate-formes Technologiques (PFT)

- ALBI : PFT GH20; PFT PRODUITS ET PROCESSUS AUTOMATISÉS
- ALÈS : PFT 3DINNOV
- AUBIN : PFT BOIS
- BÉZIERS : PFT 34 MÉC@INNOV
- CAHORS : PFT EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
- MONTAUBAN : PFTMICROPACC
- PERPIGNAN : PFT INDUSUM@ECO-INNOV
- RODEZ : PFT CONPIM

ORGANIGRAMME



Khaled BOUABDALLAH

Recteur Délégué à l'Enseignement Supérieur, à la Recherche et à l'Innovation

Cabinet du rectorat de région académique

Steve BARBET
Directeur de cabinet de la rectrice de région académique

Stéphanie DEVEZE
Directrice de cabinet du recteur délégué ESRI

Charlotte VERNAY
Adjointe au directeur de cabinet pour la région académique

Marion REDWITZ
Directrice de la communication

Pôle ESRI

SRAES

Service de Région Académique de l'Enseignement Supérieur

Aline TEISSIER
Responsable du service

SRAES Est
Franck DOMEIZEL
Responsable de site

SRAES Ouest
Nicolas CRAIPEAU
Responsable de site

DRARI

Direction de Région Académique à la Recherche et à l'Innovation

Marianne PEYROT DRARI
Gérard VILAREM
DRARI adjoint
Christelle GUEGAN
DRARI adjointe

Pôle Expertise et support

SRAPA

Service de Région Académique de la Politique des Achats

Emmanuel VASSAL
Responsable du service

PPRAT

Pôle de Pilotage des Ressources et d'Appui à la Transformation

Magali AMOUROUX
Adjointe au SGRA
Responsable du service

La Coopérative
Laboratoire d'innovation publique
Pierre BLANCHARD

SRAPI

Service de Région Académique de la Politique Immobilière

Philippe PAILLET
Responsable du service

SRAPI Est
Jean-Pierre DUFOUR
Responsable de site

SRAPI Ouest
Alexis PALMIER
Responsable de site

DSI²

Direction des Systèmes d'Information et de l'Innovation

Hervé MIRABAIL
DSI
Hélène LAFONTAN
DSI adjoint Montpellier
Gilles GARROUTY
DSI adjoint Toulouse

Département développements
Christine FERON

Département applications
Jean-Denis BELDA

Département relation clients
Anne-Laure CASTEX

Département proximité
Alexandre RIEUX

Département infrastructures et PNCN
Jean-Michel LOPEZ

Département développements produits nationaux
Patrick UNGRIA

Département diffusion
Damien GRANIER

Département homologation
Catherine GELY

COMITÉ DE LIAISON

Marc FIROUD
Secrétaire général de la région académique

Isabelle CHAZAL
Secrétaire générale de l'académie de Montpellier

Vincent DENIS
Secrétaire général de l'académie de Toulouse

COMITÉ DE RÉGION ACADÉMIQUE

Sophie BEJEAN
Rectrice de la région académique
Rectrice de l'académie de Montpellier
Chancelière des Universités

Mostafa FOURAR
Recteur de l'académie de Toulouse

Khaled BOUABDALLAH
Recteur délégué - ESRI

Marc FIROUD
Secrétaire général de la région académique

Isabelle CHAZAL
Secrétaire générale de l'académie de Montpellier

Vincent DENIS
Secrétaire général de l'académie de Toulouse

Philippe PAILLET
Secrétaire général de la région académique adjoint

Steve BARBET
Directeur de cabinet de la rectrice de région académique

Stéphanie DEVEZE
Directrice de cabinet du recteur délégué ESRI

Alexandra LEULIETTE
Directrice de cabinet du recteur de l'académie de Toulouse



Sophie BÉJEAN

Rectrice de la région académique Occitanie,
Rectrice de l'académie de Montpellier,
Chancelière des universités



Mostafa FOURAR

Recteur de l'académie
de Toulouse

SGRA Secrétariat général de région académique

Marc FIROUD SGRA
Philippe PAILLET SGRA adjoint

Chargées de missions

Jemaa BENAYED
Marine HAND OUALI
Laurence GEORGET DANTONY

Pôle politiques publiques

DRAJES

Direction de région
académique à la jeunesse
à l'engagement et au
sport

Pascal ETIENNE
DRAJES
Thierry LASSERRE
DRAJES adjoint

Pôle politiques
sportives
Cyrille PERROCHIA

Pôle Jeunesse,
Engagement, Vie
associative
Nicolas REMOND

Pôle formations,
certifications
Véronique CAZIN

DRAFPICA

Direction de Région
Académique à la
Formation Professionnelle
Initiale et Continue et à
l'Apprentissage

Nicolas MADIOT
DRAFPICA
Mickael DUCHIRON
DRAFPICA adjoint

Département
formation
professionnelle des
adultes
Sylvaine HERNANDEZ

Département
offre de formation
initiale et partenariats
Pierre PARAYRE
Olivier XERRI

Département formation
professionnelle par
apprentissage
Stéphanie JANSOU

Département Projets
et R&D
Stéphane VINCE

Département RH
Manuela
FAVREAU-POUESSEL

Département
communication
et systèmes
d'information
Anne-Charlotte
COLOMBIE

Département qualité
et labels
Marianne SOUTIE

DRAIO

Direction de Région
Académique à
l'Information et
l'Orientaion

Michaël DECOOL
DRAIO
Anne VIADIEU
DRAIO adjointe

Pôle Expertise,
orientation, appui aux
établissements
Adjointes
Odile FABRE
Carole DUPENLOUX

Pôle lutte contre
le décrochage
scolaire, appui aux
établissements
Adjointes
Blandine LOUVRIÉE
Sylvie BÉCO-GLEIZES

Pôle pédagogique de
l'orientation, parcours
et accompagnement
des élèves
Chefs de projet
Dominique FLAISSIER
Sadek MAHDI

DRANE

Direction de région
académique au
Numérique pour
l'Education

Sabrina CALIAROS
DRANE
Guillaume BONZOMS
DRANE délégué

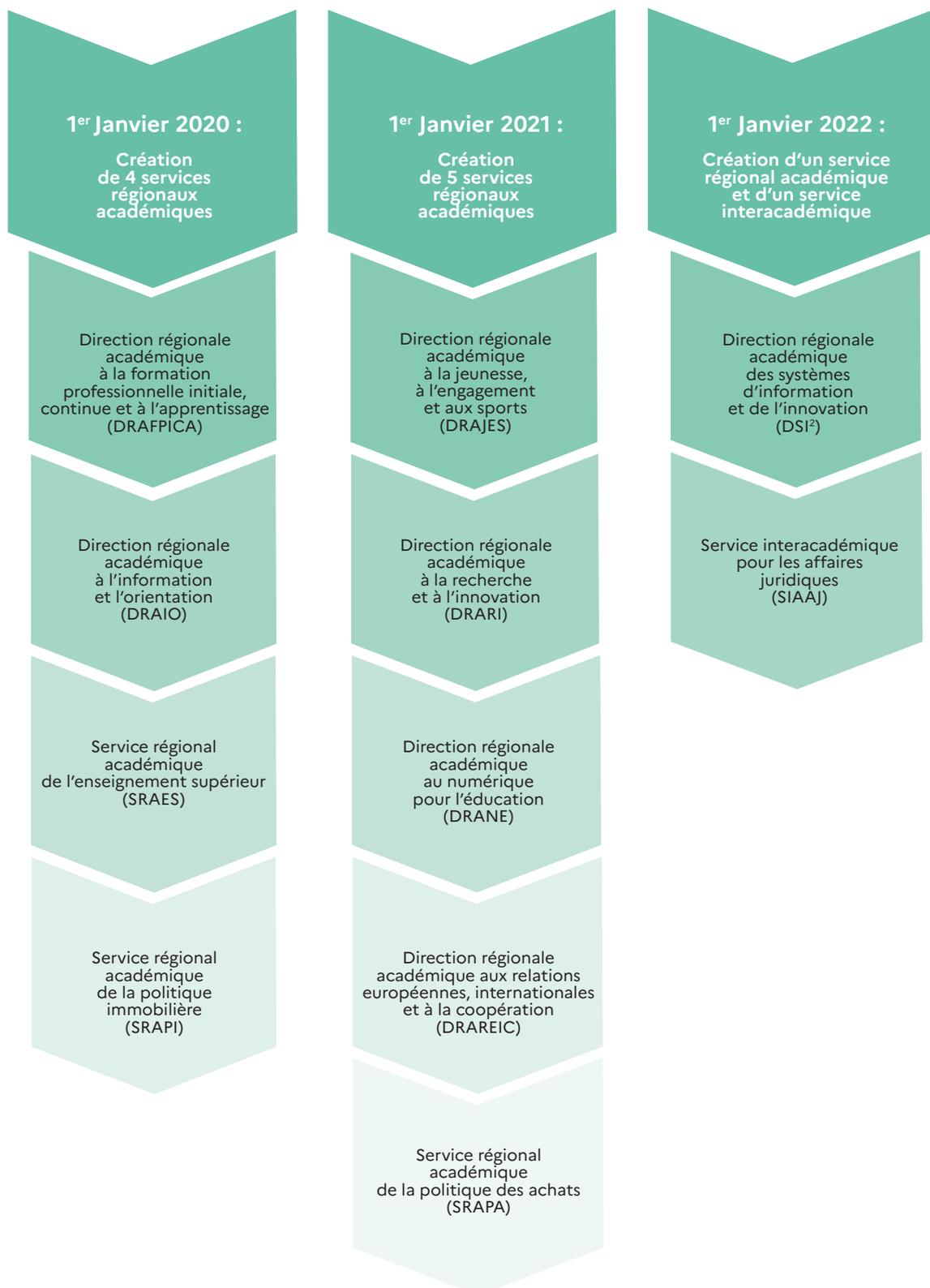
Adjointes
Stéphane SPITERI
Ludovic DELORME
Sébastien MÉJEAN
Auréli JONES
Arnaud MASSELOT

DRAREIC

Direction de Région
Académique aux
Relations Européennes,
Internationales
et à la Coopération

Franck LE CARS
DRAREIC
N
DRAREIC adjoint

CHRONOLOGIE DE L'INSTALLATION DES SERVICES



QUELQUES RÉALISATIONS RÉCENTES DE LA RÉGION ACADÉMIQUE

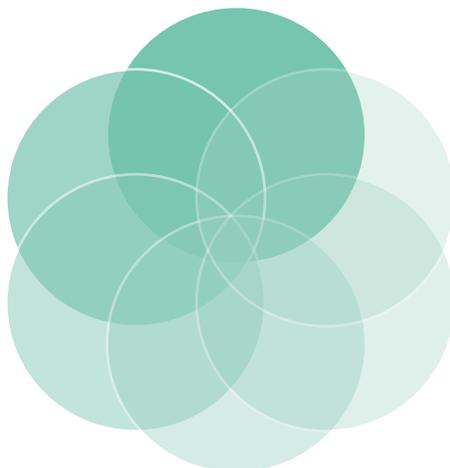
Incarner l'innovation publique avec les agents

Inauguration du laboratoire d'innovation publique de la région académique – dénommé « La Coopérative » – avec un appui aux services déconcentrés.

Mise en œuvre du plan d'action régional « Jeunesse, engagement et sports » pour améliorer le quotidien des missions des agents des SDJES et de la DRAJES.

Soutenir activement la vie étudiante dans la région

Création d'une équipe dédiée à la qualité de vie étudiante, chargée de suivre les actions mises en œuvre dans le cadre des 21 dialogues territoriaux de la vie étudiante, et à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, en lien avec les établissements d'enseignement supérieur.



Concrétiser l'évolution de l'offre de formation

Ouverture d'un bac pro « Pilote de ligne de production », d'une licence professionnelle « Robotique » et d'une formation d'ingénieurs en soutien à la stratégie de réindustrialisation du site de Béziers.

Organisation de 25 concertations territoriales dans l'ensemble de la région académique, fin 2023, pour accompagner le processus de transformation de l'offre de formation professionnelle scolaire.

Participer aux jeux Olympiques et Paralympiques

Organisation de nombreux événements pour accompagner les JOP, et notamment le passage de la Flamme dans la région académique Occitanie.

Guide pour l'animation territoriale des jeux Olympiques et Paralympiques diffusé largement.

Agir pour la transition écologique de l'Etat

Animation par la région académique d'une cellule « transition écologique du bâti scolaire », avec le soutien du préfet de la région Occitanie, comprenant l'ADEME, la Banque des territoires, le CEREMA, au service des porteurs de projets territoriaux.

Expérimentation par la région académique, dans le cadre d'une démarche nationale, d'un nouveau plan de mobilité employeur (PDME) à l'échelle des 13 départements.

Organisation par la région académique, en lien avec le CNRS, du parcours de formation à la transition écologique des cadres dirigeants du ministère en région.

Renforcer l'ouverture européenne et internationale

Accréditation scolaire de l'académie de Toulouse permettant d'amplifier la portée du programme Erasmus dans la région académique.

Mise en place d'une nouvelle animation territoriale pour prolonger l'action de la DRAREIC (16 correspondants départementaux et 300 membres du réseau des ERAEI).

ACTIONS DE LA RÉGION ACADÉMIQUE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Formations à la transition écologique des cadres supérieurs de la Fonction Publique d'Etat de la Région Occitanie

Sous l'impulsion de la Première ministre, un chantier inédit de formation des agents publics à la transition écologique (FTE) a été érigé en politique prioritaire du gouvernement (PPG). Cette formation, engagée au profit des cadres dirigeants de l'Etat dès octobre 2022, continue à se déployer au profit des cadres supérieurs de l'ensemble des ministères.

La mise en œuvre du parcours de formation, à l'échelle de la région académique Occitanie et pour les trois périmètres ministériels (MENJ, MESR, MSJOP), est assurée par le secrétariat général de la région académique Occitanie.

Depuis le lancement de cette démarche en octobre, cinq ateliers de sensibilisation se sont tenus à Montpellier et Toulouse, permettant de former 55 cadres ce qui représente un taux de participation de **66 %**.

A la suite de ce premier atelier de sensibilisation et pour répondre à une demande exprimée par les participants, plusieurs sessions pour l'atelier de mise en pratique des leviers mobilisables et accélérateurs de la transition écologique à l'échelle des services de l'Etat et des politiques publiques ont été organisées au premier trimestre 2024.

Des conférences-débats sont organisées par le CNRS et à ce jour plusieurs dates ont été identifiées à la fois à Toulouse et à Montpellier au troisième trimestre 2024.

Des visites sont également en cours d'élaboration à partir de la rentrée prochaine, dans des sites présentant des thématiques intéressantes particulièrement les missions des cadres supérieurs des trois ministères telles que la désimpermeabilisation et la végétalisation des cours d'école.

Expérimentation régionale liée à la mise en place de Plans de Mobilité Employeur (PDME)

Dès la publication de la circulaire de la Première ministre du 21 novembre 2023 relative aux engagements pour la transformation écologique de l'Etat, le ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse a désigné trois régions académiques (Bourgogne-Franche-Comté, Hauts-de-France, Occitanie) pour **expérimenter le déploiement de nouveaux plans de mobilité employeurs (PDME) au sein des services déconcentrés du ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse**.

Eclairée par le retour d'expérience des équipes du SGAR Occitanie et pilotée par le secrétaire général de région académique, l'expérimentation territoriale s'est déroulée de février à mai 2024.

Deux niveaux de mise en œuvre ont été identifiés : au niveau de la région académique Occitanie, le pilotage global de la démarche, la coordination, l'expertise et le suivi, d'une part, et au niveau des départements, une animation et une opérationnalisation locale par les DSDEN (et, s'agissant du département de la Haute-Garonne et de l'Hérault, par les rectorats d'académie), d'autre part.

Ces nouveaux PDME au sein des services déconcentrés du MENJ s'inscrivent dans un dispositif plus consolidé au niveau régional, et **désormais étendu territorialement** à l'ensemble des départements (au-delà de la Haute-Garonne et de l'Hérault, où des actions existaient essentiellement sur les sites des rectorats).

A l'échelle départementale, cette impulsion liée à la démarche d'expérimentation régionale suivie au niveau national a permis d'assurer localement, grâce aux actions menées par les secrétaires généraux de DSDEN, une animation et une appropriation des enjeux par les agents des DSDEN, mais aussi des CIO et des circonscriptions d'IEN.

Au total, 5 000 agents en fonction dans les services déconcentrés sont concernés par la mise en place de PDME au sein de la région académique Occitanie.

Un certain nombre d'actions proposées pour incarner la mise en œuvre des PDME au niveau local vont faire l'objet de financements, dès cette année, dans la mesure où la région académique Occitanie a porté, avec le relai du secrétaire général du MENJ, **un dossier lauréat relatif aux mobilités douces dans le cadre du récent appel à projet sur la transformation écologique de l'Etat (AAP 349).**

Par ailleurs, la région académique Occitanie a conclu de nouvelles conventions, au profit des agents des services, avec les partenaires que sont SNCF Voyageurs et Tisséo collectivités.

La région académique Occitanie contribue ainsi concrètement aux actions relevant des axes concernant le report modal et l'intermodalité, afin de diminuer l'utilisation de la voiture individuelle, la décarbonation et la

sobriété énergétique des véhicules, ou encore la sensibilisation de la population à l'usage des mobilités douces.

Mise en place de la cellule régionale « Transition écologique du bâti scolaire »

Le 20 février 2024, les Recteurs et le Préfet de Région ont impulsé, par un courrier adressé aux DASEN et préfets de département, la création d'une **nouvelle cellule régionale « rénovation énergétique du bâti scolaire »**. Son objectif est de maximiser l'utilisation de fonds publics dans ce domaine (soit relevant du programme Edurenov porté par la Banque des territoires, soit relevant du Fonds Vert qui est alloué par les Préfets).

Cette cellule régionale a préfiguré, au niveau territorial, une vision ayant conduit le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse à signer une convention de partenariat entre la Banque des Territoires le 19 mars 2024. Ce partenaire est un élément essentiel s'agissant de l'ingénierie financière des projets. Le responsable du pôle Partenariats régionaux, au sein de la direction régionale de la Banque des Territoires, est associé à la cellule.

A l'invitation du SGAR, le périmètre d'action de cette cellule, qui est mise à la disposition des départements, s'est récemment étendu au **CEREMA**, qui intervient déjà à plusieurs titres dans le champ de la transition écologique du bâti scolaire et dans la transition des usages du quotidien au travers des programmes « ACTEE CUBE S » et «

ACTEE CUBE Ecole ». Ainsi un courrier co-signé par les recteurs informe les treize DASEN de la région académique de l'existence et du contenu de ces programmes de sensibilisation et les invite à en diffuser le contenu aux écoles et établissements de leur département.

Suite à cette intégration, la cellule a également proposé à l'**ADEME** de participer à cette « task-force » régionale. L'ADEME intervient en effet auprès des collectivités dans plusieurs champs d'expertise dont le recrutement et la formation d'un réseau de Conseillers en Énergie Partagés (CEP) mis à disposition des collectivités territoriales et le financement d'installations de production d'énergie renouvelable par le Fonds Chaleur renouvelable.

Désormais, cette cellule régionale – d'accélération de l'instruction technique et financière des projets – a vocation à proposer aux porteurs de projets un continuum d'accompagnement sur la « Transition écologique du bâti scolaire ».

A la demande des acteurs locaux, et avec l'accord du secrétariat général du MENJ, l'action menée par cette cellule de conseil, d'expertise et d'accompagnement **dépasse ainsi la dimension initiale liée aux travaux de rénovation thermique.**

La cellule régionale a mené un **diagnostic de situation bâtementaire** sur la base du recensement des écoles à rénover prioritairement réalisé à l'automne 2023 et des données dont dispose la Banque des territoires dans la

région via plusieurs canaux : **607 écoles ont été identifiées comme prioritaires** par les préfetures et DSDEN pour une rénovation thermique – soit **environ 14 % de l'ensemble des écoles** – et **100 projets sont parvenus, en parallèle, à la Banque des Territoires**. Sur ces 607 écoles jugées comme prioritaires, **20 projets font l'objet d'une priorisation conjointe Etat/Banque des Territoires**, tandis que 80 projets, non référencés dans les listes, sont a priori susceptibles d'être financés par la Banque des Territoires.

Plus largement, cet exercice de croisement met à jour quelques points de vigilance : plusieurs départements ne comptent par exemple, aucun projet identifié par le programme Edurenov alors même qu'il s'agit de territoires (ruraux en particulier) a priori en besoin d'ingénierie technique et financière ;

Certains projets retenus par la Banque des Territoires, ne sont pas également identifiés par les Préfets de département (ainsi que les DASEN), ce qui souligne la pertinence de la cellule régionale comme lieu pour lever l'asymétrie d'information au sein de l'Etat en région.

Un travail conjoint avec la Banque des Territoires sur les critères de sélection des projets permettant de mettre en regard les types de données (carte scolaire, ruralité, QPV) devrait permettre de hiérarchiser cette consolidation.

L'action que veut promouvoir la nouvelle cellule régionale « Transition écologique du bâti scolaire » trouve sa place comme contribution de la région académique, en lien avec les opérateurs publics mentionnés, à la COP et à l'action régionale autour de la thématique « mieux se loger ».

POLITIQUES PUBLIQUES PRIORITAIRES DU GOUVERNEMENT

Les chantiers prioritaires relevant de la compétence de la région académique

Pour le champ de l'Éducation nationale

- Améliorer le niveau des élèves dans les savoirs fondamentaux
- Dédoubler les classes en éducation prioritaire et limiter les effectifs à 24 partout ailleurs (grande section, CP, CE1)
- Remplacer les enseignants absents
- Mieux orienter les élèves au collège et au lycée
- Faire du lycée professionnel une voie de réussite et d'accès à l'emploi
- Rendre l'école plus inclusive
- Offrir à chaque élève une éducation culturelle et artistique
- Transformer l'école en faisant confiance aux acteurs de terrain
- Lutter contre le harcèlement et le cyberharcèlement scolaires

Pour le champ de la Jeunesse

- Favoriser l'engagement civique des jeunes
- Généraliser le SNU

Pour le champ de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Mieux accompagner les étudiants (logement, alimentation, santé)
- Améliorer l'orientation des lycéens vers l'enseignement supérieur via Parcoursup
- Ouvrir les filières de formation de l'enseignement supérieur nécessaires pour répondre aux besoins de la Nation
- Investir dans la recherche au service de la connaissance et de l'innovation

Pour le champ des Sports

- Assurer 30 minutes de sport par jour à l'école primaire et 2 heures de sport en plus par semaine pour les collégiens
- Étendre le Pass'sport

Les politiques prioritaires du Gouvernement (PPG) font l'objet d'une attention particulière par le Gouvernement, comme rappelé par le Président de la République lors de la rencontre des cadres dirigeants de l'Etat le 12 mars 2024.

Elles s'inscrivent dans une logique d'efficacité de l'action publique et en lien étroit avec la stratégie de transformation et de modernisation du service public. Un baromètre de l'action publique, visible du grand public, affiche les résultats par région et par département, de certains chantiers prioritaires, afin de mesurer l'efficacité de nos

actions jusqu'au dernier kilomètre (<https://www.modernisation.gouv.fr/transformer-laction-publique/le-barometre-des-resultats-de-laction-publique>).

La mesure de l'avancement des PPG est réalisé, pour l'ensemble de l'Etat, au niveau régional et au niveau départemental.

La Rectrice de région académique et le Recteur de l'académie de Toulouse pilotent, en lien avec la préfecture de région, les PPG en Occitanie relevant du périmètre des ministères de l'Education Nationale, de la Jeunesse, de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, des

Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques (MENJ/MSJOP/MESR). Ils accompagnent directement les DASEN dans l'animation des douze PPG du périmètre MENJ/MSJOP/MESR, lesquelles sont déclinées en dix-neuf chantiers, afin d'assurer l'amélioration continue des résultats de l'action publique de l'Etat dans les territoires, en particulier dans les treize départements de la région.

Parmi les PPG dont le suivi opérationnel est assuré par des services de région académique (DRAJES, DRAFPICA et DRAIO), il est proposé d'évoquer trois PPG relevant d'un pilotage régional.

Faire du lycée professionnel une voie de réussite et d'accès à l'emploi

Le Gouvernement a engagé une réforme pour la transformation et la valorisation des lycées professionnels, dès la rentrée scolaire 2023, qui vise le double objectif d'offrir aux jeunes les meilleures chances de démarrer leur vie d'adulte en facilitant leur accès à l'emploi, et de répondre aux besoins de compétences et d'emplois d'aujourd'hui et de demain des territoires et de la Nation.

A cette fin, **la transformation de la carte des formations professionnelles est menée en concertation avec le conseil régional, en lien direct avec les établissements, les campus des métiers et des qualifications (CMQ) et les partenaires économiques.** Plusieurs filières tournées vers les métiers d'avenir ont été identifiées pour préparer les élèves de la région aux enjeux de demain : décarbonation de l'industrie, souveraineté énergétique numérique et industrielle.

Généraliser le SNU

En Occitanie, les objectifs cibles de recrutement et d'accueil des jeunes volontaires ont été atteints puisque cette année **4 595 jeunes volontaires** sont accueillis pour effectuer les séjours de février, juin et juillet, et **660 encadrants** ont été recrutés.

Ainsi, seize centres ont été implantés dans les treize départements de la région afin d'accueillir des jeunes volontaires provenant également des régions Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle Aquitaine. La qualité des centres d'accueil (hébergement, restauration, activités sur place et à proximité) et des programmes pédagogiques ont permis la fidélisation et la montée en compétence des équipes de l'encadrement.

Etendre le Pass'sport

Le dispositif du Pass'sport, qui concerne les bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire ou de l'allocation aux enfants et adultes handicapés, constitue une PPG jusqu'à la fin de la mandature. Les chiffres de 2023 traduisent une **croissance constante du nombre de bénéficiaires et de structures** qui démontre l'ancrage du Pass'Sport en Occitanie (**149 000 jeunes concernés**). La DRAJES, aux côtés des treize SDJES, concentre son action sur l'information, la sensibilisation et l'accompagnement des familles et des jeunes en mobilisant ses partenaires locaux.





RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE

Liberté
Égalité
Fraternité

E

M
Ent
C



I. LA RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE VUE PAR SES PARTENAIRES

M. Pierre-André DURAND, préfet de région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne	18
M. Michael TOPLIS, Président de l'Université de Toulouse	18
Mme Carole DELGA, présidente de la région Occitanie/Pyrénées Méditerranée	19
M. Samuel HERVÉ, président du MEDEF Occitanie	19



M. Pierre-André DURAND

Préfet de la région Occitanie

«La région académique, composée des académies de Toulouse et de Montpellier, et de 18 villes universitaires d'équilibre, est la 2^{ème} plus grande région académique de France. Avec 39 établissements d'enseignement supérieur, ainsi que la présence de 14 organismes de recherche, l'Occitanie accueille chaque année des milliers de chercheurs et doctorants.

1^{ère} région en France pour la part du PIB (3,5%) consacrée à la recherche et au développement, elle est la seule à dépasser l'objectif européen (3 %) en la matière. Notre région est un territoire riche et diversifié, avec une large couverture thématique scientifique autour notamment de l'agriculture, l'environnement et la santé, les sciences de l'univers et du numérique, la bio-économie, la biologie végétale et la recherche médicale, et une R&D forte, portée à 60% par les entreprises. L'État accompagne l'évolution des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ainsi que ses partenaires afin de construire de grands projets collectifs. Je salue la forte implication de la région académique pour répondre aux ambitions de l'Occitanie en matière de recherche, d'innovation et de création d'emplois».



M. Michael TOPLIS

Président de l'Université de Toulouse

«La COMUE-expérimentale « Université de Toulouse » (UT) entretient et poursuit le développement d'un faisceau dense de relations avec la région académique, couvrant un grand nombre de domaines d'activités en lien avec l'enseignement supérieur et la recherche. Quelques exemples illustrent la diversité de ces collaborations.

Dans le domaine de l'immobilier, la région académique est un partenaire de conseil et de représentation de la tutelle ministérielle qui participe au suivi et au développement de l'Opération Campus sur le site de Toulouse. Cet ambitieux plan de construction s'appuie sur 14 opérations immobilières qui représentent 436 M€ : leur réalisation permet d'offrir des conditions de travail et d'accueil améliorées pour les enseignants-chercheurs et les étudiants.

Dans le domaine de la vie étudiante, nous avons noué un partenariat de qualité et de complémentarité dans le cadre de la démarche du « schéma directeur de la vie étudiante » pour mieux prendre en compte les besoins des étudiants, dans les métropoles et sur les territoires des villes universitaires d'équilibre dans les domaines de la santé, de la restauration, du logement ou encore de la vie culturelle et du sport.

Les actions promues par le dispositif ACORDA méritent d'être particulièrement relevées pour illustrer nos partenariats. Ce programme qui rassemble un large consortium d'acteurs porté par l'UT développe des actions destinées à mieux se projeter et mieux comprendre comment fonctionne le supérieur. Il s'agit de lutter contre les déterminismes sociaux, territoriaux et de genre, de connaître les métiers d'aujourd'hui et de découvrir les métiers de demain pour mieux préparer son projet d'orientation dans le supérieur. Des actions complémentaires sont également déployées pour favoriser l'accompagnement des élèves vers les études supérieures dans la logique de continuum de parcours entre l'enseignement scolaire et supérieur. Ce programme favorise l'entrée et la réussite dans l'enseignement supérieur, en identifiant les dispositifs existants d'orientation et de réorientation pour les intégrer dans une démarche progressive et co-construite.

Enfin, concernant les financements du programme « France 2030 », plusieurs projets ambitieux sur le développement des compétences en Occitanie ont été co-construits dans le cadre de l'AMI CMA : GENHYO pour l'hydrogène, COMETES pour le spatial, OSMOSE pour la cybersécurité, PEGASE pour l'avion bas carbone.»



Mme Carole DELGA

Présidente de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée

«L'école, c'est la promesse républicaine faite à chacun d'être libre de choisir son destin. Nous sommes, Région et Rectorat, des partenaires mobilisés pour assurer des conditions d'études optimales à toutes et tous. L'Occitanie est la première Région de France en investissement pour les lycéens et, avec 9 nouveaux lycées depuis 2016 et 4 en projets, l'effort se poursuit.

Au-delà du budget, 800 M€ pour 2021-2027, nous sommes engagés dans la lutte contre tous les déterminismes, sociaux et territoriaux. L'école doit permettre l'émancipation, et l'orientation en est un facteur clé : avec les maisons de l'orientation mobiles, les salons ID Métiers, la plateforme Occitanie stages, le dispositif « Et pourquoi pas ? » ou encore le programme DISPO avec Sciences po Toulouse, nous voulons lutter contre la fatalité et l'autocensure. La mixité sociale dès l'école est le meilleur rempart contre le délitement du lien social, et un tremplin pour une meilleure intégration sociale et professionnelle.

Elle illustre les valeurs d'ouverture et de solidarité de l'Occitanie, des valeurs que nous voulons transmettre. Quand, Rectorat et Région, nous nous déplaçons côte à côte à Auschwitz avec 160 lycéens des académies de Toulouse et de Montpellier, comme nous l'avons fait le 29 mars dernier, c'est pour rappeler l'importance du devoir de mémoire, de la lutte contre l'antisémitisme et toutes les formes de discrimination. Le Rectorat est ce partenaire avec lequel nous pouvons dire oui à la liberté, oui à l'égalité, oui à la fraternité !»



M. Samuel HERVÉ

Président du MEDEF Occitanie

«Les relations école-entreprise sont sur la bonne voie en Occitanie !

Les enjeux d'éducation et de formation sont désormais au cœur des préoccupations des entreprises. L'engagement du MEDEF tant national que régional, les actions des Fédérations professionnelles et des territoires, aux côtés de l'Education Nationale, doivent nous permettre de relever les défis partagés pour notre jeunesse. La découverte des métiers et à terme la bonne insertion professionnelle de tous les élèves sont plus que jamais cruciales dans nos contextes de transition écologique, numérique et sociale actuels.

Je voudrais ici rappeler ma volonté et ma détermination à construire ensemble des actions communes qui se doivent d'être à la hauteur de ces défis. Via les périodes d'immersion en entreprise au collège et maintenant en classe de seconde pour lesquelles nous nous sommes et resterons mobilisés. Via des dispositifs originaux complémentaires (Club Ecole Entreprise, Comités Locaux Ecole Entreprise, Expérimentation de stages collectifs dans le cadre du parcours avenir...). Ou encore via la réforme de la voie professionnelle et la mise en place des BDE.

Partout où cela est possible nous devons continuer à faciliter le lien école-entreprise. Les chefs d'établissements peuvent compter sur l'engagement et la responsabilité des entreprises. A notre niveau, nous saurons être leur relais pour continuer à structurer, rendre lisibles et visibles en région l'ensemble des opportunités qui concourent concrètement à ce rapprochement école-entreprise.»





II. CONSTRUIRE DES PARTENARIATS ET DES PROJETS TRANSFORMANTS

1. Conventions avec les partenaires régionaux	22
2. Mise en oeuvre et déploiement du Contrat de Plan État Région (CPER) 2021-2027	23
3. France 2030	25

1. Conventions avec les partenaires régionaux

Afin d'amplifier en Occitanie, dans un cadre partenarial et au profit des territoires, les politiques publiques relevant des ministères de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Sports et des jeux Olympiques et Paralympiques, la région académique propose régulièrement la conclusion d'accords, chartes, conventions, protocoles avec des acteurs – publics ou privés – impliqués dans la réussite de la jeunesse.

Pour prendre quelques exemples concrets, sur l'année scolaire 2023-2024, la région académique a conclu des accords-cadres avec le MEDEF Occitanie, France Travail ou encore l'Association Régionale des Missions Locales. De même, des conventions ont été conclues, dans le cadre de la mise en place d'un nouveau plan de mobilité durable employeur (PDME) régional, avec SNCF Voyageurs et Tisséo Collectivités. Une convention est en cours avec la Métropole Montpellier Méditerranée.

D'un point de vue institutionnel, la région académique Occitanie et la Région Occitanie ont renouvelé leur partenariat structurel à l'occasion de la signature, le 9 novembre 2023, de la convention-cadre, intitulée «Favoriser l'émancipation, garantir la réussite et sécuriser l'avenir de tous les jeunes d'Occitanie», qui porte sur les axes suivants :

- Des établissements en constante évolution, qui s'adaptent aux nouveaux enjeux éducatifs ;
- Le développement du numérique éducatif comme levier de réussite d'égalité des chances ;
- Des formations professionnelles en prise avec les besoins des territoires ;



- L'orientation et l'information aux métiers, formations scolaires et supérieures ;
- La prévention et la lutte contre le décrochage pour des parcours de réussite ;
- L'enseignement supérieur, une stratégie régionale coordonnée ;
- L'ouverture à l'international et les mobilités ;
- L'émancipation des jeunes et l'apprentissage de la citoyenneté.

Pour assurer le suivi opérationnel des conventions conclues, un répertoire régional est régulièrement mis à jour où figurent les engagements pris par la région académique Occitanie, ou ceux impliquant les deux académies avec une dimension régionale.

Cet outil participe de la visibilité des partenariats existants afin d'améliorer la transversalité de l'action des services régionaux académiques.



Chiffres clés

- **43 conventions signées**, 22 à l'échelle régionale et 21 à l'échelle académique dont 11 conventions départementales concernant les systèmes d'information
- **11 conventions signées au cours de la période allant de septembre 2023 à juin 2024**
- **28 conventions conclues** avec les partenaires institutionnels
- **6 conventions régionales** en cours de signature

2. Mise en oeuvre et déploiement du Contrat de Plan État Région (CPER) 2021-2027

Le Contrat de Plan Etat-Région et son volet ESRI

À travers le CPER, l'État et la Région s'engagent sur le financement et la programmation de projets stratégiques pour relever les nombreux défis du territoire, qu'ils soient climatiques, écologiques, économiques ou sociaux.

Initié en 2019, le CPER 2021-27 a dû intégrer le contexte de pandémie et du conflit ukrainien. Il a été signé en présence de la Première ministre le 1^{er} décembre 2022.

Ce premier Contrat de plan État-Région construit à l'échelle de l'Occitanie est doté de 6,3 milliards d'euros sur la période 2021-2027 avec l'intégration des montants du plan de relance des années 2021-2022, et pour les seuls co-financements État et Région.

Deux piliers principaux fondent ce CPER :

- la transition écologique ;
- le rééquilibrage territorial et les solidarités dans les territoires.

L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation au service de la transition écologique

Ce premier pilier vise à développer un nouveau modèle de croissance, orienté vers la transition écologique. Pour cela, Etat et Région entendent s'appuyer sur des domaines d'excellence, **à savoir l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation**, mais aussi le tourisme, la culture et le patrimoine.

Pour promouvoir la transition vers un développement soutenable et résilient, la Région et l'Etat s'appuieront sur les mobilités de demain, la gestion intégrée de l'eau, la biodiversité du territoire et la sobriété foncière, autant de sujets **qui impliquent fortement l'ESRI** au titre des enjeux d'adaptation au changement climatique.

L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation participent aux enjeux du rééquilibrage territorial et des solidarités dans les territoires

Avec ce second pilier du CPER, destiné à favoriser l'égalité des chances et lutter contre la pauvreté et l'exclusion, Etat et Région souhaitent accentuer leur action sur plusieurs leviers concrets, tels que la vitalité commerciale et artisanale, la souveraineté alimentaire, l'aménagement numérique et la santé.

Amplifier l'accès à l'emploi et à la formation, favoriser l'accès à l'enseignement et développer le logement social étudiant font aussi partie des priorités affichées.

Les enjeux ESRI sont non seulement évoqués dans chacun de ces piliers **mais aussi** dans chaque **volet transversal métropolitain** pour les deux métropoles de Toulouse et Montpellier.

Volet budgétaire

124 projets immobiliers, d'équipements scientifiques et de soutien aux établissements de l'Etat et aux structures de l'innovation présentes en région

Le volet ESRI se distingue de tous les autres en étant le seul à présenter en annexe une maquette financière détaillée : ainsi, l'annexe budgétaire présente une rubrique «montant CPER» d'un montant de 493,74 M€. Ce total de 493,74 M€ est constitué de l'addition :

A titre principal :

- des crédits Etat CPER des 3 BOP 150, 231 et 172 du MESR : 180,4 M€ ;
- des crédits CPER de la Région : 182,7 M€ ;

- des crédits du bloc local soit les deux métropoles, les communautés de communes, les communes, les départements, 80,7 M€.

Puis :

- des crédits sur fonds propres des organismes et de certaines universités, 41,5 M€.

A titre complémentaire :

- des crédits de l'opération campus, (2,8 M€ Etat, 4,0 M€ Région) ;
- des crédits Etat PITE «Interventions territoriales de l'État» ou encore du CPER, 1,5 M€.

Au-delà de ce montant, deux autres natures de crédits, **qui ne figurent pas** dans cette rubrique, appuient directement les opérations figurant en annexe du CPER :

- les apports des CROUS (essentiellement basés sur l'emprunt), 61,2 M€ ;
- les fonds du FEDER-REACT-EU, 32,5 M€.

Un dernier montant est à mentionner : les 35 M€ du soutien de l'Etat à UT1 Capitole (propriétaire) dans le cadre de la dévolution du patrimoine rappelés par le MESR.

Le total s'élève ainsi à 622,591 M€.

Actualisation de l'avancement du CPER

Volet Recherche / acquisition d'équipements scientifiques

Doté de 23 M€ de crédits du MESR pour la période 2021-27 (BOP 172), le volet Recherche est déployé depuis 2021.

Pour l'année 2023, 2,847 M€ ont été affectés à onze opérations d'acquisition d'équipements scientifiques.

En 2023, et depuis le début du CPER, 10,38 M€ de crédits MESR ont été attribués, soit 45,13 % de l'enveloppe globale de cette ligne CPER, en avance par rapport au taux théorique de 3/7e (42,9%).

Sur les **61 projets** d'équipements scientifiques inscrits au CPER 21-27, 56 font appel au BOP 172, **32 opérations ont reçu une dotation partielle ou totale de la part du MESR** :

- 8 en Bio-Santé ;
- 7 en chimie & procédés ;
- 6 projets en agronomie & biodiversité ;
- 4 en sciences & environnement ;
- 1 dans le champ de l'énergie et des mobilités ;
- 1 sur les données (mésocentres) ;
- 1 dans le numérique & procédés ;
- 1 en télédétection ;
- 1 dans le domaine du quantique ;
- 1 dans le spatial ;
- 1 en sciences humaines et sociales.

Les académies de Montpellier et de Toulouse portent 16 projets chacune, dont un tiers est destiné à une ville universitaire d'équilibre (Perpignan, Tarbes, Albi...).

Volet « Innovation »

Dotée de 4 M€ de crédits du MESR pour la période 2021-27 (BOP 172), la ligne Innovation est également déployée depuis 2021.

Les crédits sont consacrés principalement au soutien aux structures de transfert de technologie labellisées par le MESR, financées dans le cadre d'un appel à projets annuel conjoint Etat/Région « Soutien au transfert de technologie de proximité » (STTP).

En 2023, 480 k€ ont été attribués. L'année 2023 a vu la labellisation d'un nouveau CRT : le CRT PRIMES (Mécatronique de puissance et management de l'énergie - Plateforme

de recherche et d'innovation de l'ENIT/UTTOP), portant le nombre de structures soutenues en Occitanie à 18 (8 CRT, 1 CDT, 9 PFT).

De 2021 à 2023, 1,55 M€ de crédits Innovation ont été engagés (95% affectés aux structures labellisées, 5% pour accompagner la mise en place du hub international de l'innovation du « Consultative Group On International Agricultural Research » (CGIAR d'Agropolis International), soit 38,75% des crédits inscrits au CPER).



3. France 2030

Des financements en appui de la recherche et de l'innovation

La force des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche français repose sur l'articulation entre formation, recherche et innovation. Les chercheurs, enseignants et enseignants-chercheurs sont au cœur des laboratoires de recherche française et contribuent à la formation des jeunes pour et par la recherche et au transfert vers le monde socio-économique. Les actions de médiation scientifique et recherche participative sont d'ailleurs fortement portées par le ministère et ont vu leur soutien financier s'accroître sensiblement dans le cadre de la Loi de Programmation de la Recherche (LPR).

La croissance du financement de la recherche

Au plan national, le financement de la recherche est en nette croissance, depuis l'adoption de la Loi de programmation de la recherche (LPR).

Les projets de recherche génériques, soutenus par l'ANR, sont aujourd'hui mieux financés en montant et plus nombreux, puisque 500 projets supplémentaires sont financés en moyenne aujourd'hui par an par rapport à 2020.

Les unités de recherche ont vu leurs crédits de base augmentés de 100 M€ en trois ans, soit 15% environ, afin de permettre aux laboratoires de consolider leurs propres projets de recherche. Les infrastructures de recherche, qui permettent aux chercheurs du monde entier de mener des expériences interdisciplinaires de très haut niveau, sont également renforcées.

La mobilisation des moyens de France 2030

Afin de positionner la France en leader de l'innovation de demain, depuis les développements amont en recherche fondamentale, jusqu'à l'industrialisation dans les secteurs clés de notre économie, la recherche a été placée au cœur du programme France 2030.

En région Occitanie, 72 projets en partenariat et 64 projets en coordination sont soutenus.

Excellences sous toutes ses formes

Cet appel à projet (AAP) s'est déployé en trois vagues : cinq établissements ont été lauréats au sein de la région académique Occitanie, pour un montant de 88,8 M€.

Le conseil régional s'est engagé à soutenir ces projets via l'apport d'une contribution équivalente à celle de l'Etat.

1ère vague

Université de Montpellier : ExposUM ; sujet exposome : déterminants sur la santé des facteurs environnementaux et sociaux. 23,2 M€ de subvention.

2ème vague

Université de Toulouse : TIRIS ; santé, bien-être, changement global et impact sur les sociétés. 38,3 M€ de subvention.

3ème vague 2023

UM3 et Ecole nationale d'architecture de Montpellier : projet MIRANDA ; pôle de recherche d'excellence dans le domaine des arts, de la culture et du patrimoine. 12,2 M€.

Université de Nîmes : projet GARDENER ; répondre aux besoins des territoires vulnérables. 7,6 M€ de subvention.

Ecole nationale d'ingénieurs de Tarbes (ENIT) : projet NUTTEO ; équilibre entre excellence académique et formation professionnelle. 7,5 M€ de subvention.

ASDESR (Accélération des stratégies de développement des établissements d'ESR)

L'objectif de cet AAP est d'aider les établissements d'enseignement supérieur et de recherche à accroître leurs ressources pour déployer des projets nouveaux (Europe, Formation, Recherche, International)

Coordinateurs (trois projets) :

Université de Montpellier (3,6 M€, 01/12/2023 – 2033) : MOMENT-UM : Renforcer la dynamique de l'Université de Montpellier (Europe et Formation continue), en partenariat avec le CNRS, l'Inserm et l'IRD.

Université de Toulouse (2 M€, 01/09/2023 – 2033) : STAR : Stratégie d'accroissement des ressources propres ou des partenariats de Recherche. En lien étroit avec le projet TIRIS, il s'agit d'agir sur trois axes : Unité de Services Thématiques Europe ; un réseau de services mécénat ; un service dédié à la professionnalisation des plateformes technologiques.

Université de Nîmes (1 M€, 01/01/2024 – 2033) : FERIA : Formation et Europe pour des Ressources significativement Augmentées.

Partenaires : L'institut Agro et ENVT sont partenaires de deux projets (Bourgogne-Franche-Comté, et Pays-de-la-Loire) qui concernent la formation tout au long de la vie.

Projets de maturation/ pré-maturation coordonnés par les sociétés d'accélération de transfert de technologie (SATT)

Les thématiques concernées par ces sept projets sont les suivantes : technologies quantiques, industries culturelles et créatives, technologies avancées et systèmes énergétiques, alimentation durable et favorable à la santé, intelligence artificielle.

AAP Booster : sept actions mutualisées pour renforcer l'accompagnement des projets d'innovation par les SATT (dotations 2022). Les SATT Toulouse Tech Transfer (TTT) et AxLR coordonnent cinq actions et sont partenaires de deux, et ont bénéficié respectivement de 4,3 M€ et 3,42 M€.

AAP « prématuration et maturation » : destinés à renforcer l'émergence de technologies innovantes, favoriser la création de startups et augmenter l'impact sur l'économie et l'emploi, dix-sept consortiums ont été lauréats (pour un total de 275 M€), dont six portés par les SATT TTT et AxLR.

Pôles Universitaires d'Innovation

Les deux Pôles Universitaires d'Innovation ont pour objet de renforcer le lien entre recherche universitaire et monde socio-économique, afin de développer les solutions aux défis de notre temps par l'introduction du réflexe de l'innovation derrière chaque découverte scientifique, encourager la recherche partenariale, favoriser le transfert de technologie et la création d'entreprises

innovantes. L'accompagnement en proximité constitue un volet primordial de cette démarche.

Vingt-cinq lauréats nationaux ont été désignés en juillet 2023, pour un montant total d'aides de 166 M€. Deux projets ont été lauréats en région Occitanie et seront également soutenus par la Région et les collectivités locales :

« Le PUI de Montpellier » porté par l'Université de Montpellier, s'appuie sur les membres de l'iSite MUSE et ses partenaires socio-économiques, autour du triptyque « Nourrir-Soigner-Protéger ». Porteur d'une des expérimentations nationales en 2021 avec une dotation de 2,5 M€, il a reçu en 2023 une dotation supplémentaire de 6,5 M€.

« Université de Toulouse Innovation » porté par l'Université de Toulouse, s'appuie sur les quinze établissements d'ESR et les sept organismes nationaux de recherche implantés dans le périmètre de l'académie de Toulouse, la SATT TTT, l'incubateur Nubbo et les partenaires socio-économiques, pour développer des opportunités d'innovation dans les filières clés et accompagner les transitions au cœur du projet TIRIS. Dotation : 7,5 M€.

Instituts Hospitalo-Universitaires

Au niveau national, douze nouveaux IHU et quatre bioclusters ont été sélectionnés en mai 2023. Ce sont des futurs pôles d'excellence en recherche, soin, prévention, formation et transfert de technologie dans le domaine de la santé. **En Occitanie, deux IHU**, portés par les acteurs académiques, les collectivités territoriales, les industriels et les écosystèmes locaux, ont été lauréats.:

IHU «Immun4Cure» : institut des maladies auto-immunes et immunothérapies innovantes, porté par le CHU de Montpellier. Cet IHU s'inscrit dans la dynamique MedVallée ambitionnant de devenir un pôle mondial de santé globale. Dotation : 20 M€.

IHU «HealthAge-Gérosiences» : porté par le CHU de Toulouse, il est centré sur la prévention et la longévité en bonne santé et permettra notamment le déploiement du programme ICOPE de l'OMS pour prévenir la dépendance. Dotation de 5 M€ (+ 5 M€ additionnels selon l'évolution du projet).

Projet RHU (Recherche Hospitalo-Universitaire) - lauréat 2023

BIOFACE, Biomatériaux innovants pour la reconstruction faciale en cancérologie porté par le CHU de Toulouse

Les CHU et l'Inserm en région Occitanie sont également partenaires de huit autres projets RHU.

Actions de R&D, valorisation et transfert

Trois actions sont concernées :

« Occitanie Bioproduction, Biotechnologie Integrator » porté par l'Inserm ;

« SOYSTAINABLE » (source de protéines de soja local et durable) porté par l'Université Paul Sabatier ;

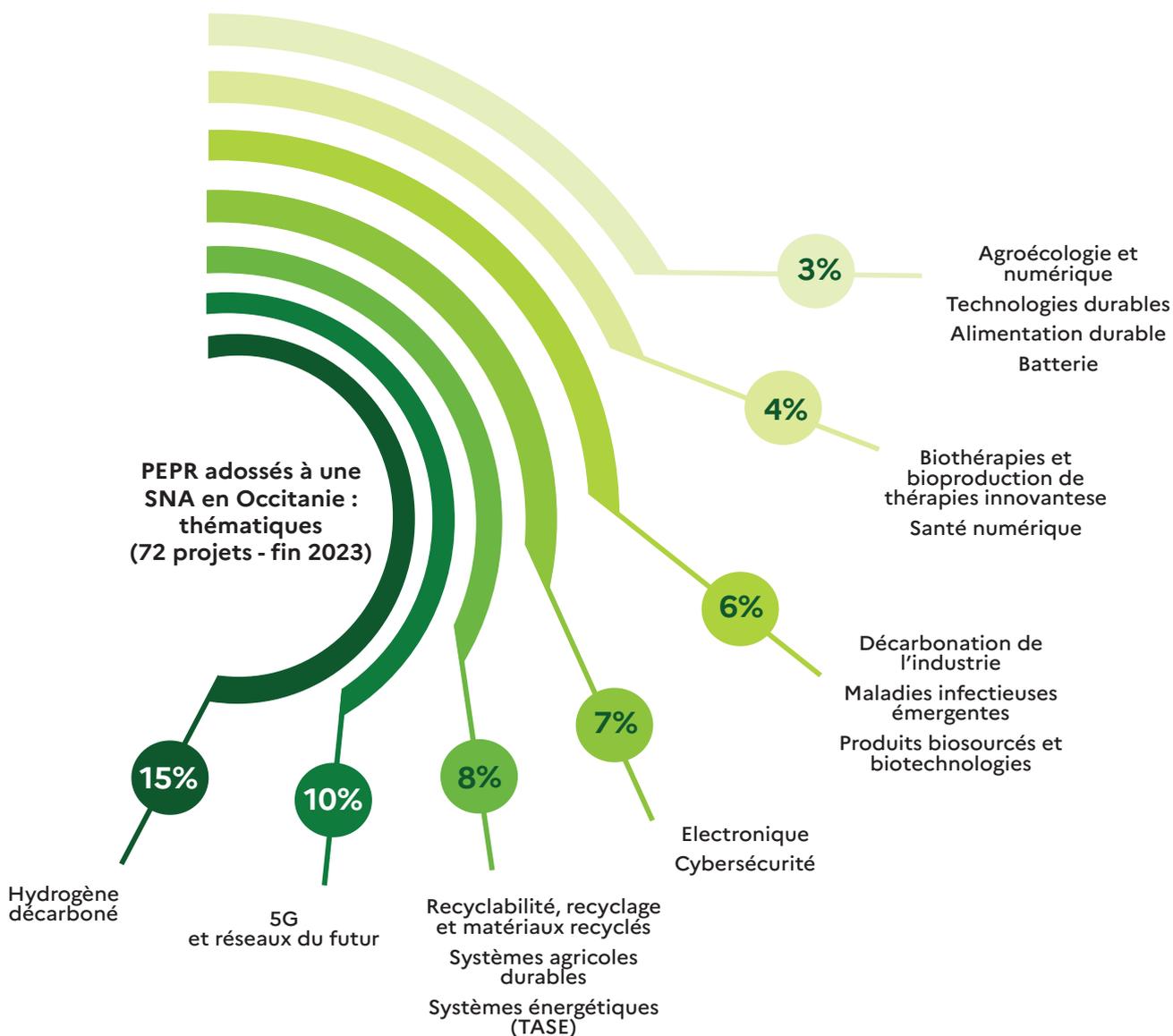
« Biotechnologies industrielles pour la santé à Toulouse » porté par l'INRAe.

PEPR, programmes et équipements prioritaires de recherche

Mis en place dès 2021, les PEPR visent à structurer la recherche en construisant ou consolidant un leadership français, dans des domaines scientifiques considérés comme prioritaires au niveaux national ou européen et liés ou susceptibles d'être liés à une transformation de grande ampleur (technologique, économique, sociétale,

environnementale,..). Le déploiement de deux types de PEPR se poursuit en 2023 et 2024 :

- les vingt-six PEPR adossés à une stratégie nationale d'accélération : sur vingt-six, seize sont représentés en Occitanie dont dix en coordination ;
- les PEPR exploratoires : sur dix-sept, quinze PEPR sont représentés en Occitanie dont quatre en coordination.



France 2030 : accélération de la transformation de la carte des formations

Les lycées professionnels font face à d'immenses défis, ils préparent leurs élèves à des métiers en constante évolution. A ce jour, sur la base du constat d'un taux insatisfaisant d'insertion dans l'emploi après l'obtention d'un diplôme, la transformation de la carte des formations professionnelles, arrêtée par les conseils régionaux en lien avec les académies et les régions académiques, est un levier essentiel pour réaliser l'ambition d'une meilleure insertion des élèves de la voie professionnelle dans l'emploi.

C'est à ce titre que l'appel à manifestation d'intérêt « compétences et métiers d'avenir » s'est enrichi d'un appel à projets spécifique à l'accélération de la transformation de la carte des formations (AAP ATCF).

Les objectifs

Ce nouvel axe de l'AMI CMA a pour objectif de faciliter :

- l'accueil d'un nombre accru d'élèves dans les formations conduisant vers les secteurs économiques des filières stratégiques de France 2030 les plus prometteuses en matière d'emploi ;
- l'adaptation des plateaux techniques aux besoins actuels et à venir de ces filières ;

- l'accompagnement dans toutes ses dimensions des équipes pédagogiques, pour construire leur adhésion à la dynamique et réunir les conditions d'une transformation réussie de l'offre de formation ;
- la construction d'une vision stratégique pluriannuelle pour penser le changement.

En cohérence avec les axes de France 2030, les filières concernées sont : le bâtiment et la ville durable ; la mobilité de demain, le transport de marchandises et de personnes ; la logistique ; le nucléaire ; l'hydrogène décarboné et les industries nucléaires de pointe ; la décarbonation de l'industrie ; l'alimentation saine, durable et traçable ; les biomédicaments et les dispositifs médicaux de demain ; la filière électronique, informatique et numérique ; la production des contenus culturels et créatifs ; l'aventure spatiale ; la construction navale et les fonds marins.

Pour la région académique, la candidature dans le cadre de cet AMI a été déposée via un consortium composé de trois membres : le GIP FCIP de l'académie de Toulouse (porteur), le GIP Formavie de l'académie, le conseil régional. Le CFA académique de l'académie de Toulouse et les GRETA-CFA de la région académique ont également contribué au financement.

Les projets répondaient aux enjeux d'équipement de plateforme par filière avec des moyens RH pour la formation de formateurs, tout en s'inscrivant dans une logique pluriannuelle pour assurer le déploiement sur l'ensemble des filières.

Quatre campus des métiers et des qualifications (CMQ), répartis dans les deux académies de la région académique, ont été particulièrement mobilisés dans cette logique de filière : filière nucléaire (décarbonation de l'industrie), filière bâtiment (transition énergétique et écologique), filière maintenance des véhicules et matériels, filière maintenance industrielle.

Dix projets ont été retenus, en nombre égal pour les périmètres des académies de Montpellier et de Toulouse (cinq projets respectivement). Ils ont été financés, pour un montant de près de 1,925 M€, correspondant à un taux de financement de près de 68%.

Sept créations de formations (trois Mentions complémentaires Cyber Sécurité, Bachelor Mobilité, Bachelor Construction Digitale Bas Carbone, Bac pro Transport par câbles et Remontées mécaniques, Bac pro Pilote de ligne de production), et des adaptations de filières (Filière BTP, Chantier école-nucléaire, Filière Transition énergétique, Filière Transition écologique) ont pu être impulsées.

Région académique Occitanie - mars 2023 AMI CMA transformation de la carte des formations professionnelles, financés				Financements				
Département	Etablissement	Nom du projet	Finalités	Coût total de l'action	Financement rectorat	Financement conseil régional Occitanie	Financement AMI CMA	Taux de financement par l'AMI CMA
Gard (30)	Lycée Einstein Bagnols/Cèze	Chantier-école nucléaire	Adapter les diplômes aux spécificités du métier	357 344	22 500	54 253	249 841	70%
Hérault (34)	Lycée Jean Moulin Béziers	Bac professionnel Pilote de ligne de production	Accompagner le développement de la filière hydrogène	339 586		68 376	237 710	70%
Hérault(34)	Lycée Mermoz Montpellier	Transition énergétique	Développer l'obtention des labels de qualité pour la pose d'appareils de chauffage	171 500		26 000	119 750	70%
Gard (30)	Lycée Mistral Nîmes	Transition écologique	Recherche et formation dans le secteur du recyclage des déchets de la construction	435 500	22 500	82 700	303 350	70%
Gard (30) et Hérault (34)	Lycée Jules Raimu Nîmes Lycée Jean Moulin Béziers	Mentions complémentaires cybersécurité	Mettre en place la filière cybersécurité	330 000	90 000	9 300	230 700	70%
Périmètre de Toulouse		Filière BTP	Accompagner le déploiement du numérique dans la filière du bâtiment	297 000		59 200	207 600	70%
Gers (32)	CMQe BTP et usages numériques Auch	Bachelor Construction digitale bas carbone	Accompagner le développement des métiers de la transition énergétique et écologique dans le bâtiment	144 000	70 000		74 000	51%
Haute-Garonne (31)	Lycée Simone Veil St-Jory	Mention complémentaire cybersécurité	Mettre en place la filière cybersécurité	203 000	70 000		133 000	66%
Haute-Garonne (31)	CMQ MTI	Bachelor Maintenance des véhicules	Accompagner la filière de maintenance électrique des véhicules	239 000	75 000		158 100	66%
Hautes-Pyrénées (65)	Lycée Sixte Vignon Aureilhan	Bac professionnel Transports par câble	Ouvrir un des 3 bacs professionnels créés en France	302 000		70 000	211 100	70%
TOTAUX				2 818 931	350 000	369 829	1 925 152	68%



France 2030 : focus projet GENHYO

L'Etat en région (DREETS, ADEME, Rectorat de région académique) et le Conseil régional Occitanie travaillent depuis plusieurs années à la structuration d'une filière de production d'hydrogène vert intégrée. A ce titre, une mission d'animation HyDeO (Hydrogène Développement en Occitanie) est co-financée par l'ADEME et le Conseil régional Occitanie et portée par l'agence de développement Ad'Occ pour mettre en place des projets structurants et complémentaires sur le sujet hydrogène à la fois sur des aspects de R&D et de déploiement. Il s'agit de :

- Sensibiliser et faire connaître l'hydrogène et animer le réseau des acteurs régionaux ;
- Favoriser l'implantation et le déploiement de l'hydrogène renouvelable en Occitanie ;
- Développer un savoir-faire et une filière industrielle et académique régionale sur l'hydrogène ;
- Positionner la région Occitanie en tant que région pilote et en pointe de la filière hydrogène ;

- Mener une veille stratégique et être un relai d'informations sur le sujet, notamment pour connaître et agir sur les leviers et verrous transversaux.

La structuration de cette nouvelle filière implique des besoins nouveaux en termes de compétences et des enjeux de recrutement importants, notamment sur le bassin de Béziers (GENVIA). Le projet Génération Hydrogène Occitanie (GENHYO) est un premier niveau de réponse. Financé au travers de l'AMI CMA, volet dispositif de formation, à hauteur de 16.5 M€, en juillet 2022, ce projet réunit le conseil régional, la région académique Occitanie (via le GIP FCIP de l'académie de Toulouse, membre du consortium), la COMUE-Université de Toulouse et les acteurs de l'écosystème H2 de la région.

L'objectif des actions portées par le GIP FCIP de l'académie de Toulouse est la formation d'enseignants experts sur l'hydrogène et la dissémination vers 600 enseignants.

Projet en opérationnalisation

- 1^{ère} étape (achevée) : formation de formateurs conçue par les universités partenaires avec les écoles académiques de la formation continue (EAFC) de Montpellier et de Toulouse pour former des « experts » : 53 formateurs formés entre mi-avril et mi-octobre 2023 et session d'approfondissement organisée fin 2023.
- 2^{ème} étape (à venir) : déploiement du dispositif dans un second temps par ces formateurs, via les écoles académiques de la formation continue (EAFC). En cible, ce sont 600 enseignants de science physique qui seront formés en région académique.

GENHYO : enseignants formés

	19-21 avril	5 juillet	18 octobre	Total
Académie de Montpellier	10	9	6	25
Académie de Toulouse	10	9	9	28
Total	20	18	15	53







III. ACCOMPAGNER LES ÉLÈVES, APPRENTIS ET ÉTUDIANTS POUR OPTIMISER LEUR PARCOURS D'ORIENTATION

1. Promouvoir l'égalité des chances.....	34
2. Accompagner l'élaboration du projet d'orientation et du parcours de formation des élèves	36
3. Optimiser le parcours de l'élève : l'affectation en lycée et le continuum -3/+3	38
4. Déployer les actions de prévention du décrochage scolaire et assurer la mise en oeuvre de l'obligation de formation 16-18 ans	39

1. Promouvoir l'égalité des chances

Les Cordées de la réussite

Les Cordées de la réussite font de l'accompagnement à l'orientation un réel levier d'égalité des chances. Elles ont pour objectif de lutter contre l'autocensure et de susciter l'ambition scolaire des élèves par un continuum d'accompagnement de la classe de 4^e à la Terminale.

Le dispositif s'adresse aux élèves scolarisés en éducation prioritaire, en cités éducatives, en zone rurale ou résidant en quartiers prioritaires politique de la ville. Au lycée, l'accent est porté sur l'encordement des élèves des voies professionnelles et technologiques.

Aujourd'hui, il existe 44 cordées de la réussite dans la région académique Occitanie (19 dans l'académie de Montpellier et 25 dans l'académie de Toulouse). 270 établissements scolaires sont impliqués dans au moins une cordée et près de 11 000 élèves en sont bénéficiaires. Environ 2 000 étudiants tuteurs accompagnent les élèves dans le dispositif. La présence des Cordées dans les zones rurales et isolées a fortement progressé pour atteindre une couverture de 45% des établissements sur la région.

La mise en oeuvre d'une cordée repose sur le partenariat entre :

- une « Tête de Cordées » qui peut être un établissement d'enseignement supérieur (grandes écoles, universités, IUT) ou un lycée avec des formations post-bac (CPGE, STS...) et
- des établissements scolaires « encordés » (collèges et lycées de la voie générale, technologique ou professionnelle).



Ce partenariat territorial se traduit par un ensemble d'actions d'accompagnement qui aide l'élève à construire son parcours de réussite du collège au lycée et du lycée vers l'enseignement supérieur ou vers l'insertion professionnelle.

Le suivi des élèves repose sur des actions individuelles ou collectives de tutorat étudiant et plus largement d'accompagnement à l'orientation, d'actions d'ouverture sociale et culturelle (visites de musées ou d'institutions publiques, conférences, etc.) ainsi que d'activités de développement de compétences psycho-sociales et académiques. Il s'agit également de donner aux élèves l'expérience de la mobilité par la découverte de lieux et de secteurs professionnels différents de leur environnement familial. Des actions liées à la découverte des métiers veillent à faire évoluer la représentation de telle filière ou profession chez les élèves et en particulier à lutter contre les stéréotypes de genre.

Un appel à projets à l'échelle de l'Occitanie incluant la DREETS permet un financement coordonné

des Cordées afin de viser une plus grande qualité et diversité des projets ainsi qu'une couverture du dispositif qui concilie maillage du territoire et réponse aux besoins des élèves. La région académique facilite le dialogue avec les partenaires de cette politique publique en particulier avec la collectivité régionale qui contribue de manière volontariste au financement des actions Cordée en lycée via son appel à projets « Et pourquoi pas ? ».

Le cadre offert par la région académique a permis d'accroître le réseau d'acteurs. En effet, **plusieurs Têtes de Cordées, historiquement situées sur la partie Ouest de la région, ont poursuivi leur déploiement sur l'ensemble du territoire régional** : par exemple, la Cordée « DISPO » de l'IEP de Toulouse, la Cordée « OSE » de l'ISAE-SUPAERO, ou encore la Cordée « Donnez des ailes à votre avenir » de l'ENAC.

En outre, un nouveau partenariat a été initié depuis la rentrée 2023 associant l'IUT de Rodez en tant que Tête de Cordées à quatre établissements lozériens.



Impact des cordées sur la formulation des vœux Parcoursup

Les cordées ont un impact très net sur le comportement des élèves dans la formulation des vœux (près de 19 points d'écart sur les élèves de bac pro qui formulent un vœu), sur les propositions reçues : +0,7 point pour les généraux, +2,6 points pour les technologiques, mais -5,3 points pour les bacheliers professionnels.

Dans la phase d'acceptation, les élèves encordés acceptent davantage les propositions que leurs camarades non encordés et ce pour tous les types de bac : +2,3 points pour les généraux, +8,6 points pour les technologiques et +6 points pour les professionnels.

	% de candidats ayant formulé au moins un vœu		% de candidats ayant reçu au moins une proposition		% de candidats ayant accepté au moins une proposition	
	Encordés	Tous néo	Encordés	Tous néo	Encordés	Tous néo
BAC GÉNÉRAUX	96,6	97,2	98,5	97,4	93,4	89,4
BAC TECHNOLOGIQUES	92,8	92,5	95,1	91,4	90,4	79,8
BAC PROFESSIONNELS	78,4	53,6	91,7	84,7	73	68,1



2. Accompagner l'élaboration du projet d'orientation et du parcours de formation des élèves

Les axes politiques concernant l'information et l'orientation des élèves restent définis par la loi du 6 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui fixe les missions complémentaires de l'Etat et des Régions en matière d'accompagnement des parcours des élèves, apprentis et étudiants. Les priorités de la région académique sur cette thématique sont relayées par une circulaire régionale de rentrée, signée par les Recteurs et diffusée à l'ensemble des acteurs de l'Education nationale afin de permettre à chacun d'inscrire cette politique dans la programmation annuelle des actions à conduire auprès des élèves. La DRAIO travaille en lien étroit avec la collectivité régionale pour développer et structurer les actions d'information sur les secteurs d'activité et filières de formation mises en œuvre par les établissements dans le cadre du Parcours Avenir en collèges et lycées, qui entre désormais dans une phase de généralisation.

Deux actions particulières, « Découverte des métiers » (DDM) et « Mon stage de Seconde », occupent une place spécifique dans l'actualité de notre politique.

Dispositif « Découverte des métiers » (DDM)

La DRAIO assure le **déploiement du dispositif de « Découverte des métiers »** qui couvre le cycle 4 des collèges et doit permettre in fine un choix plus éclairé des élèves sur leur parcours de formation et leur future insertion professionnelle.

La mise en œuvre de DDM a nécessité l'élaboration d'une maquette de formation par la région académique, puis l'identification en établissement des référents DDM, l'organisation

du calendrier et des modalités de formation, et enfin la diffusion de l'information aux collègues. Au terme de cette année 2023-2024, plus de 300 référents découverte des métiers ont bénéficié de cette formation. Sous format hybride, en présentiel et distanciel, quatre grands modules ont été proposés :

- Webinaire « cadres et objectifs » ;
- Webinaire ONISEP ;
- Formation en présentiel « Boîtes à outils et mise en pratique » ;
- Une dizaine de webinaires dont les thématiques ont été arrêtées en fonction des besoins exprimés par les référents. En particulier, un webinaire a été organisé par la collectivité régionale (présentation des outils régionaux, des métiers en tension et des métiers d'avenir) et la DRAFPICA (présentation des CLEE, des CMQ).

Le stage de Seconde

Mise en œuvre dans le cadre de l'arrêté du 29 novembre 2023, l'opération « Mon stage de Seconde » a fait l'objet d'une information directe aux lycées accompagnée d'un kit de ressources pédagogiques. Les offres de stages disponibles pour les élèves sont interfacées avec la plateforme « Un jeune Une solution » ainsi qu'avec la plateforme régionale ID Stage.

La DRAIO, en lien avec la DRAFPICA, a notamment organisé une réunion de lancement, en mars 2024, avec la Région, le MEDEF, le cercle Mozart, les représentants des collectivités et associations. Outre la création d'une page dédiée avec l'ensemble des ressources et la diffusion d'un « pas à pas » pour la saisie des offres de stages par les services, les Recteurs ont également mobilisé les Préfets en

comité d'administration régionale. En outre, il faut souligner le relais efficace des DASEN et des corps d'inspection au plus près du terrain et des usagers.

Parcours Avenir

Dans cette nouvelle ossature du parcours Avenir enrichi du DDM, du stage d'observation de 2^{nde} GT et de la réforme du lycée professionnel, le travail de collaboration sur la relation Ecole-Entreprise s'intensifie avec la DRAFPICA et la Région, ce qui se traduit notamment par une politique événementielle qui promeut des salons organisés dans les territoires au bénéfice des collégiens et lycéens.

L'accompagnement des élèves s'appuie également sur la formation des enseignants et des psychologues de l'Éducation nationale inscrite dans le cadre des plans de formations académiques. Elle permet d'actualiser ou de renforcer les connaissances et les compétences au regard des enjeux relatifs aux parcours des élèves, aux choix qu'ils expriment et à leur réussite. Elle prépare l'arrivée dans tous les établissements de l'offre de service du programme Avenir et la livraison de la plateforme du même nom avec pour seul objectif de soutenir une politique éducative à l'orientation et de permettre aux établissements de concrétiser leur parcours Avenir. A ce titre, 24 CIO et EPLE de la région académique ont intégré la communauté des Béta-testeurs de la plateforme Avenir(s).

La DRAIO pilote également des territoires d'expérimentation sur l'orientation dans des « terrains d'avenir » en lien avec les services de l'ONISEP. Ces terrains d'avenir travaillent sur l'articulation du référentiel des compétences à s'orienter avec les dispositifs du

Parcours Avenir, le prolongement de compétences disciplinaires vers le projet d'orientation, le développement d'une application qui permettra l'immersion de jeunes lycéens, autant de sujets qui ouvriront des possibles et des terrains d'expérience dans le parcours des élèves.

Enfin, la DRAIO travaille également avec la Région sur sept terrains d'expérimentation territoriale innovants en Occitanie, permettant le renforcement d'actions communes auprès des élèves et des familles telles que la construction d'un programme d'actions complémentaires CIO/

maisons de l'orientation mobiles ou encore l'intervention dans les maisons de quartier pour éclairer les choix d'orientation.



3. Optimiser le parcours de l'élève : l'affectation en lycée et le continuum -3/+3

Accompagnement Parcoursup

La DRAIO organise et gère, sous la responsabilité des recteurs d'académie et en collaboration avec les DSDEN, les procédures académiques d'affectation des élèves en lycée avec un objectif de simplification pour les usagers (procédures, calendrier, fluidité des parcours), d'équilibre des territoires et d'égalité de traitement.

En ce qui concerne l'orientation des lycéens dans le supérieur, la DRAIO agit sur l'accompagnement des établissements d'accueil et d'origine dans les opérations qu'ils ont à effectuer pour la bonne mise en œuvre de la procédure Parcoursup. Des sessions de formation des enseignants, des administrateurs, des personnels

en charge de cette procédure sont organisées avec un réel succès de fréquentation. Les équipes de la DRAIO accompagnent les élèves et les familles tout au long de la procédure Parcoursup : création des dossiers, formulation des vœux, phase d'admission et phase complémentaire, saisine de la CRAES (Commission régionale d'accès à l'enseignement supérieur).

Plus de 16 000 « conversations » ont pu être menées en 2023 sur la seule rubrique « contact » de Parcoursup.

La région académique a la chance d'être composée de deux académies lauréates de deux Plans d'Investissement d'Avenir (PIA3) : ACORDA à Toulouse et COMPAS à Montpellier. Ces deux PIA permettent

sur l'ensemble de la région académique de travailler au rapprochement du second degré et du supérieur grâce à la mise en œuvre d'actions concrètes : formations des acteurs aux évolutions du système, échanges pédagogiques, étudiants ambassadeurs, informations aux familles. La DRAIO co pilote ces deux PIA aux côtés des partenaires et des porteurs de projets que sont l'Université de Toulouse et l'Université Paul Valéry. Acorda et Compas sont de puissants leviers pour mettre en œuvre une politique ambitieuse de continuum -3/+3 sur l'ensemble de la région académique.



Quelques repères sur Parcoursup (session 2023) Données région académique



75 667 candidats, dont **49 954** néo-bacheliers et **16 111** en réorientation

94,3 % de néo-bacheliers ont obtenu au moins 1 proposition d'admission (93,7% en 2022)

86,4 % de candidats en réorientation ont obtenu au moins 1 proposition d'admission (+0,9 point par rapport à 2022)

0 lycéen encore accompagné par la CAES en fin de procédure



+ 13,2 points des candidatures en apprentissage par rapport à 2022

+ 4,7% de candidats de la région académique ont obtenu une formation en apprentissage soit **3 294** (par rapport à 2022)

+ 18,5 points des candidats n'ayant confirmé que des vœux en apprentissage par rapport à 2022

4. Déployer les actions de prévention du décrochage scolaire et assurer la mise en œuvre de l'obligation de formation 16-18 ans

La définition et mise en œuvre d'une politique de prévention contre le décrochage scolaire est une mission relevant de la région académique, qui est mise en œuvre dans le périmètre des académies de Toulouse et Montpellier.

En premier lieu, **la généralisation des deux parcours «Tous droits ouverts» et «Ambition Emploi»** témoigne de la priorité absolue donnée à cette politique de prévention à travers un accompagnement innovant et personnalisé pour chaque jeune vers un parcours de réussite dans la voie professionnelle.

Généralisation du dispositif «Tous droits ouverts» (TDO)

En 2023 en intégrant chaque spécificité des territoires, 124 jeunes entre 15 et 17 ans sont concernés pour la région académique. Sous statut scolaire, le jeune peut expérimenter des solutions de remédiation portées par les partenaires des alliances éducatives (Missions Locales, Greta, Ecole régionale de la 2^{ème} chance, CFA...).

et du dispositif Ambition Emploi

Ce dispositif accompagne les sortants diplômés ou non des lycées professionnels. Il offre aux élèves la possibilité de de revenir s'inscrire dans leur établissement d'origine pour une période de quatre mois afin de bénéficier d'un accompagnement vers l'insertion professionnelle directe.

Au sein de la région académique, la lutte contre le décrochage scolaire s'articule également autour d'un AAP « Prévention du Décrochage » dit Persévérance adossé au FSE+ et une dotation des pôles MLDS répartis sur les territoires (vingt-cinq pôles de remédiation pour l'académie de Toulouse et vingt-cinq pour

Montpellier). L'enquête DGESCO sur les actions MLDS 2023 fait apparaître un pourcentage de 65% à Toulouse et 41% à Montpellier des actions au bénéfice de la prévention en établissement. Les actions portées par ces AAP visent à assurer une intervention plus précoce dans le parcours des élèves.

La mobilisation de l'ensemble de la communauté éducative se fait également par l'activation des réseaux Foquale dans chaque département de la région académique. Ces réseaux contribuent à organiser la sécurisation et l'individualisation des parcours en partenariat avec les alliances éducatives.

Le projet « Persévérance » à Toulouse concernant vingt-deux lycées permet de déployer trente-quatre actions au bénéfice des élèves avec des groupes constitués d'un vingtaine d'élèves pour quarante-six actions au bénéfice de la formation des équipes avec pour objectif la constitution d'un GPDS en établissement pouvant assurer le suivi des jeunes en risque de décrochage. Les Référénts Décrochage Scolaire (RDS) des établissements participent de ces instances. Ils représentent 600 personnels sur les deux académies.

A Montpellier le projet FSE+ concerne treize établissements sur la ville de Perpignan. Cette expérimentation a vocation à s'étendre à d'autres territoires.

Un projet spécifique de recherche Action, nommé **Motiv'Action** est mis en place auprès de six collèges pour travailler sur la détection précoce de signaux faibles de décrochage sur un public de jeunes élèves de 6^{ème} ou 5^{ème}.

Le mois de la persévérance scolaire, qui se tient au mois de mai, est également organisé sur l'ensemble de la région académique afin de valoriser toutes les actions conduites en établissement.

La mise en œuvre de l'obligation de formation des 16-18 ans soutient la politique de prévention du décrochage :

- Public prioritaire des projets Persévérance: les entrants en lycées 15 et 16 ans ;
- Montée en puissance des PAFI réservés aux jeunes de plus de 15 ans ;
- Repérage des jeunes sous OF décrocheurs dans les listes SIEI : 7 626 jeunes avec traitement prioritaire par une plateforme d'appels pour suivi CIO ou ML ;
- Diversification des solutions de remédiation : services civiques dont combinés (19 à Toulouse, 45 à Montpellier répartis sur 4 dispositifs de SCC) ;
- Extension du public **Lycée Nouvelle Chance** aux 16-18 ans avec le dispositif Tremplin pour une centaine de jeunes sur Toulouse, pérennisation des micros lycées à Montpellier (44 jeunes de la 2^{nde} à la terminale) ;
- Accompagnement et animation des **réseaux Foquale** par l'organisation de webinaires et de séminaires.

Une harmonisation de la politique de formation des acteurs de la prévention décrochage se met en place dans la région académique :

- Organisation de la CPLDS (certification professionnelle de lutte contre le décrochage scolaire) calendrier et épreuves communs ;
- Formation des RDS et Mentors ;
- Plan de formation des coordonnateurs MLDS en EAFC et animation du réseau.





IV. FORMER POUR DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES CLÉS DE DEMAIN

1. Réformer le lycée professionnel et transformer la carte des formations professionnelles 42
2. Développer et promouvoir les Campus des Métiers et des Qualifications 46
3. Impulser des actions avec le Club Ecole Entreprise 47
4. Accompagner la mise en oeuvre de la mixité dans les parcours d'apprentissage 48
5. Réaliser le contrôle pédagogique des formations en apprentissage 49

1. Réformer le lycée professionnel et transformer la carte des formations professionnelles

La réforme du lycée professionnel représente un enjeu majeur d'amélioration de la réussite des jeunes dans leur cursus de formation, d'accès à la poursuite d'études, d'insertion professionnelle. Le Président de la République a présenté en mai 2023, **12 mesures** concourant toutes à l'atteinte de ces objectifs. La DRAFPICA est pleinement mobilisée dans son périmètre régional et dans l'appui qu'elle apporte aux académies.

Mesure 1 – Gratifier les périodes de stage

La DRAFPICA est mobilisée sur la mise en oeuvre de la gratification des périodes de formation en milieu professionnel des lycéens de la voie professionnelle et procure un appui technique essentiel aux lycées professionnels depuis la rentrée scolaire 2023.

Mesure 6 - Mieux préparer l'insertion professionnelle

Cette mesure contribue à l'amélioration de l'accès à l'emploi, en activant différents leviers :

Avenir pro

Au titre de l'année scolaire 2023-2024, 50% des élèves de terminale souhaitant s'insérer après leur diplôme ont été accompagnés. A compter de la rentrée scolaire 2024, l'objectif est d'atteindre 100%.

A cette fin, la DRAFPICA a capitalisé sur l'expérimentation lancée sur ce dispositif il y a deux ans en Occitanie et anime régulièrement les relations entre France Travail, l'Association Régionale des Missions Locales (ARML) et les établissements concernés. Des conventions sont en cours de signature

12 mesures pour faire du lycée professionnel un choix d'avenir pour les jeunes et les entreprises

Mesure 1 : Gratifier les périodes de stages des élèves de la voie professionnelle dès la rentrée 2023

Mesure 2 : Permettre des enseignements aux savoirs fondamentaux en classes réduites

Mesure 3 : Permettre aux élèves de choisir des options

Mesure 4 : Organiser l'année de terminale en lien avec le projet de l'élève : obtenir un diplôme puis, accéder à l'emploi, soit poursuivre ses études

Mesure 5 : Créer trois nouveaux dispositifs pour prévenir les risques de décrochage pendant et après le lycée :

- Tous droits ouverts ;
- Ambition emploi ;
- Parcours de consolidation

Mesure 6 : Mieux préparer l'insertion professionnelle grâce à des partenariats extérieurs.

Mesure 7 : Adapter l'offre de formation pour préparer l'avenir professionnel des jeunes en fixant des objectifs ambitieux :

- rénover en profondeur un quart des diplômes existants d'ici la rentrée scolaire 2025 ;
- démultiplier le nombre annuel d'ouvertures et de fermetures de formation.

Mesure 8 : Passer de 4 500 à 20 000 le nombre de places en formation de spécialisation en Bac + 1 à la rentrée 2026, afin de faciliter l'insertion professionnelle des lycéens.

Mesure 9 : Créer un bureau des entreprises dans chaque lycée.

Mesure 10 : Permettre aux professeurs volontaires d'exercer de nouvelles missions rémunérées pour favoriser la réussite et un meilleur accompagnement des élèves.

Mesure 11 : Accompagner une prise de fonction réussie des nouveaux chefs d'établissement de lycée professionnel.

Mesure 12 : Permettre une nouvelle approche pédagogique du lycée professionnel autour du projet de l'élève.

entre la région académique, d'une part, et France Travail ainsi que l'ARML, d'autre part, afin d'inscrire cette action dans le cadre de relations partenariales durables.

Cette mise en synergie permet aux jeunes de :

- comprendre le marché du travail et les attentes des employeurs ;
- identifier leurs atouts et leurs besoins ;
- connaître les outils et services à leur disposition pour mener leurs démarches ;
- mettre en oeuvre des actions efficaces pour concrétiser leur projet.

Les points de situation individuels ou collectifs de fin d'année permettront de faire du lien avec les besoins des

lycéens et de les informer sur le parcours «**Ambition Emploi**».

Bureau des Entreprises

Depuis la rentrée 2023, un Bureau des Entreprises, piloté par un responsable, est installé dans chaque lycée professionnel ou lycée polyvalent afin de promouvoir le développement de partenariats avec les acteurs professionnels. Il s'agit d'un lieu unique au profit de l'ensemble des publics accueillis dans le lycée : élèves, apprentis, étudiants et stagiaires de la formation professionnelle continue. Ce Bureau est également un point d'accueil pour tous les partenaires extérieurs permettant de faciliter le développement d'actions conjointes.

Les missions du Bureau des Entreprises s'organisent autour de cinq axes :



Avenir Pro en 2023 - 2024 en Occitanie



21 lycées engagés depuis 2022

Conseillers Avenir Pro France Travail

10 sur l'académie de Toulouse
11 sur l'académie de Montpellier



74 lycées sur la 1ère vague
d'expérimentation

Référents Avenir Pro Missions locales

47 sur l'académie de Toulouse
27 sur l'académie de Montpellier

- l'appui aux enseignants et formateurs dans les interactions avec le monde professionnel ;
- la mise en place d'actions conjointes entre le lycée, le monde professionnel et les acteurs locaux ;
- une ressource pour trouver et réussir des stages, périodes de formation en milieu professionnel et alternances de qualité ;
- le développement du sentiment d'appartenance au lycée professionnel et d'un réseau des anciens élèves ;
- le suivi des réussites de parcours professionnel et d'insertion de chaque personne formée dans l'établissement.

En région académique Occitanie, une plaquette de présentation du Bureau des Entreprises, dotée d'un annuaire, est en cours de réalisation. Cette plaquette apporte également des précisions sur la gratification de stage (mesure 1).

L'intégralité des emplois en région académique ont été pourvus. 114 responsables de BDE ainsi que deux responsables du pilotage académique ont été recrutés entre juin et septembre 2023.

Les journées d'accueil souhaitées par le ministère ont été mises en place par les académies avant fin septembre. Des programmes de formation élaborés par la DRAFPICA sont en cours de déploiement à l'échelle régionale.

Mesure 7 - Adapter l'offre de formation

Avec la réforme du Lycée professionnel, **la carte des formations devient pluriannuelle**, pour plus de souplesse et d'agilité. Plutôt que d'envisager la carte des formations d'une année à l'autre pour chaque établissement, il s'agit de travailler sur plusieurs années et de mieux tenir compte des spécificités et besoins des territoires.

Le **nouvel outil ORION** compile de nombreux indicateurs sur les effectifs, les taux de pression, de poursuites d'études, d'insertion professionnelle et permettra aux établissements de mieux préparer les demandes d'évolution.

La région académique Occitanie mène un travail important pour que la nouvelle carte des formations s'adapte aux besoins des entreprises et des territoires, fruit d'une collaboration

avec la région Occitanie et les académies.

Les concertations territoriales sur la carte des formations professionnelles scolaires

Suite à l'instruction ministérielle du 13 juillet, les préfets et les DASEN associés à l'expertise de la DRAFPICA ont organisé des concertations territoriales dans chaque département. L'objectif est que chaque participant s'implique à son niveau dans la transformation de la carte des formations professionnelles initiales.

Au sein de la région académique Occitanie, **vingt-cinq concertations territoriales** ont été planifiées (douze dans l'académie de Montpellier, treize dans l'académie de Toulouse).

Après les propos introductifs du sous-préfet d'arrondissement et du DASEN présentant les enjeux de la concertation, trois interventions complémentaires ont permis de poser les interrogations relatives au développement économique (collectivités locales et DDETS), à l'insertion professionnelle (France Travail) et à la formation sur le territoire (DRAFPICA).

La région Occitanie était présente à chacune de ces rencontres.

Une place importante a été laissée aux échanges avec les participants et une adresse mail permet de faire connaître d'éventuelles propositions à l'issue des rencontres.

Des échanges bilatéraux avec les établissements

Dans un souci de proximité, la DRAFPICA a rencontré, en présence des DASEN, des services académiques et de la région Occitanie, **31 établissements dans l'académie de Montpellier et 51 dans l'académie de Toulouse** afin de recueillir les premières intentions de transformation de la carte pour ces établissements.

La phase de recueil de projets d'évolution (rentrée scolaire 2024)

Avec 209 demandes sur les deux académies, la DRAFPICA a pu mettre en exergue les principales filières couvertes :

Pour Montpellier : celles de l'hôtellerie restauration, du soin et service à la personne puis du secteur industriel.

Pour Toulouse : celles du service et soin à la personne, de la maintenance, de l'industrie et du tertiaire.

Dans la région académique, le CFAA de Toulouse, les GRETA et les GRETA-CFA ont en perspective l'ouverture de plus de 350 places, tantôt en groupe autonome, tantôt en mixité de publics.

Du côté des transformations, les secteurs les plus concernés sont la transition énergétique, les services et soins à la personne et le tertiaire.

En lien avec l'école des réseaux électriques (convention nationale), cinq établissements ont signé des conventions avec Enedis, la FRTP et le Serce pour des colorations sur le BAC PRO Melec. Les BTS seront prochainement embarqués dans ces colorations.

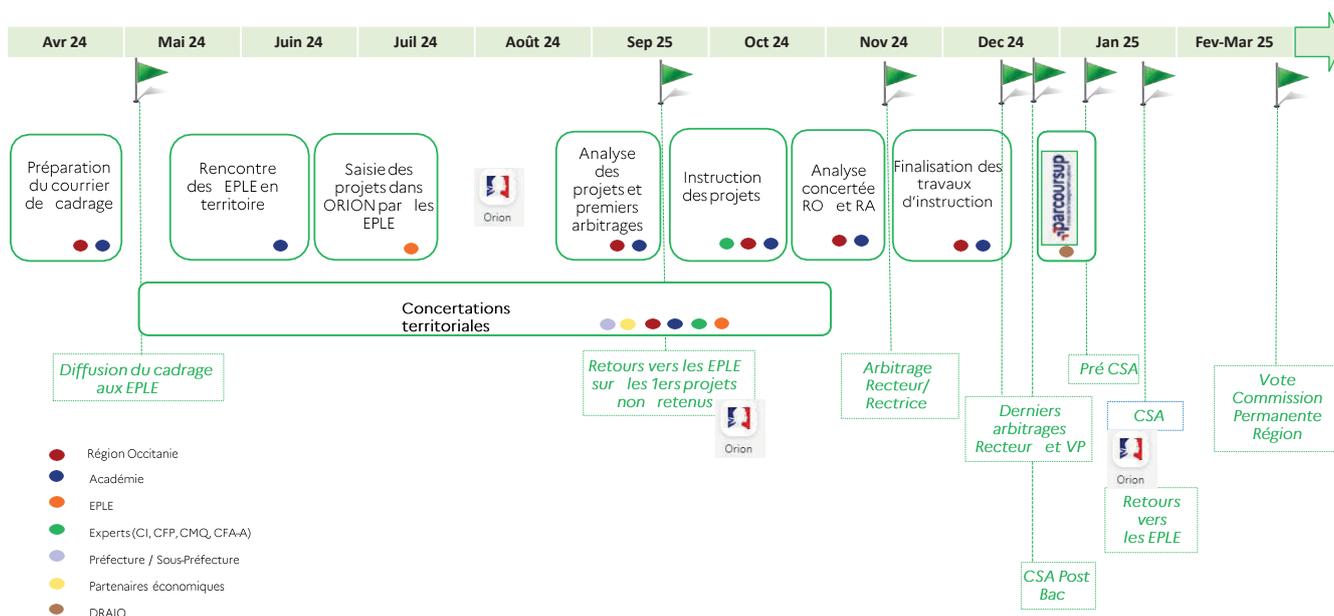
Le pilotage de la carte des formations

Pour traiter l'ensemble de ces mesures, des réunions sont organisées par la collectivité régionale avec chaque académie de manière séquencée.

Ces différentes séquences ont permis de synchroniser les informations sur les instructions menées sur les différents thèmes liés aux compétences, RH, pédagogie, moyens et bâtiments, travaux et équipements pour la région. C'est dans cette phase que les services académiques, les services de région académique et les corps d'inspection sont sollicités.

Une liste de mesures concertée entre la collectivité régionale et les académies a été présentée et votée en Comité social d'administration de chaque académie début janvier ainsi qu'en commission permanente de la Région, en mars.

Enfin, une convention Etat/Région a été préparée afin d'avancer conjointement



Calendrier de la transformation de la carte des formations professionnelles

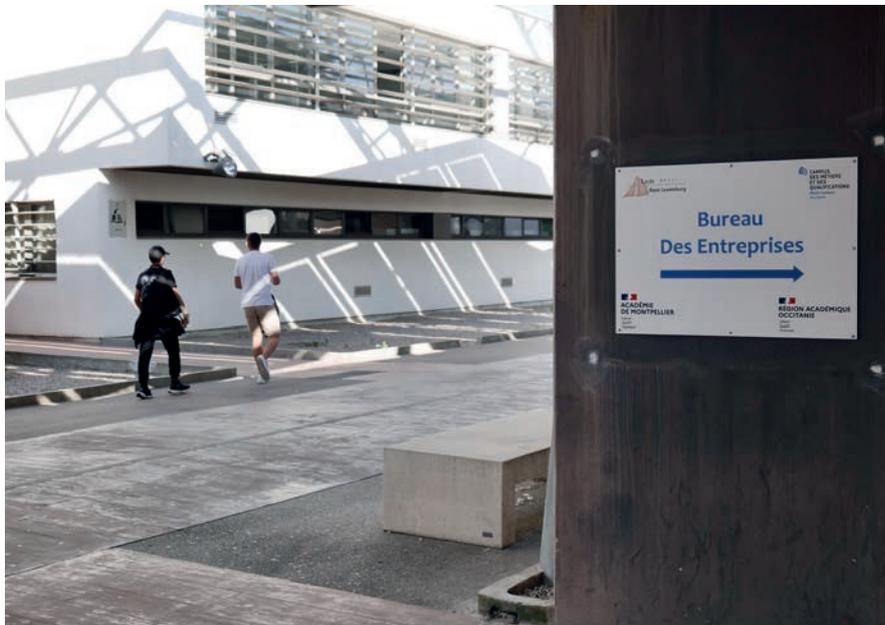
dans la transformation de la carte des formations professionnelles. Elle portera une sécurisation des travaux à conduire sur les prochaines années.

La phase de recueil de projets d'évolution (rentrée scolaire 2025)

Dans le cadre des nouveaux travaux conduits en lien avec les attendus de la réforme du lycée professionnel, la région académique est engagée dans l'expérimentation de l'outil ORION depuis plusieurs mois.

Le déploiement de cette plateforme commune à tous les acteurs de la carte des formations facilitera la préparation des demandes d'évolution des chefs d'établissements en leur donnant accès aux principales données éducatives de ces formations et aux indicateurs d'insertion et de poursuite d'études.

Pour la rentrée scolaire 2025, un nouveau calendrier sera mis en place pour faciliter les concertations et de nouvelles fonctionnalités dans ORION permettront aux chefs d'établissement de saisir directement leurs projets d'évolution.



Mesure 8 - Augmenter le nombre de places en Bac+1 pour favoriser l'insertion professionnelle

La DRAFPICA porte le développement de formations courtes telles que les FCIL et les certificats de spécialisation (anciennes Mentions Complémentaires) avec les

établissements. Ces formations « conjoncturelles » permettent de répondre à des besoins bien identifiés sur un territoire et d'augmenter l'insertion des apprenants.

Une très nette hausse des demandes de ces formations BAC+1 est observée : 11 FCIL et 21 certificats de spécialisation ont été ouverts lors de la rentrée scolaire 2024 au sein de la région académique.

Pour l'académie de Montpellier : 3 FCIL et 9 certificats de spécialisation

Pour l'académie de Toulouse : 8 FCIL et 12 certificats de spécialisation.



Indicateurs clés de la transformation de la carte des formations rentrée 2024

Extraits d'Orion

Taux de transformation

5,9% (calculé sur les demandes validées) soit **98% de l'objectif**

6,3% (calculé sur les projets de demandes) soit **105% de l'objectif**

5.2 points d'écart par rapport à la moyenne nationale

2 760 places ouvertes **867 places fermées** **23,9% ratio des fermetures**

validées 1 315
en projet 1 445

validées 440
en projet 427

- 8.4 points

2. Développer et promouvoir les Campus des Métiers et des Qualifications

Les Campus des métiers et des qualifications (CMQ) sont des outils mobilisables au service du développement économique des territoires, de la professionnalisation des apprenants, du savoir-faire des entreprises.

Avec la labellisation du nouveau CMQ régional «Développement du secteur sportif» en avril 2024 (cf chapitre VI.5), la région académique Occitanie compte désormais quatorze CMQ. Deux CMQ sont actuellement en projet (métiers de l'eau, économie circulaire).

Aux carrefours de plusieurs politiques publiques, les CMQ réalisent des missions d'expertise dans le cadre de l'élaboration de la carte des formations professionnelles, accompagnent le développement de formations conjoncturelles en lien avec leur écosystème et sont structurants dans les réponses aux différents PIA et AMI, facilitant les effets de levier notamment dans celui consacré à la transformation de la carte des formations professionnelles.

Tous les sujets portés par les CMQ, en lien avec les stratégies de réindustrialisation et d'indépendance énergétique nationales, permettront aux apprenants de développer les compétences clés des métiers de demain. Implantés dans l'ensemble de la région académique, les CMQ portent des thématiques de développement économique local, national comme international. Présents sur les secteurs du BTP, de l'industrie au sens large, de la mobilité, du tourisme et de la gastronomie, des industries culturelles et créatives, du nautisme, ils couvrent un très large panel de métiers, de lieux de formation, de liens avec la recherche et l'enseignement supérieur. Les CMQ poursuivent leur mobilisation sur France 2030 (ex : avion bas carbone ou éolien flottant)

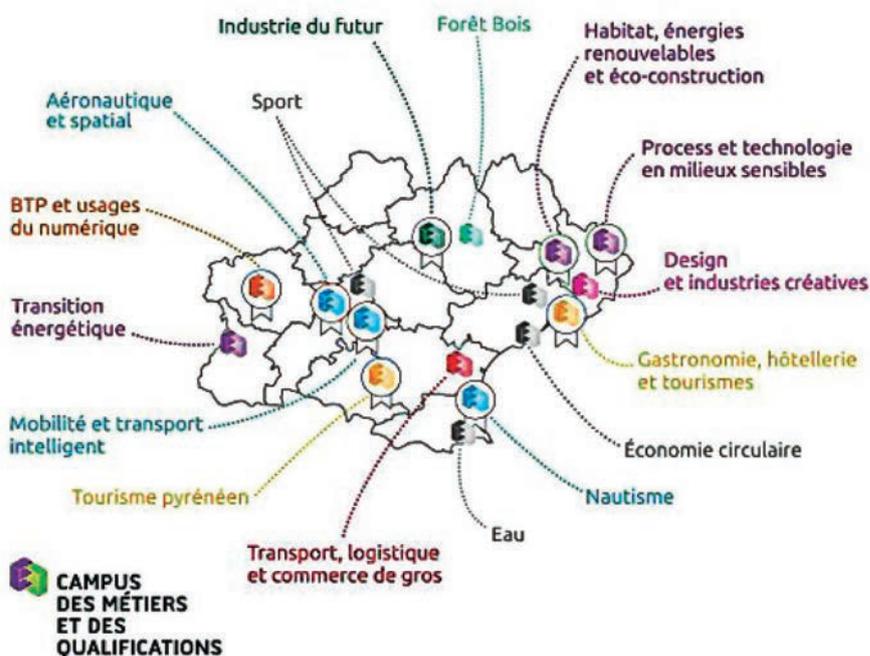
Deux CMQ ont obtenu cette année le label d'excellence (Tourisme pyrénéen et Nautisme).

Pour harmoniser les pratiques, créer des liens et de la cohérence, quatre groupes de travail inter campus ont été impulsés par la DRAFPICA et sont co-animés avec la collectivité régionale :

- rôle et place des CMQ dans la transformation de la carte des formations ;
- mise en réseau des CMQ, valorisation, communication ;
- indicateurs de pilotage des campus ;
- place et rôle des campus dans les salons.

La DRAFPICA assure l'accompagnement des quatorze CMQ de la région académique. Plusieurs enjeux stratégiques pour l'amélioration continue de leur action ont été partagés lors du CROS CMQ qui s'est tenu le 29 avril 2024 à Castelnaudary. Il s'agit notamment de :

- renforcer la marque campus et le sentiment d'appartenance des partenaires en déployant des actions communes de communication ;
- inciter et favoriser le positionnement de nos campus sur l'ensemble du territoire de la région académique ;
- contribuer de manière active à des réponses AMI-CMA, à chaque fois que cela fera sens avec l'activité des CMQ ;
- inscrire les campus comme des contributeurs du processus de l'évolution de l'offre de formation au niveau académique et région académique ;
- renforcer et clarifier si nécessaire les interfaces avec les CLEE, EE et les BDE ;
- poursuivre l'approche intercampus en intégrant les projets de campus.



3. Impulser des actions avec le Club Ecole Entreprise

Le Club École Entreprise de la région académique Occitanie, association loi 1901, présidée par Sophie Béjean, rectrice de la région académique, rectrice de l'académie de Montpellier, est pensé comme un espace de rencontres et d'impulsion d'actions avec pour ambition de rapprocher le monde éducatif et le monde économique.

Réunissant entreprises, représentants d'organisations professionnelles, d'associations, chefs d'établissements scolaires, présidences de l'enseignement supérieur et de la recherche, il permet les échanges et la construction de projets au bénéfice des élèves et du développement social et économique du territoire. En mai 2024, il comprend **105 adhérents acteurs économiques ainsi qu'une vingtaine d'établissements.**

Les travaux du Club constituent également un levier d'activation ou de réactivation des comités locaux Ecole-Entreprise (CLEE). Ils favorisent la mise en visibilité des CLEE ainsi que l'adhésion des entreprises. Ils impulsent la mise en réseau des CLEE afin de développer les pratiques de partage.

Ses objectifs stratégiques

- Innover dans le déploiement et l'essaimage de la relation école entreprise ;
- Accompagner les transitions (économiques, écologiques, numériques, sociétales) et professionnaliser les acteurs ;
- Développer une vision systémique des parcours de formation et solliciter les entreprises pour une offre adaptée ;
- Promouvoir les égalités.

La vie de l'association s'organise autour de quatre commissions de travail, pilotées par les membres de l'association, auxquelles une cinquantaine de membres participe activement, se réunissant une fois par mois :

1. Animation des CLEE et des CEE
2. Parcours et entrepreneuriat
3. Insertion professionnelle et métiers de demain
4. Égalité et lutte contre l'autocensure

Le Club participe également au co-financement pour des actions innovantes portées par les membres dans le cadre de la politique de région académique (le bureau de l'association examine et valide les demandes). Il contribue à diffuser des expériences positives et au développement des conventions de partenariat. Plusieurs actions ont été co-financées en 2023-2024. Dans ce contexte, une expérimentation « Chefs d'entreprises : 1 an à l'école » a été impulsée dans le cadre d'une action commune MEDEF de l'Hérault/MEDEF Occitanie menée au Lycée Champollion.

L'assemblée générale du Club école entreprise de la région académique Occitanie s'est tenue le 1^{er} décembre 2023, en présence de la ministre déléguée, Carole Grandjean et de la rectrice de région académique, Sophie Béjean. Plus de 100 personnes y ont participé, acteurs économiques, collectivités, grandes entreprises et établissements scolaires.



4. Accompagner la mise en oeuvre de la mixité dans les parcours d'apprentissage

La Loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » et la Transformation de la Voie Professionnelle (TVP) mise en oeuvre à la rentrée scolaire 2019 instaurent une nouvelle organisation de la formation par apprentissage au sein des EPLE. Tous les établissements ayant des sections d'enseignement professionnel ont désormais la possibilité d'ouvrir des formations par apprentissage, tout en sécurisant les parcours des jeunes en formation initiale grâce au levier constitué par la mixité des publics et des parcours.

Cette mixité permet une **sécurisation des parcours** par sa réversibilité, permettant ainsi des bascules de statut passant du statut scolaire, à celui d'apprenti, voire à celui de stagiaire de la formation professionnelle en attendant une nouvelle signature de contrat d'apprentissage.

La mise en oeuvre de la mixité nécessite des organisations pédagogiques différentes de celles des formations à public homogène (groupes autonomes), ainsi qu'une structure de formation spécifique établie dans le strict respect de la réglementation du Code du travail. Cette pédagogie de l'alternance, à développer davantage pour quelques apprentis au sein d'une classe de scolaires nécessite un accompagnement renforcé des équipes.

La formation par apprentissage est axée sur la pédagogie de l'alternance, qui est une modalité travaillée par les équipes (mise en place de formations alternant des périodes en établissement et en entreprise avec les PFMP/Stages). Plusieurs moments clés pour l'enseignant permettent la mise en oeuvre de cette pédagogie de l'alternance tout au long du parcours de l'apprenti (contractualisation avec un temps d'échange tripartite formateur/entreprise/apprenti, arrivée du jeune en formation, et au cours du



cycle de formation avec la notion de réinvestissement des compétences vues en entreprise notamment).

Le livret d'apprentissage, au-delà de son obligation réglementaire, est l'outil de référence pour maintenir le lien de partenariat pédagogique entre les deux lieux de formation et de mettre en oeuvre la formation.

Mixité : informations clés dans la région académique Occitanie fin 2023

Cette modalité de formation propre à l'Education nationale connaît une dynamique croissante. Environ 2 000 apprentis en 2024 (contre 1 400 en 2023) ont été intégrés à une classe d'élèves réalisant leur formation sous statut scolaire. Les apprentis dans ce cas représentent 32% des effectifs apprentis.

Médiation : prévenir les risques de rupture de formation

En complément de la mixité qui permet la réversibilité des parcours, les CFA de l'Education nationale ont engagé en 2023 des actions spécifiques portant sur la prévention des ruptures. Ils ont ainsi développé des projets avec co-financement européens. Fin 2023 le taux de rupture observé est inférieur à 10%.

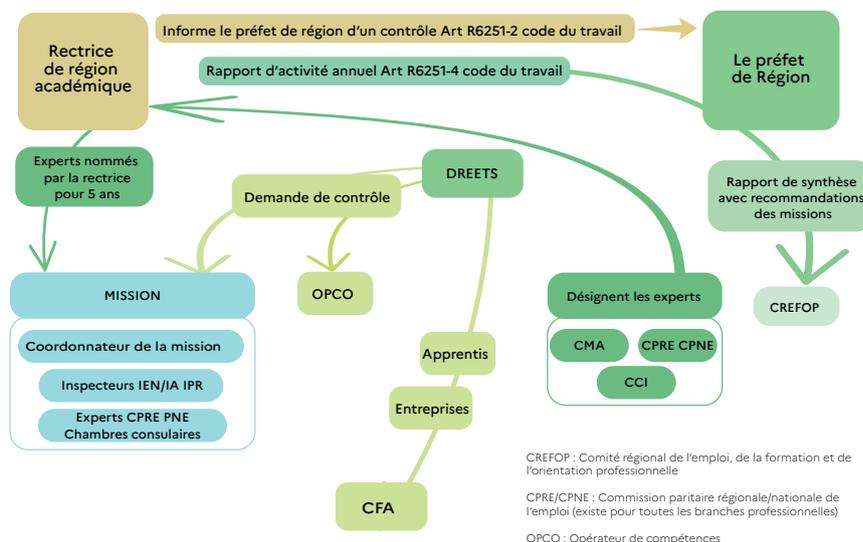
5. Réaliser le contrôle pédagogique des formations en apprentissage

Le programme de travail de la mission de contrôle pédagogique des formations par apprentissage est élaboré annuellement. Il est arrêté au sein de chaque région académique ou académie par les recteurs des académies. Il est défini sur la base de l'offre de formation par apprentissage présente dans les académies et s'appuie sur les priorités définies en collège d'inspecteurs, considérant notamment les résultats aux examens des CFA et les renouvellements des diplômes professionnels et programmes d'enseignement. Il intègre certaines priorités qui peuvent être définies nationalement et s'inscrit dans une trajectoire pluriannuelle.

Le contrôle peut porter sur l'organisation pédagogique de la formation en centre de formation et en entreprise (contenus, positionnement pédagogique, contextualisation des activités professionnelles) ; les méthodes et outils (pédagogie de l'alternance, adéquation équipements pédagogiques / tâches confiées en entreprise) ; les durées de formation ; les compétences des formateurs et maîtres d'apprentissage.

Pour l'ensemble des formations ciblées, il est convenu que les contrôles soient réalisés sur pièces et sur site en CFA et en entreprise. L'échantillon des formations visées tient compte des éléments suivants :

- des formations dont les dossiers de demande d'habilitation en contrôle en cours de formation ont été refusés avec recommandations pédagogiques formulées ;
- des formations avec des renouvellements de diplôme ou nouveaux diplômes ;
- des formations dans lesquelles les résultats aux examens sont en dessous du niveau national ou académique ;
- des formations dans lesquelles



des problématiques ont été rencontrées par le corps d'inspection ;

- des formations marquées par une forte augmentation des apprentis par rapport aux années précédentes ;
- des formations dispensées dans des CFA ou lieux de réalisation récents ;
- des formations signalées par les experts professionnels désignés par la rectrice ;
- des saisines effectuées par les différentes parties prenantes aux formations par apprentissage concernées.

Les contrôles doivent permettre la mise en place d'une démarche d'amélioration continue dans la mise en œuvre des formations et la prise en charge des apprentis par les Organismes de formation et les CFA.

Lors de l'année 2022 - 2023 sept formations ont été contrôlées.

19 formations ont été ou vont être contrôlées donnant lieu à 19 visites sur site en CFA et **62 visites d'entreprises**.

Les diplômes concernés par les contrôles cette sont indifféremment des BTS, des baccalauréats professionnels et des CAP.





V. ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE ÉDUCATIF

1. Renforcer les compétences numériques des élèves..... 52
2. Garder le lien avec la classe avec le programme TED-i 54

1. Renforcer les compétences numériques des élèves

Le renforcement des compétences numériques des élèves est aujourd'hui indispensable, dans une société où le numérique prend une place de plus en plus importante dans la vie de chacun, notamment pour s'informer.

Afin d'accompagner le développement des compétences numériques des élèves et des enseignants, Pix est déployé depuis 2019 sur le territoire Occitan, avec une certification des compétences numériques de l'ensemble des élèves de troisième et de cycle terminal depuis deux ans.

Depuis septembre 2021 est également expérimenté le développement des compétences numériques professionnelles des enseignants, avec le déploiement de Pix+Edu.

22 experts certifiés

3 480 enseignants engagés dans Pix+Edu

La labellisation numérique des établissements

La labellisation numérique des lycées est une initiative portée conjointement par les académies, la région académique Occitanie, la DRAAF et la Région Occitanie. Elle vise à soutenir le développement des usages du numérique dans les lycées en permettant au chef d'établissement de faire un état des lieux du numérique éducatif et des usages dans son établissement, d'identifier et de mobiliser des leviers de développement du numérique, tout en engageant la collectivité sur le volet équipement, réseau et maintenance, et les académies sur l'accompagnement et la formation.

Un niveau de labellisation est redéfini annuellement selon la dynamique des établissements en matière de numérique.

Les lycées sont positionnés selon trois niveaux de labellisation.

La délivrance du label dans la région Occitanie s'appuie sur quatre domaines :

- le pilotage ;
- l'équipement ;
- les services et usages pédagogiques ;
- l'accompagnement et la formation.

Un accompagnement de proximité et une démarche évolutive

La région académique soutient le déploiement d'une dynamique d'établissement sur le numérique par des formations, l'animation d'une communauté de référents pour le numérique (RUPN), et le déploiement de ressources et services numériques, en lien avec le ministère et la Région.

Le recueil de retours d'expérience et des entretiens réguliers avec des proviseurs, en établissement, permettent d'adapter les actions conduites et la politique régionale du numérique.

Vers l'extension de la labellisation des collèges en Occitanie

Déjà existant sur l'académie de Montpellier depuis 2014, le projet de labellisation des collèges s'étend à l'académie de Toulouse et se concrétisera à l'automne 2024 par une première campagne de labellisation pour quatre départements supplémentaires en Occitanie : l'Ariège, la Haute-Garonne, le Gers et les Hautes-Pyrénées.



Chiffres clés

100% des lycées ont obtenu le label numérique en 2024, dont :

- **102 lycées niveau 1**
- **65 lycées niveau 2**
- **28 lycées au niveau 3**



Focus ENT 1er degré

Au service d'une politique éducative volontariste en faveur du numérique et de l'égalité des chances, le déploiement d'environnements numériques de travail dans les écoles s'est accéléré en Occitanie depuis la rentrée scolaire 2022, notamment avec le projet ENT-École.

L'ENT est le prolongement numérique d'une école et permet à toute la communauté éducative d'accéder aux informations qui la concernent. C'est aussi un lieu sécurisé pour travailler et développer les compétences des élèves, en particulier les compétences numériques. Il permet de favoriser les échanges et la collaboration, de faciliter l'implication de toute la communauté éducative, de diversifier les pratiques pédagogiques, de s'adapter à un écosystème en constante évolution, tout cela dans un cadre de confiance.

La crise sanitaire a montré l'enjeu majeur que constituait un ENT pour accompagner la continuité pédagogique et assurer le lien école-famille. Généraliser l'usage des ENT sur notre territoire, c'est constituer un socle pour un développement cohérent du numérique, c'est réduire les inégalités entre les écoles et c'est aussi se doter d'un outil de pilotage pour le développement des usages du numérique.

Le projet ENT-École permet de proposer aux écoles de la région Occitanie, dont les collectivités ont la charge, l'accès à un environnement numérique de travail dans le cadre d'une offre globale d'accompagnement portée par la région académique. Par un conventionnement annuel entre le recteur et le maire, l'État adosse à la mise à disposition de l'outil numérique, la formation, l'accompagnement et l'assistance des enseignants. Il garantit également la prise en charge de la sécurité pour les usages, dont la conformité au RGPD.

Les collectivités assurent dans le cadre de leurs compétences, la mise à disposition des équipements, de la connexion Internet et disposent de services de publication de contenus leur permettant l'information des familles.

Au niveau de la classe et au niveau de l'école, l'ENT-École permet aux équipes éducatives de conduire les activités pédagogiques et de communication avec les familles dans un cadre sécurisé.



Chiffres clés

72% des écoles publiques d'Occitanie disposent d'un ENT, dont **52%** de l'ENT-École

2 525 écoles concernées par l'ENT-École en 2023-2024, **818 000** comptes.

73% des enseignants satisfaits de l'ENT-École

45€ par école et par an pour les collectivités

Focus Webradio

Le déploiement dans un établissement d'une webradio scolaire permet de travailler à la fois les compétences numériques, l'oralité et l'éducation aux médias et à l'information (EMI). Dans notre société marquée par la multiplication et l'accélération des flux d'informations, les élèves développent ainsi leur esprit critique et sont capables d'agir de manière éclairée pour chercher, produire et diffuser des informations via des médias diversifiés.

Comme tout média scolaire, la webradio permet aux élèves de développer des compétences dans la maîtrise de la langue (oralité et écriture), des compétences transversales du socle commun (coopération, organisation), ainsi que des compétences numériques. C'est un excellent outil pour leur faire comprendre comment se fabrique l'information et apprendre à se prémunir contre les manipulations qui peuvent l'altérer.



Impulser le déploiement des webradios grâce à l'appel à projets "Une webradio, un parrain"

10 départements d'Occitanie se sont engagés dans l'appel à projets « Une webradio, un parrain », qui vise à associer « un parrain » issu du monde des médias, d'une radio locale ou nationale par exemple, avec une classe ou un groupe d'élèves, afin que ce professionnel puisse partager son expérience et ses compétences dans le domaine.

Ce sont ainsi 88 webradios scolaires qui viennent d'être déployées dans les collèges de la région.

Le CLEMI (Centre pour l'éducation aux médias et à l'information), en lien avec l'ARCOM, a accompagné les établissements scolaires dans la recherche de leur parrain médiatique.

Depuis novembre 2022, et en soutien de cette démarche, la région académique Occitanie met à disposition des écoles et des établissements scolaires une plateforme permettant d'enregistrer et d'héberger des émissions de radio scolaires.

Impulser le déploiement des webradios grâce au dispositif Territoire Numérique Educatif (TNE)

Le département de l'Hérault fait partie du déploiement des TNE avec 21 collèges et 15 lycées concernés. Ces établissements ont pu répondre à un Appel à Manifestation d'intérêt sur la thématique de l'oralité, avec un accompagnement DRANE – CANOPE – CLEMI.



Chiffres clés

77% des conseils départementaux engagés aux côtés de l'État pour le déploiement de webradios scolaires dans le cadre d'un appel à projet national

88 collèges bénéficiaires

23 EPLE bénéficiaires de webradios avec plateforme d'enregistrement et d'hébergement de podcasts et une résidence de journaliste en établissement pour professionnaliser le travail des équipes.



2. Garder le lien avec la classe avec le programme TED-i

Le programme TED-i, pour « Travailler Ensemble à Distance et en interaction » s'adresse aux élèves empêchés par des maladies graves et de longue durée qui veulent suivre des cours à distance à l'hôpital, en établissements de soins, à leur domicile, ou dans un lieu de convalescence.

Ce dispositif permet le déploiement d'un robot de téléprésence pour que l'élève puisse assister en temps réel aux cours, aux côtés des camarades. Il vise à atténuer les conséquences de la rupture avec l'environnement scolaire de l'élève isolé et à faciliter son retour en classe tant pour les apprentissages, que pour son intégration et sa socialisation.

Un partenariat fort au service du dispositif

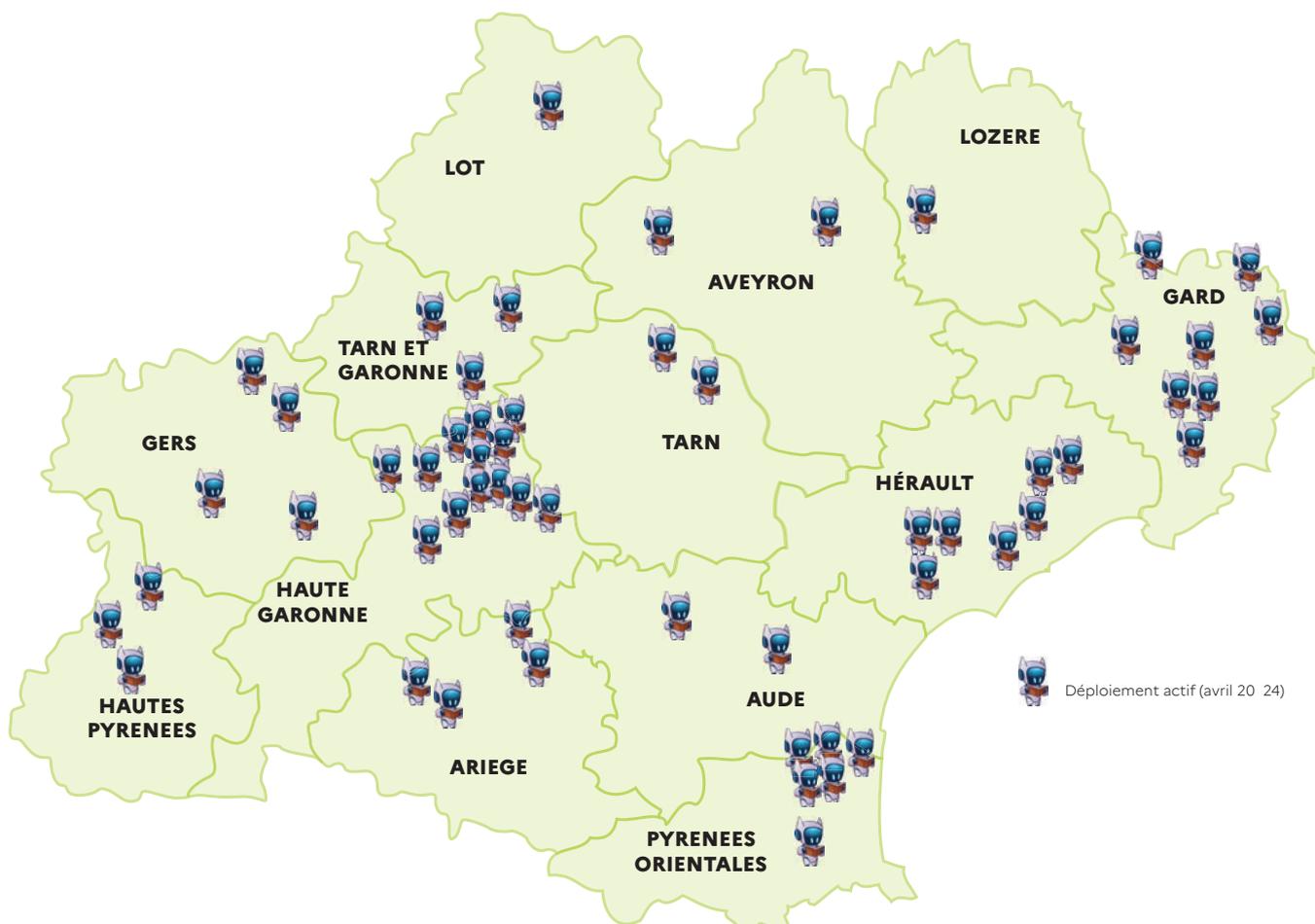
La mise en œuvre de ce programme est partenariale et concertée, sur le volet technique avec les collectivités locales et les établissements de santé, sur le volet médical et pédagogique avec la famille, l'équipe éducative et les services de santé.

Le partenariat avec l'agence régionale de santé (ARS) a notamment abouti à la réalisation de flyers d'information, personnalisés par département, à l'attention des familles et des personnels.

Un dispositif dont le déploiement s'accélère

95 élèves ont bénéficié du dispositif sur l'année scolaire 2023-2024 dans l'ensemble des départements de la région Occitanie.

Depuis son lancement en 2021, 120 élèves ont utilisé un robot de téléprésence pour poursuivre leur scolarité.







VI. AGIR POUR LA JEUNESSE, L'ENGAGEMENT ET LE SPORT

1. Consolider la continuité éducative.....	58
2. Soutenir la vie associative.....	62
3. Contribuer à l'engagement et à l'insertion des jeunes.....	64
4. Animer et optimiser le réseau JES	68
5. Organiser la filière d'emploi et de formation pour développer le secteur sportif.....	72
6. Animer les Jeux Olympiques et Paralympiques en Occitanie.....	74

1. Consolider la continuité éducative

Dans la perspective des Jeux de Paris 2024, le Président de la République a souligné son attachement au développement du sport à l'école comme facteur de réduction des risques pour la santé et de cohésion de la Nation.

Il a souhaité concrétiser cette vision par une démarche de promotion de la santé et du bien-être par le sport et a demandé aux services de l'Éducation nationale et du ministère des sports d'expérimenter des solutions concrètes répondant à cette ambition.

Ainsi, pour répondre à ces fortes attentes, un dispositif visant à proposer aux élèves de collège la pratique d'activités sportives complémentaires au programme d'éducation physique et sportive des établissements a été imaginé.

Le dispositif « deux heures de sport en plus au collège »

Ce dispositif d'encouragement à la pratique du sport se conçoit dans un esprit de continuité éducative des temps scolaires, périscolaires et extrascolaires, associant tous les acteurs concernés sur un même territoire autour des établissements scolaires. Au-delà de l'ambition forte affichée, l'objectif est d'emmener vers la pratique du sport les jeunes qui en sont le plus éloignés.

En 2023, les chefs d'établissement qui se sont inscrits dans cette démarche ont pu garantir deux heures d'activités physiques et sportives supplémentaires par semaine aux élèves volontaires sur des temps qu'ils ont identifiés.

Ce temps d'activité ne se substitue pas aux heures d'EPS. Il est en adéquation

Département	Cibles 2023 nombre de collèges Volontaires	Cibles 2023 nombre de collégiens	Cibles 2023 nombre de structures partenaires
Ariège	2	61	4
Aude	5	242	10
Aveyron	5	120	10
Gard	3	129	6
Gers	2	78	2
Haute-Garonne	15	754	30
Hautes-Pyrénées	7	345	14
Hérault	5	257	10
Lot	2	57	4
Lozère	6	214	12
Pyrénées-Orientales	5	306	10
Tarn	2	42	4
Tarn-et-Garonne	2	164	4
Total	61	2769	122

avec le projet d'EPS et reçoit l'aval du comité d'éducation et à la citoyenneté, de l'établissement (CESC). Ces deux heures d'activités physiques et sportives ainsi déterminées, sont principalement mises en œuvre par les partenaires associatifs sportifs identifiés comme porteurs de l'animation. Elles se déroulent, selon leur nature, au sein des installations sportives de l'établissement ou sur une installation adaptée à la pratique proposée mise à disposition par une collectivité.

Il s'agit de proposer des actions à valence non compétitive, tournées vers l'aspect ludique et le plaisir du sport.

En 2024, dans le contexte de l'élargissement de ce projet expérimental, tous les départements de l'Occitanie ont été mobilisés. Ainsi

une soixantaine de collèges volontaires ont pu être identifiée sur l'ensemble des départements de la région académique. Cet objectif en nombre d'établissements, s'est également traduit en nombre d'élèves devant participer aux activités proposées, et en nombre de structures partenaires.

À date, **1288 collégiens** ont pu bénéficier du dispositif dans **39 collèges**. Par ailleurs, **41 structures associatives** sont venues proposer des activités. Une activité et un engagement plus importants dans les territoires ruraux ont été relevés. De même, le dispositif se déploie aisément lorsque des relations préexistent entre le collège et les associations sportives de proximité. Enfin, le secteur privé commercial pourrait aussi être mieux mobilisé dans le cadre de cette démarche.

Perspectives 2024-2025

Une généralisation progressive de l'accès à ce dispositif pour tous les collèges de la région Occitanie se met en place. Pour y parvenir, un temps préalable d'acculturation demeure indispensable pour permettre un tissu relationnel renforcé entre les établissements et le mouvement sportif de proximité afin de garantir une continuité éducative de qualité et faire émerger des micro-projets éducatifs dans les territoires.

Dans cette perspective, l'implication et l'accompagnement renforcé du niveau départemental (DSDEN) auprès des acteurs locaux constitue un enjeu clé pour l'ancrage et le devenir de la mesure.

Les Colos apprenantes

L'opération Colos apprenantes s'inscrit dans le programme Vacances apprenantes porté par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. Il s'agit de poursuivre un triple objectif : social, éducatif et culturel, dans un contexte économique qui accentue les inégalités en matière de départs en vacances.

Dans cette optique, elles conservent leur caractère universel en restant ouvertes à tous les enfants et les jeunes, y compris aux mineurs non éligibles à l'aide de l'État et dont la participation est encouragée.

Au niveau territorial, le dispositif s'appuie sur le concours de trois acteurs principaux : la DRAJES et les SDJES (qui pilotent ce dispositif au niveau

départemental), les organisateurs de séjours ainsi que les collectivités accompagnatrices des mineurs dans leur parcours. Il a été déployé pendant les vacances de printemps, d'été et d'automne 2023.

Les services de l'État en département (SDJES) portent une attention particulière en amont à la qualité des séjours (procédure de labellisation) et à la sélection des publics (choix des prescripteurs : collectivités et associations). La DRAJES soutient également un partenariat régional avec l'Union nationale des acteurs du tourisme social (UNAT Occitanie) en associant le dispositif des Colos apprenantes avec l'action régionale « premiers départs » (partenariat CAF et Région Occitanie), visant le droit aux vacances des publics les plus modestes.



Les moyens utilisés

Les crédits Colos apprenantes 2023 étaient de 2 484 484 € pour la région Occitanie. Une répartition départementale des crédits a été calculée sur la base du volume des populations concernées (total des jeunes 6-18 ans avec pondération QPV et ZRR. L'ensemble représente environ 95 000 en QPV et 320 000 jeunes en ZRR.) Sur cette population 6 500 jeunes Occitans environ bénéficient du dispositif chaque année.

Mise en œuvre et résultats

6 708 enfants et jeunes ont pu bénéficier du dispositif en 2023. Leur participation aux séjours s'est répartie sur :

- 31 séjours au printemps ;
- 262 séjours en juillet ;
- 205 séjours en août ;
- 49 séjours aux vacances d'automne.

L'enquête auprès des organisateurs sur formulaire en ligne a reçu la contribution de 33 structures sur 118 organisateurs recensés cette année. Le sondage auprès des publics recense cette année plus de 350 jeunes répondants.

Perspectives

En 2024, le dispositif est reconduit avec un montant d'**environ 2,8 M€** en Occitanie. Cette enveloppe (associée

aux nouvelles aides dans le cadre du Pass-Colo) permet d'envisager une très forte augmentation du nombre de jeunes bénéficiaires.

Les pistes d'amélioration portent sur les aspects de qualité éducative par une évaluation des attendus sur le volet «Apprenant» et une amélioration de la continuité éducative via les GAD-groupes d'appui départemental portés par les DSDEN.

Une amélioration sur la gestion des crédits est également attendue par l'ensemble des acteurs par le développement d'outils en ligne dédiés, permettant les liens entre différentes plateformes et dispositifs.

Statistiques des inscriptions individuelles (au 07/12/2023)

Département	Nbre inscrits	Primo partants	Nbre éligibles	Dont filles	QPV	ZRR	Handicap	ASE	Decr. scolaire	QF < 1500
Ariège	319	128	291	163	33	242	2	12	0	30
Aude	374	95	278	174	18	260	15	6	0	75
Aveyron	229	89	222	104	20	140	4	4	37	24
Gard	840	211	643	309	157	116	27	52	56	432
Haute-Garonne	2317	624	1707	1104	518	416	84	72	91	1136
Gers	247	83	247	139	0	113	17	6	0	111
Hérault	1343	1156	1293	550	1097	89	6	15	6	130
Lot	573	122	234	197	15	270	6	18	15	249
Lozère	122	39	78	64	2	78	3	18	2	19
Hauts-Pyrénées	197	91	192	86	40	66	9	42	40	0
Pyrénées Orientales	350	193	330	151	182	36	3	11	9	109
Tarn	441	72	436	192	108	178	5	11	4	135
Tarn et Garonne	279	20	279	118	81	43	11	71	73	0
DRAJEs - UNAT	257	257	257	107	82	0	25	0	0	150
Total	7888	3180	6487	3458	2353	2047	217	338	333	2600
				44%	30%	26%	3%	4%	4%	33%
Inscriptions plateforme national JPA			221							
Total jeunes bénéficiaires			6708							

Pass'Sport

Le Pass'Sport est une aide financière forfaitaire de 50 euros, qui vient en déduction du coût d'une inscription (frais d'adhésion et/ou de licence) dans une structure éligible, prise entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 2024. Le public éligible est identique depuis 2 ans.

Le bénéfice du Pass'Sport est ouvert aux enfants recevant l'allocation de rentrée scolaire ou l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé. Les adultes bénéficiant de l'allocation adultes handicapés sont également éligibles sous réserve d'être âgés de moins de 30 ans.

Enfin, les étudiants boursiers peuvent également recevoir cette aide.

La liste des structures éligibles est élargie depuis l'année dernière aux structures des loisirs sportifs marchands dans la France entière ainsi qu'à toutes les associations agréées JEP et Sport, sans critère géographique. Sont ainsi éligibles pour accueillir les jeunes bénéficiaires et percevoir le Pass'Sport les associations ou structures affiliées aux fédérations sportives ou disposant d'un agrément.

Les entités proposant ou organisant une activité sportive, de loisir ou non, ayant un but lucratif sont éligibles sous réserve d'adhérer la charte d'engagement mise à disposition par le ministère chargé des sports.

En 2023, 1 376 296 jeunes ont bénéficié du Pass'Sport sur l'ensemble du territoire, et 150 525 en Occitanie, pour accéder à une pratique en club. Pour notre région, l'augmentation des bénéficiaires est de 13 % par rapport à la saison précédente. Celle des structures est de 5 % (6 178 structures en 2023 pour 5 863 en 2022).

Les étudiants boursiers, qui étaient pour la première fois éligibles en 2022, utilisent très peu le dispositif (en Occitanie, 2 086 étudiants en 2022 et 4 071 en 2023). Cette tendance est identique sur le plan national.

En 2024, l'objectif national est d'atteindre l'inscription de 2 millions de jeunes entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 2024 soit une augmentation d'environ 30 % des bénéficiaires quel que soit le statut des bénéficiaires.

Perspective de mise en oeuvre

La DRAJES Occitanie aux côtés des SDJES continuera son action sur l'information, la sensibilisation et l'accompagnement des familles et des jeunes en mobilisant ses partenaires locaux, et notamment les établissements d'enseignement qui jouent un rôle central dans l'information des familles et des jeunes, mais également les CROUS et un partenaire associatif l'Union nationale des clubs universitaires (UNCU) pour les étudiants boursiers.

En ce qui concerne la mobilisation des associations sportives affiliées assurée par le CROS et les CDOS, en lien avec les fédérations sportives, la DRAJES mobilisera ses Conseillers Techniques Sportifs ainsi que les ligues sportives et comités régionaux.

En complément, la DRAJES amplifiera les liens avec des associations de parents d'élèves sur tout le territoire ainsi qu'avec les 13 CAF pour valoriser le Pass'Sport auprès des réseaux respectifs. Au-delà, les établissements scolaires, en particulier du 1^{er} degré, jouent un rôle fondamental dans la diffusion de l'information auprès des familles.

Années	Taux de recours				Taux de réalisation/objectif				Structure/objectif			
	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
Cible théorique	518 830	623 135	574 520		169 139	203 142	180 000		5 382	5 863	6 889	
Cible réalisée	112 000	130 821	150 525		112 000	130 821	150 525		5 382	5 863	6 178	
Taux réalisation de la cible	21,59%	20,99%	26,2%		66,22%	64,40%	83,63%				90%	
Différence N-1	Eligibles	104 305	- 48 615		Bénéficiaires	18 821	19 704		Structures	481	315	
Budget	5 600 000 €	6 541 050 €	7 526 250 €									

2. Soutenir la vie associative

La DRAJES conduit une politique publique interministérielle en direction des associations de tous secteurs. Elle s'appuie sur une animation et une observation régionales, ainsi que la nouvelle définition d'une stratégie régionale de labellisation des acteurs de l'accompagnement des associations locales. Des soutiens financiers accrus participent à la formation des bénévoles, au fonctionnement global et aux projets innovants des associations.

L'action de la DRAJES s'appuie sur une comitologie organisée autour d'une commission régionale et d'une gouvernance partagée.

La commission régionale consultative du fonds pour le développement de la vie associative (FDVA) porte la gouvernance de la vie associative avec les élus des 13 conseils départementaux et du conseil régional, des services de l'Etat en région (DRAC, DREAL, DREETS), les SDJES, et 14 personnes qualifiées issues du monde associatif régional et local. Elle se saisit de tout sujet relatif à la vie associative.

La gouvernance partagée suit la restructuration de l'appui associatif Guid'Asso. En effet, la vie associative a fait l'objet d'une veille réalisée par une cellule régionale animée par la DRAJES, le conseil régional, la préfecture de région et les autres services de l'Etat (DRAC, DREAL, DREETS). Particulièrement active pendant la crise sanitaire, elle a associé les principales têtes de réseau de la vie associative telles que le Mouvement associatif Occitanie, le CRAJEP, la CRESS, le CROS.

Cette cellule a facilité le déploiement de la nouvelle politique publique Guid'Asso sous la forme du comité de pilotage stratégique Guid'Asso, qui se réunit deux fois par an.



Un comité régional technique Guid'Asso composé des 13 SDJES et des 14 co-animateurs associatifs désignés, est chargé de la mise en place technique du dispositif : un état des lieux régional des structures de l'appui à la vie associative réalisé en 2023 (en cours de diffusion) a permis de préparer les campagnes d'attribution de la nouvelle marque pour 2024.

L'Occitanie est caractérisée par une forte vitalité de la création d'associations, notamment dans le domaine sportif et culturel, dans le contexte d'une forte reprise des manifestations dans ces deux secteurs d'activité.

Le FDVA comprend deux appels à projet (formation des bénévoles et fonctionnement global ou nouveau projet) pour un financement d'ensemble de 5 487 114 € (contre 4 737 949 € en 2022). Il a soutenu 2 797 associations pour 3 686 demandes.

Par ailleurs, la DRAJES et les SDJES gèrent des aides pluri-annuelles de soutien au projet associatif (trois ans renouvelables deux fois), dénommées postes FONJEP, dans plusieurs secteurs d'activité :

- les FONJEP Cohésion Sociale pour les foyers de jeunes travailleurs et les centres sociaux : 35 postes ;
- les FONJEP Jeunesse, éducation populaire : 306 postes ;
- les FONJEP Jeunes pour l'insertion professionnelle des jeunes dans la vie associative : 245 postes créés dans le cadre du plan « un jeune, une solution » pour des aides de 3 ans non renouvelables ;
- les FONJEP GE-PTCA pour la mise en place ou le développement de groupements d'employeurs et de pôles territoriaux de coopération associatifs : 72 postes ;



- les FONJEP CRIB (centre de ressource et d'information des bénévoles) : 18,5 postes qui se termineront le 30 juin 2024 et seront remplacés progressivement par des FONJEP Guid'Asso ;
- les FONJEP Guid'Asso : 28 postes pour les 14 co-animations associatives territoriales accompagnant les SDJES et la DRAJES Occitanie dans le déploiement du dispositif Guid'Asso.

Ce sont donc près de 704,5 postes pour plus de 800 salariés qui sont soutenus par la DRAJES et les SDJES, ce soutien représentant 7 164 € par poste, soit près de 5 047 038 € pour notre région.

Perspectives

Les moyens affectés aux associations en 2024 devraient être améliorés :

- dans le cadre du FDVA : 1 million d'euros supplémentaires (inscription des parlementaires dans les collèges départementaux depuis 2022 et augmentation de la quote-part du FDVA sur les fonds inactifs) ;
- et augmentation des postes FONJEP (nouveaux postes liés à Guid'Asso : 88 postes pour les associations d'appui à la vie associative qui obtiendront la marque Guid'Asso en 2024).

En 2023, environ 12 000 associations de la région ont été soutenues par la DRAJES.

En prenant en compte les indemnités versées par l'ASP aux volontaires associatifs (4 500) du service civique et les crédits octroyés par l'agence Erasmus + aux associations de notre région, le soutien de la DRAJES, direct et indirect, représente **plus de 40 M€ pour la région, au titre la mission vie associative.**

3. Contribuer à l'engagement et à l'insertion des jeunes

Le Service National Universel

Le service national universel (SNU) est un projet de société qui a pour finalités de faire vivre les valeurs et principes républicains, renforcer la cohésion nationale, développer une culture de l'engagement, accompagner l'insertion sociale et professionnelle.

Le service national universel s'adresse à tous les jeunes français, garçons et filles entre 15 et 17 ans. Il comporte un séjour de cohésion et une mission d'intérêt général. Chaque jeune peut ensuite poursuivre une période d'engagement sur la base du volontariat, entre 16 et 25 ans.

Les jeunes ont été accueillis sur des séjours de cohésion de 12 jours sur l'ensemble du territoire de l'Occitanie. Le projet pédagogique était articulé autour de sept thématiques :

- activités physiques, sportives et de cohésion ;
- autonomie, connaissance des services publics, accès aux droits, promotion de la santé ;
- citoyenneté et institutions nationales et européennes ;
- culture et patrimoine ;
- découverte de l'engagement ;
- défense, sécurité et résilience nationales ;
- développement durable et transition écologique.

Bien que s'appuyant sur un cadre commun, les centres d'Occitanie ont valorisé les richesses propres à leur territoire pour donner une coloration spécifique au séjour : découverte de la montagne, du patrimoine industriel, du littoral...

Les différentes questions liées à la Nation, l'État, l'hymne et les symboles nationaux, la langue française, mais également les questions de la participation à la vie démocratique, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la transition écologique et de la solidarité - qu'elle soit nationale ou internationale - ont été abordées de manière concrète tout au long des séjours de cohésion.

La DRAJES a développé un dispositif de formation ouvert aux directeurs de centre permettant de mieux échanger sur ces différentes questions et d'améliorer la qualité pédagogique des séjours.

Plus de 90 % des jeunes se sont déclarés satisfaits de leurs séjours. Par la suite, les jeunes ont, ou sont en passe de réaliser leur mission d'intérêt général d'une durée de 12 jours consécutifs ou 84 heures perlées.

En 2023, la mobilité des volontaires a été infrarégionale et interrégionale : les jeunes faisaient leur séjour de cohésion dans un département autre soit en restant en Occitanie soit en partant également dans d'autres régions telles que la Nouvelle Aquitaine et l'Île de France. La région Occitanie a accueilli des jeunes d'autres régions et notamment d'Île de France.

En 2024 la mobilité est infrarégionale : les jeunes occitans effectueront leur séjour en restant en Occitanie sur un autre département mais une mixité sera mise en place avec l'Île de France et les franciliens se rendront en Occitanie dans le cadre des Classes et Lycées Engagés.



Chiffres clés 2023

1 025 jeunes accueillis en février

1 712 jeunes accueillis en juin

1 858 jeunes accueillis en juillet

660 encadrants recrutés

37 séjours dans 26 centres

Enveloppe SNU 2023 : 6 454 429 €



Objectifs 2024

Recrutement des volontaires premier semestre : **5 776**

Accueil de volontaires premier semestre : **3 887** en Hors temps scolaire et **1 900** en CLE

Total 5 787 jeunes

Recrutement des volontaires second semestre : **735**

Accueil de volontaires second semestre : **375** en Hors temps scolaire et **360** en CLE

Total 735 jeunes

Total année 2024 : 6 522 jeunes

Le Service Civique

Une stratégie régionale de déploiement en 4 axes

Axe 1 – Rapprocher l’offre et la demande de missions de Service Civique.

Axe 2 – Développer l’offre de missions d’intérêt général, dans les domaines prioritaires de politique publique et plébiscités par les jeunes.

Axe 3 – Consolider la veille qualitative, par la formation, l’accompagnement et le contrôle.

Axe 4 – Faire connaître et reconnaître l’engagement des jeunes.

Bilan des actions

8 306 nouveaux volontaires se sont engagés en 2023 en Occitanie, dans les 10 domaines de missions proposés.

La DRAJES Occitanie inscrit autant que possible le Service Civique dans une dimension interministérielle et mobilise le programme en appui à de nombreuses politiques publiques. Ainsi, des coopérations structurantes et opérationnelles ont été initiées ou poursuivies avec :

L’ARS Occitanie

- mobilisation du Service Civique en faveur de l’engagement et de l’autonomie des jeunes en situation de handicap accueillis en établissements médico-sociaux (Appel à manifestation d’intérêt 2022/2023 financé par l’ARS) ;
- mobilisation du Service Civique en faveur de la solidarité intergénérationnelle, notamment au sein des EHPAD ;

La DRAIO, les MLDS et le Conseil Régional

- mobilisation du Service Civique combiné pour les décrocheurs

scolaires (Appel à projet DRAJES/Région – 112 décrocheurs scolaires bénéficiaires en 2023/2024 sur 10 territoires et 7 départements) ;

La DREETS Occitanie, l’ARML et la Direction Régionale de France Travail

- mobilisation du Service Civique pour les jeunes signataires du Contrat d’Engagement Jeune (CEJ) (suite de l’appel à projet DRAJES 2022/2023) ;
- mobilisation du Service Civique pour les réfugiés bénéficiaires de la protection internationale (Appel à projet DREETS/DRAJES) ;

Le CROS Occitanie

- mobilisation du Service Civique dans la préparation, l’animation et l’héritage des JOP 2024 (déploiement du label « Génération 2024 » et organisation de rassemblements annuels de volontaires) ;
- déploiement de la mission « célébrations » pour les collectivités territoriales « Terre de Jeux » ;

Le Conseil Régional Occitanie

- appel à projet de la Région au bénéfice des associations d’éducation populaire et de jeunesse engagées dans le Service Civique ;

Autres collectivités territoriales

- appel à projet annuel de la DRAJES en faveur du développement de projets de territoires, adossés au développement de l’engagement citoyen des jeunes, notamment dans le Service Civique.

Une quinzaine régionale du Service Civique (25 événements du 28/11 au 12/12/2023) ainsi qu’un rassemblement « Service Civique Génération 2024 » ont

contribué à consolider la communauté régionale des volontaires du Service Civique.

La DRAJES a par ailleurs commandité et financé, en partenariat avec le Conseil Régional, l’organisation d’un séminaire régional des tuteurs à Toulouse, et un rassemblement de volontaires CAP2030-GoodPlanet à Montpellier.

L’ensemble de ces coopérations et chantiers régionaux, a contribué à l’atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs du Service Civique.

Perspectives

La stratégie régionale de déploiement du Service Civique est maintenue en 2024 avec quelques évolutions :

- mieux informer les jeunes par « l’aller vers », le « pair à pair » et le développement de l’ambassadeur de Service Civique ;
- la préparation de la mise en œuvre d’un Service Civique écologique annoncé par le Premier Ministre ;
- le développement de l’engagement des collectivités territoriales dans le Service Civique ;
- la mise en œuvre d’un plan d’action partagé DRAJES/ARS sur la prévention en santé mentale des volontaires.

Cette stratégie a été présentée et validée en comité de coordination régionale du Service Civique, le 5 mars 2024 en préfecture de région.

8 353 nouveaux volontaires pourront s’engager sur des missions d’intérêt général proposées en Occitanie, dont 2 605 sur agréments locaux. Dans cet objectif, la DRAJES et les SDJES disposent d’une capacité de 3 536 missions à agréer en 2024 pour le compte des préfets.



Chiffres clés 2023

- 3 346** missions agréées par les DRAJES et SDJES, par délégation des préfets
- 13 534** volontaires engagés, tous agréments confondus (71 000 depuis 2010)
- 69%** des volontaires avec un niveau d'étude inférieur ou égal au bac
- 12%** des volontaires résidents d'un quartier prioritaire de la politique de la ville
- 22%** des volontaires résidents en zone de revitalisation rurale
- 4%** des volontaires en situation déclarée de handicap (moyenne nationale : 2%)
- Le domaine de l'éducation représente **37%** des missions conduites en 2023, viennent ensuite la solidarité (24%), le sport (14%) et la culture (10%)
- L'environnement représente 7% des missions conduites en 2023
- 1 184** organismes ont accueilli et accompagné ces volontaires dont **176** collectivités territoriales
- 101** sessions de formation des tuteurs ont été organisées, 1097 tuteurs ont été formés
- 278** sessions de formation civique et citoyenne ont été validées au catalogue régional de la DRAJES (hors formations PSC1)
- 48** missions de contrôle ont été conduites sur sites

Programmes Européens

Dans le cadre des programmes européens et internationaux des jeunes, les missions de la DRAJES consistent à inciter à l'engagement et à l'insertion des jeunes par deux priorités interdépendantes.

1. Aller vers les jeunes pour donner l'information au plus près des territoires et leur permettre de saisir leurs droits ;
2. Accompagner et former les porteurs de projets (associations ou établissements scolaires) pour

rendre possibles et effectives les offres et les possibilités de mobilité des jeunes et des professionnels s'adressant aux jeunes.

Bilan 2023

Actions réalisées sur la priorité 1

Dans le cadre de la stratégie de la DRAJES sur le développement des opportunités européennes et internationales des jeunes, l'information des jeunes a été porté par les réseaux IJ Eurodesk, les Centres Europe Direct (5) ainsi que dans les actions réalisées par les collectifs d'acteurs départementaux transectoriels de mobilité de jeunesse

(informations, événements dont «joli mois de l'Europe», «Erasmus days», interventions auprès des structures scolaires, des écoles de la seconde chance, missions locales, structures jeunesse et universités).

La DRAJES Occitanie a organisé un nouvel événement régional de sensibilisation et d'information des jeunes et des professionnels sur les programmes européens et internationaux (29 et 30 novembre à Montauban).

Cette stratégie de développement de la mobilité européenne et internationale a pour priorité le public des «Jeunes Ayant le Moins d'Opportunités» (JAMO) vivant en milieu rural.

Les publics concernés ont été en priorité des jeunes scolarisés (plusieurs établissements) ou les 16/18 ans relevant de l'éducation formelle et non formelle et des professionnels sur les deux champs jeunesse, sport et éducation formelle soit 250 jeunes lycéens de niveau terminale par événement et une soixantaine de professionnels associés.

Les opportunités de mobilité relèvent des programmes suivants : ERASMUS+ Education Formation et Jeunesse et sports, Corps Européen Solidarité, OFAJ, Service Civique à l'International, solidarité internationale, chantiers de jeunes bénévoles internationaux.

Le format des événements est ludique et interactif offrant des espaces dédiés (citoyenneté européenne, engagement, mobilité et volontariat) complétés par des témoignages de projets et de pairs à pairs (jeunes et professionnels).

Actions réalisées sur la priorité 2 en direction des professionnels concernés

14 journées de formation adressées aux acteurs du non formel et formel dans le cadre du plan de formation 2022 MEI DRAJES, soit 350 personnes formées.

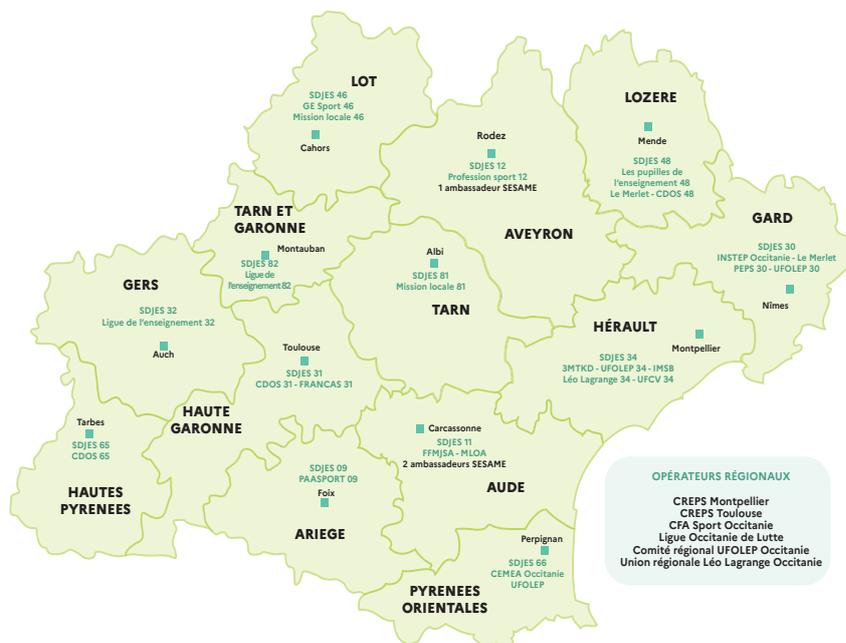
En 2023, ce sont plus de 1 300 participants aux projets et actions E+JS et CES, 4 M€ perçus sur la région pour 1 820 acteurs et jeunes sensibilisés et formés.

Campagne 2023 du dispositif SESAME

L'insertion et la qualification professionnelle des jeunes les plus éloignés de l'emploi sont des enjeux importants pour l'Etat. L'insertion professionnelle des jeunes est plutôt favorable sur les métiers et diplômes du sport et de l'animation avec près de 80% d'employabilité à l'issue de la diplomation.

Le programme SESAME (Sésame vers l'Emploi pour le Sport et l'Animation dans les Métiers de l'Encadrement), développé par l'État depuis 2015, s'inscrit dans cette priorité et a pour but d'accompagner des jeunes de 16 à 25 ans (voire 30 ans pour des personnes en situation de handicap) vers un métier d'encadrement sportif ou d'animation et de faciliter leur insertion professionnelle et sociale.

Le parcours SESAME est individualisé avec une aide financière de 2 000 euros pour une formation qualifiante (diplôme d'Etat de l'animation ou du sport permettant d'accéder à un métier d'éducateur, entraîneur, animateur). L'accès au programme est conditionné à certains critères d'éligibilité, comme être résident d'une zone prioritaire au sein d'un QPV ou d'une ZRR, ou en situation de difficulté sociale ou financière.



SDJES et partenaires régionaux mobilisés sur le dispositif SESAME

1 500 jeunes depuis 2015 ont bénéficié de cette aide pour leur parcours de formation et d'insertion et 4 943 720€ de crédits ont été mobilisés en Occitanie de 2015 à 2023.

A l'issue du Grenelle de l'emploi sportif de juin 2023, et en cohérence avec les politiques prioritaires du Gouvernement, 15 mesures ont été annoncées pour renforcer l'emploi sportif et l'insertion dans le sport autour de 5 axes d'actions prioritaires, dont un axe 2 dédié à l'accompagnement et le soutien à l'emploi sportif des jeunes, avec le dispositif-phare SESAME qui cible un objectif de 3 000 jeunes accompagnés par an, soit 6M€ d'aide mobilisée en France.

L'intégration du SESAME dans le plan #1jeune1solution en 2022 et la « feuille de route régionale DRAJES/DREETS pour l'emploi sportif et inclusion par le sport » ont facilité son développement, ainsi que des **coopérations interministérielles et passerelles avec d'autres mesures de droit commun** (PEC, Contrat d'Engagement Jeune, promo 16-18 ans, liaison avec PJJ...).

Dotation régionale 2024 : 562 516 euros affectés en 2024 (enveloppe identique à 2023). Ce montant permettra d'accompagner 350 jeunes au total. Cette dotation régionale importante représente 10,3% des crédits nationaux.

4. Animer et optimiser le réseau JES

Pilotage régional stratégique, appui et expertise aux départements

La Mission Régionale Inspection Contrôle Evaluation (MRICE)

Afin de garantir la protection des mineurs et celle des pratiquants sportifs, la Mission Régionale Inspection Contrôle Evaluation (MRICE), directement rattachée au DRAJES, élabore un Programme Régional d'Inspection et de Contrôle dont elle assure le suivi et le bilan.

Il s'agit d'une mission régalienne de l'Etat visant à vérifier le respect des normes et des bonnes pratiques par les organisateurs d'activités pouvant avoir un impact sur la santé et la sécurité des mineurs et des pratiquants sportifs.

Les opérations de contrôles sont mises en œuvre par les agents des SDJES et ceux de la DRAJES. L'intervention DRAJES repose, en complément, sur un rôle d'expertise juridique, d'animation de réseau, de coordination, de formation et d'élaboration d'outils partagés.

Appui ACM

Entre la frange littorale, l'arrière-pays montagneux et son caractère hautement touristique, l'Occitanie est la troisième région de France en nombre d'Accueils Collectifs de Mineurs (centres de vacances avec hébergement, centres de loisirs sans hébergement, camps scouts sous tente) organisés chaque année (19 619 en 2023) derrière Rhône-Alpes et Ile-de-France.

Dans ce cadre, la DRAJES apporte un appui aux départements pour contrôler ces structures. Cette mission

a pour finalité d'assurer la santé et la sécurité physique et morale des mineurs. Elle garantit le respect des dispositions réglementaires relatives à la qualification et à l'effectif de l'encadrement, à l'hygiène et au suivi sanitaire.

L'objectif est de favoriser l'accès des jeunes à des activités sécurisées et de qualité. Sont contrôlés en priorité les séjours ayant fait l'objet d'un signalement, les directeurs stagiaires, les structures n'ayant pas fait l'objet d'un contrôle depuis plusieurs années, les accueils recevant des mineurs en situation de handicap, les suites aux injonctions et les effectifs de moins de 6 ans.

En 2023, 628 contrôles ont été effectués sur la région (517 en 2022) et la DRAJES a apporté un appui aux SDJES à hauteur de 108 contrôles (71 en 2022).

Appui EAPS

La région compte 37 534 Etablissements d'Activités Physiques et Sportives. Il convient de vérifier que les activités proposées se déroulent dans des conditions de sécurité physique, matérielle et morale satisfaisantes. Les cibles sont les structures signalées, les disciplines à risque et accidentogènes, les nouveaux établissements et ceux laissés sans contrôle depuis plusieurs années.

L'Occitanie est la région de France où le plus grand nombre de noyades accidentelles est recensé chaque année : c'est pourquoi une priorité est donnée aux contrôles des activités se déroulant sur les cours d'eau, les plans d'eau et en mer. Certaines salles de musculation sont ciblées au regard du trafic de produits dopants, certaines salles de sports de combat et certains centres de tir le sont pour séparatisme, communautarisme et radicalisation.



En 2023, 927 contrôles ont été effectués sur la région (880 en 2022). La DRAJES a apporté un appui aux SDJES à hauteur de 14 contrôles (plus particulièrement sur les disciplines hyper-règlementées : parachutisme, plongée sous-marine, etc.).

Animation de réseau

L'appui DRAJES prend aussi la forme d'une animation du réseau régional sur la base de réunions mensuelles et de formations régulières. La MRICE propose chaque dernier mercredi du mois « Les mercredis de l'ICE » : une visioconférence dont l'objet est de partager les informations, les expériences, les questionnements, les problématiques et l'actualité nationale, régionale et celle des départements en matière d'inspection et de contrôles. Par ailleurs sept formations ont été proposées en 2023 :

- « la réglementation du parachutisme et des souffleries » animée par un sportif de haut niveau membre de l'équipe de France et vice champion du monde de la discipline ;
- « la réglementation des activités de la danse » animée par un inspecteur du ministère de la culture, un juriste de la Direction des Sports et un représentant de la DRAC Occitanie ;
- « la réglementation du canoé Kayak » animée par le référent réglementation de la Fédération Française ;
- « la méthodologie des enquêtes administratives » animée par une délégation d'Inspecteurs Généraux ;
- « les implications du Contrat d'Engagement Républicain » animée par une professeure de droit ;



- « la charge émotionnelle dans les enquêtes pour violences sexuelles » animée par la Fédération Française des CRIAVS et les deux CRIAVS d'Occitanie ;
- « la réglementation des rassemblements festifs de jeunes » organisée en partenariat avec la Préfecture de région.

La MRICE accompagne les départements sur sollicitation en lien avec une situation particulière : fermeture en urgence d'un établissement, rédaction d'arrêtés d'interdiction d'exercer, enquêtes pour violences sexuelles, emprise sectaire, fugue, accidents, signalements de parents, aide à la rédaction de courriers, d'injonctions, de rappels réglementaires, de mise en demeure, d'articles 40 aux procureurs, etc.

Perspectives

La MRICE propose sur 2024/2025 la reconduction des « mercredis de l'ICE ». Un plan de formation spécifique sera reconduit et se compose d'une série de modules en lien avec la réglementation. par exemple, « la réglementation des sites et de la pratique du Ball Trap », « la réglementation des stands et du tir sportif », ou encore « la réglementation de la plongée sous marine ». Il est enfin prévu un renforcement de la contribution des agents DRAJES à la réalisation des contrôles sur le terrain sur la période estivale.

Plan régional de formation

La DRAJES propose au réseau «JES» un Plan Régional de Formation. Il s'agit d'une démarche inédite au niveau national. Afin de répondre aux besoins et aux attentes, un recensement est opéré en début d'année.

Actions

Dans le cadre du Plan Régional de Formation 2023, il a été proposé :

- Une préparation aux écrits, puis une préparation aux oraux du concours CTPS (concours de catégorie A+);
- deux formations sur l'utilisation des applications « Compte Asso » et « Osiris » (applications utilisées par les agents «JES» pour recevoir et instruire les demandes de subventions des associations);
- une animation en codéveloppement à l'attention du réseau des chefs de service (ils se trouvent confrontés à des problématiques complexes de gestion des personnels, d'organisation des services, et ces rendez-vous sont l'occasion d'évoquer des situations particulières pour identifier ensemble des solutions);
- un stage de conduite en situation d'urgence pour les agents effectuant des trajets dans un contexte dangereux (contrôles en zones montagneuses enneigées, déplacements > 5h/500km plusieurs fois/semaine, transports de jeunes en minibus pour les Cadres Techniques Sportifs à travers la France, fatigue, routes glissantes). Ce stage, avec mises en situations pratiques, permet d'anticiper les risques, de savoir comment réagir en situation stressante (perte d'adhérence, arrêt d'urgence, choc arrière, éclatement d'un pneu, etc.);
- sept formations en lien avec la réglementation de l'inspection/contrôle;
- une formation « Travailler en pleine forme » pour réduire les comportements sédentaires liés au travail.



Enfin, les stagiaires PTP de l'ensemble de la région académique (14 stagiaires en 2023) en Formation Initiale Statutaire (concours interne/externe) et en Formation d'Accompagnement à l'Emploi (détachement/liste d'aptitude) font l'objet d'un suivi et de deux regroupements en présentiel à la DRAJES.

Perspectives

Le Plan Régional de Formation 2024 continue de gagner en envergure suite à la reconduction de formations 2023 et la mise en place de nouveaux modules.

Mission Observation, études et statistiques/Evaluation

La mission Observation, études et statistiques/évaluation de la DRAJES Occitanie a pour principale fonction l'appui au pilotage des politiques

publiques et dispositifs gérés par la DRAJES et les 13 SDJES (études spécifiques, évaluations, mise à disposition d'indicateurs et de traitements statistiques, réalisation d'enquêtes et cartographies, appui méthodologique). En lien avec l'Injep, elle participe activement au réseau « Observation » des DRAJES.

L'année 2023 a été une année de mise en œuvre et de production de plusieurs études : étude sur l'engagement des jeunes (dont en difficultés) avec BT Conseil sociologie, contribution à l'étude de cadrage sur l'emploi sportif et l'offre de formation en région réalisée par le CARIF-OREF (pour appui aux 2 actions CRDS, CMQ et Observatoire de la filière sport), collaboration avec la DRAJES Grand Est sur une étude concernant les conditions de travail et d'emploi des diplômés de l'animation (et analyse des parcours).

La mission Observation a également contribué à la phase d'état des lieux de Guid'asso avec les 13 SDJES (phase préalable aux campagnes d'attribution des différentes marques : orientation, information, accompagnement généraliste, spécialiste). Une synthèse des résultats a été présentée au Copil régional en décembre 2023.

Plusieurs enquêtes ont été réalisées au cours de l'année : perception des enfants et des jeunes suite à leurs séjours « colos apprenantes » (été 2023), recensement des actions « éducation citoyenne au numérique (aux médias et à l'information) » menées dans les territoires et des besoins des professionnels.

Perspectives 2024

En 2024, plusieurs études se terminent et vont être valorisées :

- diffusion du rapport sur les conditions de travail et d'emploi des diplômés de l'animation (2^{ème} trimestre) ;
- publication sur l'état des lieux Guid'asso lors des journées régionales organisées fin mai avec valorisation des résultats régionaux et départementaux ;
- mai/juin : présentation aux membres de la Commission 3 CRDS/CDFS des résultats de l'étude sur l'emploi sportif et l'offre de formation, puis diffusion ;
- webinaire sur les résultats de l'évaluation du dispositif Sésame (mai/juin) ;

- septembre : journée de valorisation de l'étude sur l'engagement des jeunes.

La mission Observation produira également un focus sur les piscines au sein de la commission équipements sportifs de la CRDS/CDFS et participera au démarrage des travaux de l'Observatoire national du sport (2 groupes de travail).

Concernant la continuité éducative, une analyse qualitative va être engagée afin d'éclairer la problématique de la faible déclaration d'accueils collectifs de mineurs dans certains départements (au profit de garderies moins contraignantes en termes de réglementation).



5. Organiser la filière d'emploi et de formation pour développer le secteur sportif

Focus : Le CMQ développement du secteur sportif

La création d'un Campus des Métiers et Qualifications (CMQ) dédié au sport a été souhaitée par l'ensemble des acteurs concernés dans un contexte particulièrement favorable sur le territoire régional Occitanie. Elle a fait l'objet d'une labellisation au mois d'avril 2024.

La mise en place d'un Campus des Métiers et des Qualifications se révèle être une initiative d'envergure, et prioritaire, des actions entreprises dans le cadre de la Conférence Régionale du Sport (CRDS), inscrite au sein du Projet Sportif Territorial Occitanie (PST) : action n°9. Les instances partenariales de ces 2 institutions regroupant à la fois les acteurs de l'Etat, de la Région, mais également du monde sportif et économique correspondent parfaitement aux schémas de gouvernance imposés dans le cadre du cahier des charges national de labellisation CMQ.

Il existe une convergence significative entre ce projet et les récentes priorités ministérielles issues du Grenelle de l'emploi sportif et de la feuille de route régionale partagée entre la DREETS et DRAJES Occitanie sur le « développement de l'emploi sportif et de l'insertion professionnelle par le sport ».

Le CMQ « Développement du secteur sportif » en Occitanie doit fédérer en région académique, sur un territoire donné, un ensemble d'acteurs (Etat, région, établissements publics locaux d'enseignement et établissements de l'enseignement supérieur, centres de formation d'apprentis, laboratoires et organismes de recherche, entreprises et réseaux professionnels...) en vue

de la construction d'une offre de formation initiale et continue en lien avec la filière sport, qui correspond à un enjeu stratégique économique régional ou national.

L'enjeu du prochain Campus des Métiers et Qualifications sera donc de **permettre un éclairage spécifique sur l'évolution des emplois et des métiers sportifs à l'horizon 2024 et de proposer une vision renouvelée de la relation emploi-formation avec des actions concrètes et lisibles, déclinées sur tout le territoire régional et auprès d'une diversité de publics.**

Ce Campus doit être avant tout :

- un réseau qui fédère en région, l'ensemble des acteurs de la formation et du monde professionnel autour de la filière Sport (émergence de projets coopératifs, passerelles entre les formations, recherche de solutions aux besoins de formations sur tous les territoires...);
- un lieu-ressource régional d'informations, d'innovations, de mutualisations de pratiques qui permet de mettre en lumière les parcours de formation tout au long de la vie et adapter l'offre de formation aux besoins des territoires, en anticipant les mutations économiques et technologiques des métiers du Sport.

Le portage juridique et fonctionnel de ce CMQ de la filière Sport est atypique, puisqu'il ne sera pas assuré par un lycée professionnel mais par les deux CREPS existants (Montpellier avec son antenne Font-Romeu et Toulouse). **Les deux CREPS, en qualité d'établissements publics de formation, seront porteurs du CMQ avec un rayonnement régional.**

Avec un périmètre important de l'offre de formation pour des milliers d'apprenants, le projet CMQ concernera :

- **97 diplômes, certifications ou qualifications (DCQ) qui mènent à environ 150 métiers différents de la filière Sport** (données statistiques issues de l'Observatoire régional de la filière Sport qui seront finalisées courant mai 2024). Pilotage DRAJES / DREETS / maître d'ouvrage CARIF OREF ;
- **une grande diversité de formations et d'opérateurs publics ou privés :** formations diplômantes Jeunesse et Sports (136 structures, CREPS de Toulouse et Montpellier), UFR STAPS de Montpellier, Toulouse et Perpignan/Font-Romeu, et autres composantes, lycées professionnels avec mentions complémentaires avec « coloration Sport » ou spécialisées dans le Sport, disposant de sections sportives (Lycée Mermoz avec options Sport...), IUT, BTS, sport business school, 20 CFA, titres professionnels (fédérations sportives Handball, Foot...), titre professionnel employé technicien - vendeur en matériel de sport....CQP par les branches professionnelles, Certificateurs (DRAAF, DREETS pour TFP), et autres formations techniques (cycle, nautisme/voilerie, montagne, management/événementiel...)... ;
- **une offre territorialisée sur toute l'Occitanie avec huit domaines d'activités de ce périmètre sectoriel :** Compétition, haut niveau, performance / Vente,

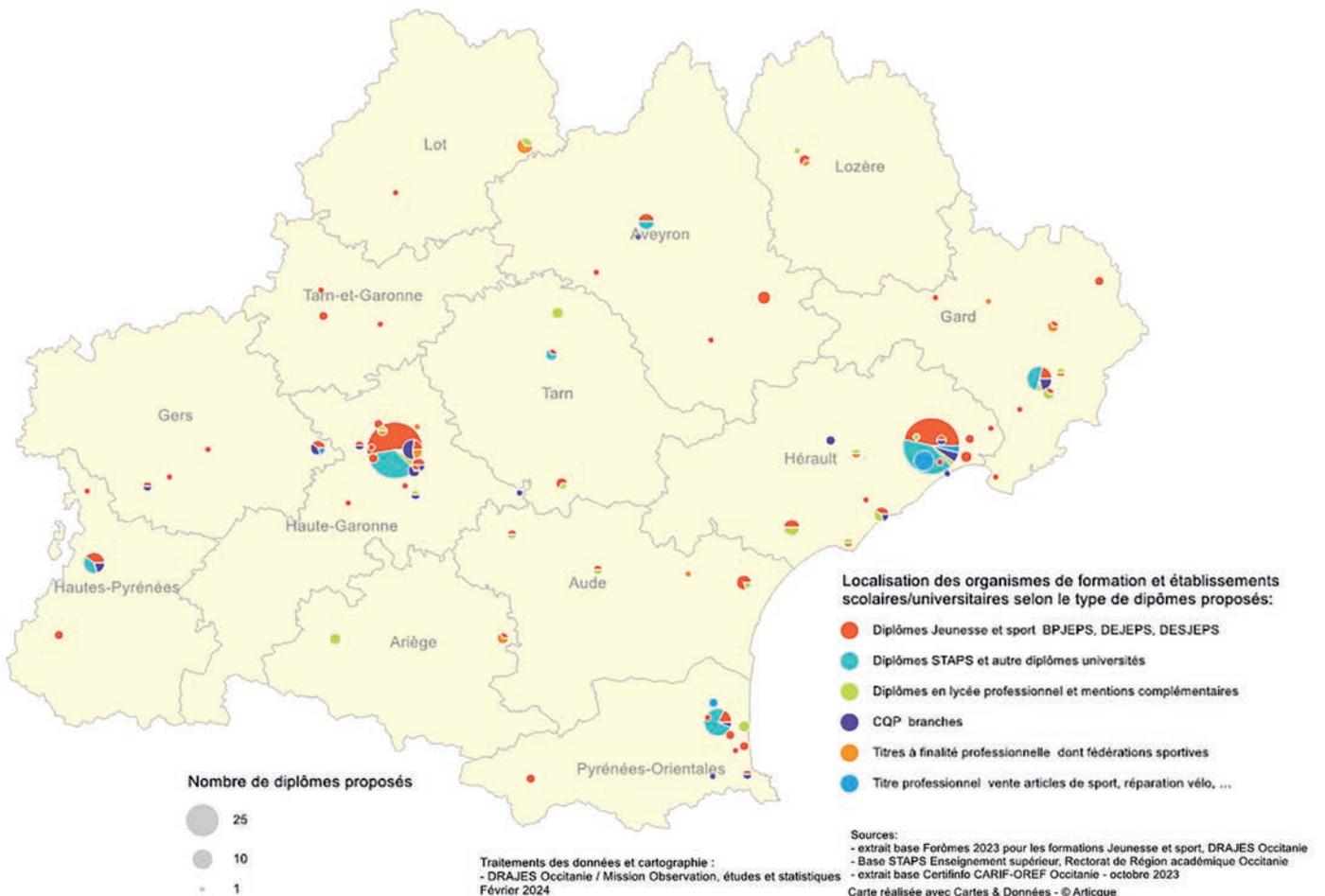
distribution / Santé, bien-être, réadaptation / Fabrication, conception, recherche / Management, évènements sportifs, communication / Gestion d'équipements direction de structure / Enseignement, encadrement animation, loisirs / E-sport... ;

- **une valorisation des nombreux cursus allant du niveau 3 au niveau 6 sur les trois voies de formation.**

Dans le cadre des actions préfiguratives menées par la DRAJES Occitanie en charge de la constitution du dossier de labellisation et de la préparation des instances gouvernantes, dix réunions d'informations ont été organisées avec les partenaires suivants qui souhaitent s'associer activement à ce projet : Région (trois directions), DRAFPICA, DREETS Occitanie, acteurs de la CRDS (conférence des financeurs), AFDAS, CROS Occitanie, ANESTAPS, CFA, deux UFR STAPS, collectif régional des IA IPR chargés du sport, DRAREIC, MEDEF).

Certains acteurs ont déjà transmis des lettres de soutien (Région, MEDEF, deux doyens STAPS, ANESTAPS, OPCO AFDAS,..).

Offre territorialisée des formations de la filière Sport en Occitanie



6. Animer les Jeux Olympiques et Paralympiques en Occitanie

Dans la perspective des Jeux Olympiques et paralympiques de Paris 2024 (JOP 2024), un plan d'animations des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 a été organisé en Occitanie.

La DRAJES a formalisé une feuille de route JOP 2024 en adéquation avec les objectifs nationaux et les enjeux locaux tout en proposant une stratégie de subsidiarité adaptée au contexte local, en allouant des moyens proportionnés aux SDJES, aux CREPS, aux collectivités territoriales et au mouvement sportif.

Cette feuille de route s'inscrit également dans le cadre de la promotion de l'activité physique, déclarée Grande Cause Nationale 2024 par le Président de la République.

La réussite des JOP 2024 est composée de quatre indicateurs dont deux dépendent du niveau national (COJOP et ANS).

1. Une organisation irréprochable (COJOP) ;
2. des athlètes français au meilleur de leurs performances (ANS – Manager Général de la Haute Performance – Déclinaison territoriale avec la Maison régionale Haute performance « CREPS ») ;
3. une vraie fête populaire ;
4. un héritage durable pour le pays.

Un des indicateurs retenus par la Direction des sports est **la capacité à fédérer tous les acteurs du territoire** autour d'une animation sous forme de plan conjugué à la diversité des actions cofinancées.

La stratégie retenue par la DRAJES Occitanie a été de constituer un **groupe de travail « Animation territoriale des JOP » au sein de la Conférence Régionale des sports** afin

de fédérer l'ensemble des acteurs autour d'un projet commun mettant le mouvement sportif Olympique au cœur du dispositif en lien avec un principe de subsidiarité des crédits BOP 219.

Une part départementale de 253 084 € a été actée pour accompagner les 13 SDJES de l'Occitanie afin de leur donner les moyens de coconstruire un plan d'animation départemental en lien avec leurs partenaires territoriaux (conseil départemental, EPCI, communes, CDOS, comités départementaux et clubs).

Une part régionale de 104 011 € a été validée pour accompagner les acteurs régionaux (CREPS – CROS – Ligues - Région) à coconstruire des actions complémentaires aux actions départementales afin de proposer une animation territoriale.

Le travail partenarial engagé a permis de valoriser les dispositifs nationaux existants (CPJ, Terre de jeux, Service civique, Génération 2024) tout en proposant la promotion de plus de 58 thématiques différentes liées aux politiques publiques sportives. La jeunesse et les scolaires ont été fortement mobilisés lors des événements nationaux (Semaine Olympique et paralympique, journée Olympique) qui ont rythmé l'année.

En complémentarité des actions réalisées, de nombreux projets labellisés «impact 2024» ont été cofinancés ainsi que le projet des classes Alice Milliat des 2 académies. Un cofinancement ANS de 167 000 € a permis de finaliser la création d'un club des organisateurs d'événements sportifs dans le cadre du projet emblématique de la CRDS, symbole de la notion d'héritage.

Objectifs

L'animation territoriale des Jeux Olympiques et Paralympiques, sur le territoire occitan se fait dans l'objectif de favoriser l'émergence d'événements festifs et populaires permettant de réunir les citoyens autour de la célébration de temps forts jusqu'aux jeux, d'initiatives locales permettant la découverte d'activités physiques et sportives et du soutien aux équipes de France. Enfin cela permettra d'assurer la promotion des politiques publiques afin de renforcer durablement la place du sport dans notre pays.

Mise en œuvre de l'action

La DRAJES a souhaité renforcer et consolider le plan d'animation territorial des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 en proposant une articulation avec nos politiques publiques sportives et plus particulièrement la Grande Cause Nationale. Un guide numérique Animation territoriale des JOP a été diffusé en avril 2024.

Les enjeux de l'animation territoriale des JOP relèvent de quatre logiques complémentaires

1. Faire des JOP 2024 un événement populaire, festif, partagé à l'échelle de tous les territoires, en faisant vivre des expériences exceptionnelles, mémorables ;
2. accompagner les athlètes Occitans au meilleur de leur performance, en proposant un accompagnement individualisé des talents de notre territoire ;
3. promouvoir une pratique sportive généralisée, source de santé publique, d'inclusion sociale et de réduction des inégalités d'accès à la pratique, en proposant des dispositifs, des moyens ;

- créer un héritage durable matériel et immatériel pour notre territoire, un attrait renforcé pour le sport en Occitanie.

Le Plan d'animation territorial des JOP pour l'année 2024 comprend 6 axes

La valorisation et la promotion des dispositifs nationaux existants

- centres de préparation aux Jeux, Terre de jeux, Génération 2024, Service civique, Olympiades culturelles ;

La formalisation d'actions régionales dont une tournée sportive des territoires

- dans le cadre de la conférence Régionale du sport un groupe de travail JOP a été mis en place pour proposer une animation territoriale en Occitanie. huit évènements sportifs ont été retenus permettant de rythmer chaque mois un sport plus éducatif, plus inclusif en lien avec les enjeux du Ministère des JOP. Chaque évènement retenu permet au mouvement olympique et à l'Etat d'animer un stand permettant de valoriser une politique publique. La fin de cette tournée débouche sur la journée Olympique du 23 juin 2024 portée par les CDOS et le mouvement sportif ;
- promotions d'évènements et présence lors du relais de la flamme ;
- accompagnement des jeunes ambassadeurs classe Alice Milliat ;
- le grand défi Vivez Bougez (23 000 scolaires engagés) ;
- la journée pour une France en Forme.



La formalisation de plans d'animations départementaux au plus proche des citoyens

Les plans d'animations départementaux formalisés par les SDJES ont pour objectifs :

- d'amplifier et de consolider les actions d'animations territoriales engagées en 2023 ;
- de valoriser les temps forts de l'année et plus particulièrement la semaine Olympique et paralympique ;
- d'accompagner le relais de la Flamme ;
- de labelliser les actions locales répondant à la Grande Cause Nationale.

La promotion de l'activité physique « Bouge 30 minutes chaque jour » « Grande cause nationale 2024 ».

La promotion d'un été olympique et paralympiques – Clubs ouverts.

Actions clubs et collectivités territoriales – Fan Zone.

Des actions complémentaires comme par exemple des actions sport et culture ou encore l'organisation de championnats du Monde de voile en 2024 co-financée par le dispositif Littoral 21.





VII. OUVRIR LA JEUNESSE À L'INTERNATIONAL

- 1. Préparer l'avenir des collégiens et des lycéens grâce à la mobilité 78
- 2. Augmenter l'offre de programmes d'échange 79

1. Préparer l'avenir des collégiens et des lycéens grâce à la mobilité

L'Occitanie, territoire transfrontalier et attractif, a une longue tradition d'ouverture au monde. La DRAREIC accompagne tous les établissements scolaires dans leur ouverture européenne et internationale et coopère avec les services internationaux des collectivités territoriales. Avec 22% des jeunes de 16 à 29 ans sans emploi ou étant hors du système scolaire, l'Occitanie compte un taux de jeunes au chômage deux points supérieur à la moyenne nationale. La poursuite d'étude et l'employabilité des jeunes sont l'un des principaux défis à relever pour le territoire de la région académique Occitanie.

La mobilité européenne et internationale des élèves, soutenue par le programme Erasmus+, est un

atout déterminant dans la réussite scolaire et l'insertion professionnelle des jeunes. Cette mobilité a connu une interruption totale pendant la crise sanitaire. Le défi de la région académique est de permettre à nos collégiens et lycéens de retrouver toutes ces opportunités de se déplacer en Europe et de réussir.

Cet objectif a été poursuivi grâce à l'engagement des équipes dans les établissements, avec le soutien des programmes Erasmus+ et de l'OFAJ.

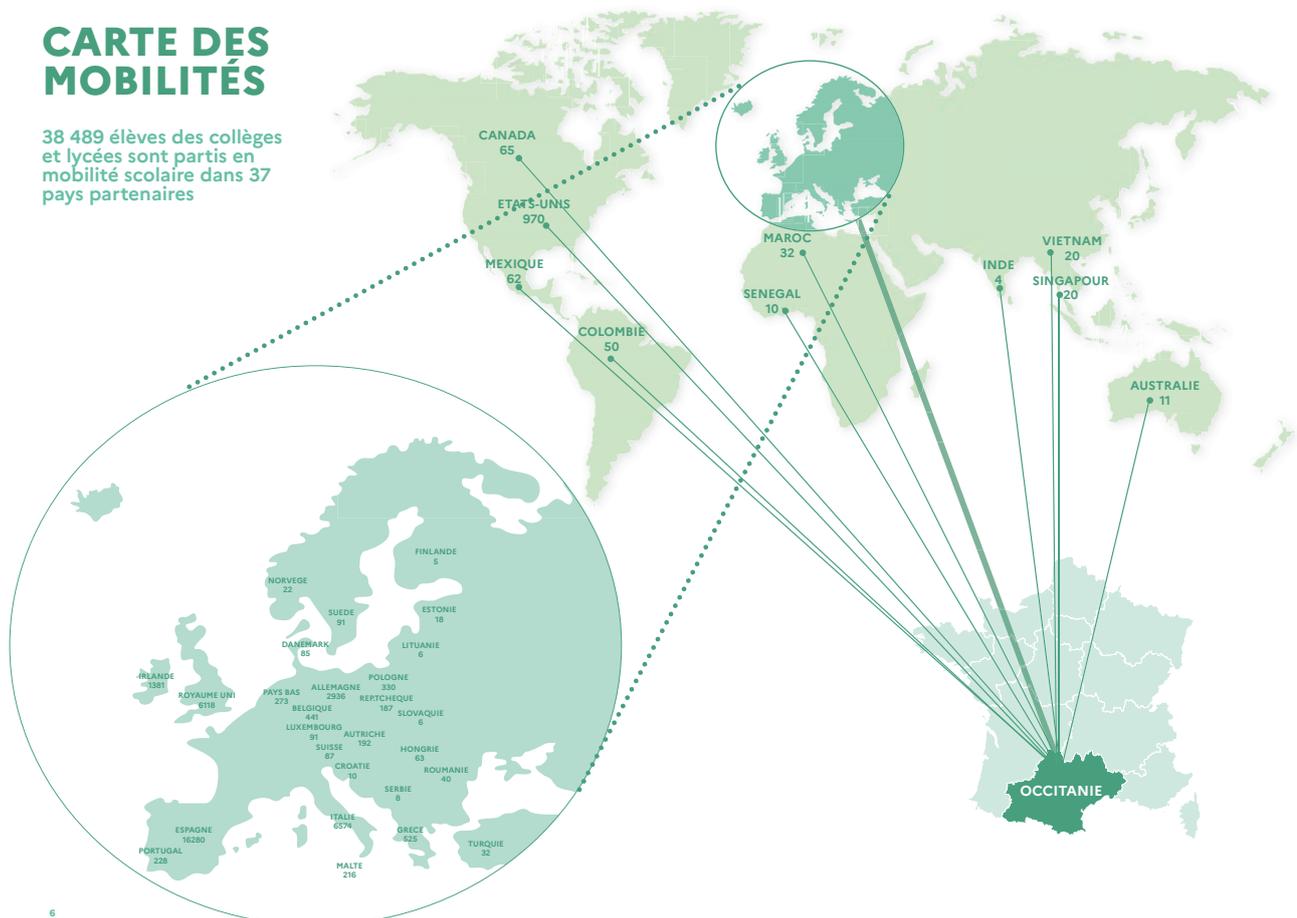
Dans les établissements scolaires, un réseau de **300 ERAEI (enseignants référents à l'action européenne et internationale)**, a été structuré. Etendu à toute la région Occitanie, ce réseau diffuse les informations relatives aux relations internationales, conseille les chefs d'établissements dans

l'élaboration de projets internationaux qu'il contribue à animer et accompagne les établissements dans l'obtention des accréditations Erasmus et labellisations Euroscol. Formés par la DRAREIC, les ERAEI assurent un relais indispensable dans chaque territoire. Dans le même temps, la DRAREIC s'est réorganisée afin d'optimiser les accréditations Erasmus+ et une relance des partenariats européens (Espagne, Allemagne, Italie, Irlande, République Tchèque, Finlande, Grèce, Chypre...) au profit de tous les établissements d'Occitanie.

40 000 collégiens et lycéens ont participé à une mobilité européenne et internationale vers 31 pays en 2023. La mobilité scolaire des jeunes d'Occitanie a retrouvé et même dépassé son niveau ante-covid.

CARTE DES MOBILITÉS

38 489 élèves des collèges et lycées sont partis en mobilité scolaire dans 37 pays partenaires



2. Augmenter l'offre de programmes d'échange

La région académique offre plusieurs programmes d'échange individuel aux lycéens

Vivre une expérience de plusieurs semaines dans un lycée partenaire permet d'acquérir de solides compétences européennes et linguistiques et prépare à des études ouvertes vers l'international.

Dans le cadre des mobilités individuelles d'élèves, la DRAREIC pilote chaque année plusieurs programmes d'échange basés sur le principe de réciprocité :

Avec l'Espagne et financés par Erasmus+

- « Cruzando Fronteras » en Aragon pour environ 70 élèves ;
- un programme aux Canaries pour environ 30 élèves ;

Avec l'Allemagne et financés par l'OFAJ

- « Brigitte Sauzay » avec les Länder allemands de Basse-Saxe et Hambourg (Allemagne) pour environ 60 élèves ;

Avec la République Tchèque financés par Erasmus+

- « Ernest Denis » pour 4 à 10 élèves (en construction 2024).

Ces quatre programmes s'adressent aux élèves inscrits dans des parcours linguistiques renforcés (bi-diplomations, sections internationales, sections européennes), et garantissent l'obtention de la mention « mobilité européenne » au baccalauréat obtenue par 35 élèves en 2023.

Pilotés et gérés directement par la

DRAREIC, ces programmes permettent la réalisation d'environ 150 mobilités chaque année sur tout le territoire. La région académique vise 200 mobilités d'ici 2027.

La mobilité internationale des jeunes en Occitanie a fait l'objet de la publication d'un rapport en juin 2024.

La DRAREIC a également assuré la publication du panorama des formations internationales dispensées en région académique Occitanie.







VIII. INNOVER ET ACCOMPAGNER LES UNIVERSITÉS POUR FAVORISER LA RÉUSSITE ÉTUDIANTE

1. Accompagner pour mieux orienter et mieux réussir en transformant l'offre de formation	82
2. Innover pour la réussite étudiante	86
3. Renforcer le pilotage et le suivi des actions en faveur du bien-être étudiant	89
4. Accélérer la transition énergétique au bénéfice de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche.....	92

1. Accompagner pour mieux orienter et mieux réussir en transformant l'offre de formation

La réponse aux enjeux posés par les grandes transitions écologiques, énergétiques et industrielles passe par le développement d'une véritable société du savoir et des compétences, qui permette aux jeunes diplômés de répondre aux besoins en emplois exprimés par le monde socio-économique, tout en leur garantissant des parcours pédagogiques et de carrière épanouissants. Dans cette optique, le Gouvernement a arrêté la liste des politiques prioritaires qui répondent au cap fixé par le Président de la République et aux quatre grandes batailles à mener : la transition écologique, le plein emploi, la souveraineté et l'égalité des chances.

Dans la continuité de la Loi ORE (orientation et réussite des étudiants 2018) et des dispositifs d'accompagnement à la réussite des étudiants, les nouveaux modes de contractualisation avec l'Etat ainsi que les différents leviers de financement sont désormais concentrés sur l'amélioration du continuum « orientation, formation et insertion professionnelle » afin de répondre aux besoins des acteurs socio-économiques et de notre société.

Objectifs

Il s'agit d'un objectif posé par la Politique Prioritaire du Gouvernement « Former aux savoirs et aux métiers d'avenir. Ouvrir les filières de formation de l'enseignement supérieur nécessaires pour répondre aux besoins de la Nation ». L'objectif réside ainsi dans la mobilisation des établissements en faveur de formations préparant aux métiers d'avenir, en tension ou en évolution. L'insertion professionnelle en est la finalité.

Les PPG du domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche constituent



désormais un « fil rouge » des dialogues avec l'Etat et de la contractualisation des opérateurs dans le cadre des « COMP » « Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance ».

S'inscrivant dans ce cadre national, les COMP, élaborés pour une durée de 3 ans, visent à renforcer l'articulation entre la stratégie des établissements et le déploiement des politiques publiques portées par le Gouvernement.

Les COMP sont élaborés et suivis dans le cadre d'un dialogue qui permet d'identifier des objectifs relatifs aux politiques publiques ministérielles prioritaires, des objectifs de pilotage et de gestion et des objectifs relatifs à la stratégie de l'établissement.

Mise en oeuvre

En Occitanie, 11 établissements du MESR s'inscrivent dans la démarche COMP. Après l'Université de Montpellier (UM) en 2023 (2023-2025), la vague 2 du COMP, couvrant la période 2024-

2026, concerne les universités de Perpignan, Paul Valéry Montpellier 3, l'université de Nîmes, l'EPE Université Toulouse Capitole UTC et ses deux établissements composantes, TSE et IEP, et l'INSA Toulouse. Les établissements de la vague 3 (2025-2027) sont l'université de technologie de Tarbes UTTOP, l'INP Toulouse, l'INU Champollion, l'université Toulouse 2 Jean-Jaurès et l'université Toulouse 3 Paul Sabatier.

Le pilotage de l'offre de formation constitue l'un des principaux enjeux du COMP. Il doit permettre à la fois de répondre aux grandes transitions écologiques, énergétiques et industrielles, mais aussi d'améliorer l'adéquation entre l'offre de formation fondée sur des compétences disciplinaires et les besoins tant socio-économiques que des étudiants en vue d'une insertion professionnelle rapide.

Les propositions des établissements à cet enjeu majeur passent tout d'abord par un état des lieux des

faiblesses constatées, notamment en termes d'attractivité de l'offre, de maîtrise financière et RH ou encore de réussite et d'insertion professionnelle des étudiants.

La réponse à ces constats réside dans une proposition de transformation progressive de l'offre et s'inscrit dans la continuité des transformations engagées : mise en œuvre d'observatoires, de feuilles de route et d'outils de pilotage, préprofessionnalisation L2 et L3 aboutissant à l'obtention de labels, tronc commun, blocs de compétences, professionnalisation à bac+3 et sur les formations généralistes, formations courtes dans les métiers en tension, création de Licences professionnelles adaptées aux besoins du territoire, mise en œuvre de parcours flexibles, hybrides et transversaux, développement de l'interdisciplinarité, généralisation de l'évaluation des enseignements...

Ainsi la professionnalisation du niveau Licence Bac+3 est souvent retenue comme objectif à moyen terme du COMP. Un travail sur la flexibilité et l'hybridation des parcours pour former à des compétences transverses représente également une proposition en vue d'une insertion professionnelle dans les métiers en tension et les métiers d'avenir. Les établissements commencent à opérer la suppression/transformation de certains de leurs diplômes dès lors qu'ils ne répondent plus aux critères identifiés.

Exemples d'actions de professionnalisation de l'offre de formation proposées

L'EPE UTC prévoit de mettre en place un observatoire des métiers d'avenir permettant de développer l'offre de formation par des parcours bi-disciplinaires tels que des doubles-diplômes en

lien avec les évolutions sociétales, environnementales et technologiques et par le développement de nouveaux domaines de formation.

Le grand établissement Toulouse School of Economics TSE entreprendra au sein de l'EPE une réforme de son offre de formation avec la création d'un diplôme d'établissement puis d'un Bachelor.

L'UPVM3 affiche une politique volontariste et innovante de professionnalisation de ses formations pour une possible insertion à Bac +3. Trois axes structurent cette politique, avec un focus sur le site de Béziers :

- la transformation des BUT en Licences Professionnelles, l'expérimentation de l'hybridation à Béziers et Montpellier et le développement de l'apprentissage. Cette professionnalisation passe aussi par le développement des formations courtes dans les métiers en tension et l'internationalisation des formations ;

- ce projet s'inscrit dans la continuité de la politique globale et pluriannuelle d'innovation de l'offre de formation que conduit l'établissement depuis plusieurs années et le travail sur les débouchés professionnels en Licence.

L'Université de Nîmes affiche un positionnement stratégique d'université à vocation professionnalisante, ce qui lui permet de proposer une offre de formation resserrée en lien avec les filières professionnelles, notamment via l'apprentissage, tournée vers son territoire. Depuis 2019, un parcours de licence professionnelle (analyse chimique), 3 masters (métiers de l'optique, histoire vivante, management des risques) et 4 diplômes d'université (cybersécurité, laïcité et médiation, secrétariat de mairie, soutien à la parentalité) ont été ouverts. Toutes ces formations ont fait l'objet d'une étude préalable du besoin ou de demandes de secteurs professionnels.



Les objectifs poursuivis par l'UPVD visent à faciliter l'accès aux études supérieures tout en répondant aux besoins de formation du territoire grâce à différents dispositifs et en proposant des diplômes nationaux pluridisciplinaires orientés vers le développement durable. Un déploiement avancé de la formation en alternance est mis en œuvre depuis la rentrée 2023. L'université affiche des taux d'insertion professionnelle très positifs en licence professionnelle et en master. De plus, grâce à l'expérience Prométhée (AMI Hybridation), l'UPVD diffuse l'hybridation des formations. La stratégie de l'UPVD va permettre d'intégrer les TEDS (transition écologique pour un développement soutenable), de transformer les formations existantes afin de favoriser des débouchés sur les métiers d'avenir, en priorisant les secteurs de la santé, du développement durable et de l'énergie, du numérique et de la science des données.

L'université Toulouse 2 Jean-Jaurés développe de nouveaux diplômes notamment par la voie de l'apprentissage tels qu'une licence professionnelle « Commercialisation des Produits et services industriels » et un BUT 3 Carrières sociales-animation sociale et socio-culturelle développés par l'IUT de Figeac et, sur le Campus du Mirail, une licence professionnelle Métiers du Commerce International, Anglais-Espagnol, un Master 2 LEA Commerce International et Développement Économique à l'International (DEI), ou encore un Master Tourisme et Management en hôtellerie et restauration (MHR).

Les projets France 2030 en appui de la transformation de l'offre de formation

Appel à manifestation d'intérêt – Compétences et Métiers d'Avenir (AMI-CMA) - projets financés

En région académique Occitanie, 14 projets portés par des écoles ou universités ou des associations dans lesquelles elles sont impliquées, ont été sélectionnés dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » (CMA):

- 8 projets ont été sélectionnés en juillet 2022 ;
- 4 projets sélectionnés en novembre 2022 ;
- 2 projets sélectionnés en juin 2023.

Le montant des subventions allouées pour les 14 projets retenus, dont le porteur est implanté en région

académique Occitanie, s'élève à 47 800 861 d'€, pour un taux global de financement à hauteur de 54%. Sur la base des éléments de précision fournis par le tableau ci-dessous, il est possible de relever, parmi les projets financés :

- qu'un projet de diagnostic, dénommé 212CO 2030, a été porté par l'Université Paul Valéry Montpellier 3, dans le champ des industries culturelles et créatives ;
- qu'un projet de diagnostic, dénommé « chaine de production 4.0 » relatif notamment aux impacts de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité dans la nouvelle organisation des entreprises et qu'un projet de dispositif de formation, dénommé ESNbyUM, dans le champ de la santé numérique, ont été portés par l'Université de Montpellier ;
- que deux projets de dispositifs de formation ont été portés par

	Juillet 2022	Novembre 2022	Juin 2023		
Porteur implanté en région académique				Ss totaux par volet	Total périmètre régional
Volet dispositifs de formation	5	1	2	8	14
Volet diagnostic	3	3		6	
Projets autres régions mais au sein desquels la région académique est impliquée				Ss totaux par volet	Total périmètre régional
Volet dispositifs de formation	5	1		6	6
Volet diagnostic	0				
Total des projets au sein desquels la région académique Occitanie est impliquée				Ss totaux par volet	Total périmètre régional
Volet dispositifs de formation	10	2	2	14	20
Volet diagnostic	3	3		6	

l'université de Toulouse (alors dénommée Université fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées), respectivement dans le champ de l'hydrogène décarboné (GENHYO) et dans le champ de l'intelligence artificielle (AFELIA-ANITI) ;

- que deux projets de dispositifs de formation ont été portés par l'Université de Toulouse III-Paul Sabatier, respectivement au titre de la production de biomédicaments (Bio'Occ) et au titre de la santé numérique (FURII-Dem@ter) ;
- que le pôle de compétitivité Aerospace Valley a porté les deux projets de diagnostics «DACSO» et «DECSO» relatifs respectivement à l'aéronautique notamment dans sa nouvelle dimension bas carbone et à la nouvelle aventure spatiale (Nouvel Espace) ;
- que les différentes écoles d'ingénieurs du riche écosystème d'enseignement supérieur occitan ont été porteuses de projets : un projet de dispositif de formation porté dans le champ de la décarbonation de l'industrie par l'institut national Polytechnique (INP) Toulouse, un projet de diagnostic porté par l'école nationale d'ingénieurs de Tarbes (ENIT) au titre des technologies avancées pour les systèmes énergétiques et un projet de dispositif de formation porté par l'école d'ingénieurs (EI) de Purpan dans le domaine «enseignement et numérique».

La région académique Occitanie, en regard de la caractérisation de son tissu socio-économique et des atouts de son écosystème d'enseignement supérieur, est en mesure de se positionner sur les 10 thématiques de France 2030,

ce qui est illustré par les domaines dont relèvent à ce jour les projets financés en AMI CMA qui sont ceux des nouvelles énergies dont notamment la décarbonation de l'industrie et la production d'hydrogène décarboné, de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité, de l'aéronautique et du spatial, de la santé numérique, de l'investissement dans un modèle d'agriculture et d'alimentation saine et durable, dans la production de biomédicaments, mais aussi au titre des industries culturelles et creatives (ICC) tout autant que du lien entre enseignement et numérique.

Exemples d'adossement des projets d'AMI CMA à l'offre de formation : le cas de l'Université Toulouse III

A titre d'illustration, des unités d'enseignement (UE) ont intégré des parcours de formation en réponse aux politiques publiques prioritaires du gouvernement (PPG) :

- s'agissant du **projet Fodulive** concernant le développement de futures générations de batteries, se mettent en place la transformation du parcours «stockage électrochimique de l'énergie» dans la mention de licence professionnelle Analyse, Qualité et Contrôle des Matériaux produits ainsi que le

développement des échanges du master international MESC+;

- dans le cadre du **projet Bio'Occ** précité, dont l'objet est d'attirer et former les talents de demain dans le domaine des biothérapies et bioproductions en réponse au développement important de ce secteur d'activité en Occitanie, la création d'un parcours «sciences pharmaceutiques» dans la mention «sciences pour la santé» (en cours de création Horizon 2025) ;
- concernant le **projet FURII-Dem@ter**, celui-ci vise à apporter une formation massive et appliquée en santé numérique en Occitanie ce qui se traduit par la création d'UE «numérique et santé» dans tous les parcours des formations médicales et paramédicales (L/M) ;
- le projet **Minor Programs** dans le cadre de TIRIS voit la création de certificats d'ouverture permettant de valoriser les apprentissages en complément des cursus disciplinaires à compter de la rentrée de septembre 2024, dans une thématique Engagement citoyen / Transitions écologiques et sociétales / Santé numérique.



2. Innover pour la réussite étudiante

Campus Connectés

A la suite des campagnes de labellisation de 2020 et 2021, la région académique Occitanie, avec 13 campus connectés, est la région académique qui en compte le plus.

Au regard des effectifs accueillis, ce dispositif n'a pas vocation à répondre à des enjeux de formation de masse. Par contre, il contribue au bon maillage de l'ESRI en région Occitanie et occupe un créneau bien particulier en accueillant des jeunes gens (en grande majorité) qui, sans cette structure, n'auraient jamais entrepris de suivre ou de reprendre des études supérieures.

Ainsi, les campus connectés bénéficient à différents profils : néobacheliers « empêchés » (pour des raisons financières, familiales, géographiques...), jeunes en situation de handicap, adultes en reconversion, sportifs de haut niveau, tandis que les diplômés préparés sont très divers (BTS, Licence, Master).

A la rentrée universitaire 2023, 235 étudiants étaient inscrits dans ce dispositif qui bénéficie d'une belle dynamique (rentrée 2021 : 130 étudiants ; rentrée 2022 : 190 étudiants).

Chaque campus dispose de 60 000 € de crédits Etat par an pendant 5 ans. Ces moyens sont complétés par des crédits des collectivités porteuses et du conseil régional.

Animer le réseau des tuteurs

Afin que cette dynamique persiste, les tuteurs ont tout intérêt à être intégrés à un réseau professionnel qui puisse leur permettre de bénéficier d'échanges avec leurs pairs, de retours d'expérience et de formations adaptées.

A ce titre, la région académique



réunit chaque année l'ensemble des tuteurs à Lézignan pour une journée de séminaire.

Pour la première fois au premier semestre 2024, la région académique a également pu faire bénéficier l'ensemble des tuteurs d'une formation dédiée, délivrée par l'Université de Montpellier.

L'objectif, à terme, est que, chaque année, une université partenaire différente puisse proposer à l'ensemble des tuteurs une formation spécifique.

Étendre l'offre

Le MESR a proposé à la région académique d'accueillir à la rentrée universitaire 2024 un nouveau campus connecté devant être implanté dans un lycée situé en quartier prioritaire de la ville (QPV).

Ainsi, la région académique a elle-même proposé au lycée de Saint-Christo-Hes-Alès d'accueillir ce dispositif et à la communauté d'agglomération d'Alès d'en être le porteur et ce, au regard du paysage de l'ESR et du contexte sociodémographique de ce territoire. Cette proposition a été acceptée.

La région académique travaille désormais en appui auprès des acteurs de ce projet afin de rédiger le dossier de candidature qui sera adressé au MESR au courant du printemps 2024.

L'augmentation du nombre d'étudiants dans ces dispositifs est continue.

Renforcer les démonstrateurs numériques dans l'enseignement supérieur

L'hybridation des modalités de formations se caractérise par un enseignement en présentiel associé à un enseignement suivi par l'étudiant en différé et en autonomie (dit asynchrone) ou un enseignement distanciel direct (synchrone) qui peut être suivi simultanément en présentiel (l'enseignement est alors dit comodal).

L'Etat soutient cette transformation pédagogique en finançant plusieurs programmes à destination des établissements d'enseignement supérieur de la région.

L'AMI « Démonstrateurs de l'enseignement supérieur » s'inscrit

dans la stratégie « Enseignement et Numérique » validée par le Premier ministre le 2 décembre 2020. Il s'articule avec l'ensemble des actions engagées et vise à accroître les synergies entre elles quand cela est pertinent. Tous les partenariats potentiels entre les différents acteurs mentionnés dans la stratégie (services centraux et déconcentrés des Ministères de l'Education Nationale et de la Jeunesse, des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques (MENJ et MSJOP) ou du Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion, acteurs des entreprises de la EdTech, etc.) sont donc encouragés.

L'Etat accompagne les établissements représentatifs de la diversité de l'enseignement supérieur français, dans toutes ses dimensions, et notamment celle de la transformation numérique : stratégie d'établissement, transformation des cursus, équipement, formation des enseignants et des étudiants, renforcement des équipes d'appui et d'accompagnement des enseignants, mise à disposition de ressources pédagogiques, de plateformes et d'outils, politique de vie étudiante, amélioration des usages, de la réussite des étudiants et du bien-être des enseignants, dispositif d'analyse globale.

La transformation de l'enseignement par le numérique modifie le rôle traditionnel de tous les enseignants ainsi que leurs pratiques et leurs relations avec les élèves et les étudiants. L'acquisition de compétences peut être désormais suivie de manière individuelle et tout au long de la vie. Les enjeux de continuité pédagogique pendant le confinement ont remis en lumière la nécessité pour la France de disposer d'une stratégie « Enseignement et numérique » de la maternelle à l'université. Si la crise sanitaire a entraîné le recours à des

solutions d'urgence, elle a accéléré une transformation numérique qu'il est nécessaire d'accompagner plus avant. Elle a en effet démontré la capacité de nombreux enseignants, en s'appuyant sur les outils numériques, à proposer de nouvelles modalités de transmission. Elle a aussi mis en évidence une préparation insuffisante, des faiblesses, des retards et des lacunes en termes de matériels, de ressources et d'outils logiciels, mais aussi de compétences parmi les professeurs, les personnels d'appui et de direction, les élèves et leurs familles, et les étudiants.

Trois projets en Occitanie

En Occitanie, trois projets, désormais achevés ou étendus vers de nouveaux objectifs, ont fédéré ces transformations sur le territoire entre 2020 et 2023 : **THE Campus** porté par l'Université de Toulouse et prolongé par **OHE Campus, Prométhée**, porté par l'Université Perpignan Via Domitia en partenariat avec l'université de Nîmes, et **AgilHybrid**, porté par l'Université de Montpellier, lauréats de l'appel à projet « hybridation des formations d'enseignement supérieur » du Ministère. THE Campus et AgilHybrid, ont bénéficié d'un Fonds européen de développement régional dans le cadre de REACT EU, programme de

financement et de remédiation suite à la pandémie de COVID-19, sur la période 2021-2022

Accompagner la transformation de l'enseignement supérieur par le numérique.

Toulouse Hybrid Education Campus
THE Campus a proposé un projet structurant pour la transformation digitale de formations de l'enseignement supérieur et de la recherche tant à l'échelle du site qu'à celle, plus large, de la région Occitanie. Le projet portait sur l'hybridation des formations et visait à mettre en place un schéma directeur de cette transformation digitale au niveau de l'Université de Toulouse et de ses établissements. Au-delà des onze établissements de l'UT, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 était université partenaire du projet.

PROMÉTHÉE (PaRcOurs Mutualisés ET Hybrides entre Etablissements d'Equilibre) : en juin 2020, l'UPVD et l'Université de Nîmes en partenariat se sont vus attribuer 1 M€ pour leur projet PROMÉTHÉE dans le cadre de l'AAP « hybridation des formations d'enseignement supérieur ». Le projet PROMÉTHÉE avait pour but de construire une innovation pédagogique commune aux universités de Perpignan



et Nîmes. Il s'agissait d'utiliser la crise pour créer, modifier en profondeur les méthodes d'enseignement et les rendre plus efficaces et adaptables.

AGILHYBRID : l'Université de Montpellier et ses 3 partenaires, dans le cadre du consortium de l'ISite MUSE, ont engagé en 2021 le projet AgilHybrid, à présent terminé, qui visait à renforcer les capacités d'enseignement à distance et l'offre de services numériques aux étudiants.

Avancée et financement des projets

Toulouse Hybrid Education Campus THE Campus : sur l'ensemble des actions annoncées en 2021, 69% ont été réalisées dans le temps du projet, et plus de 20% étaient estimées en cours. Seule une action n'a pas été réalisée. À partir de cette évaluation, on peut donc dire que le projet a globalement atteint ses objectifs. Il a bénéficié de deux sources de financement : un fonds d'amorçage du MESR à hauteur d'1M€ en 2020 et un soutien de plus d'1,7 M€ de l'Europe et de la Région Occitanie dans le cadre de REACT EU.

Dans la continuité de THE Campus, le projet OHE Campus s'inscrit dans le cadre du projet « Parcours Flexible en Licence » et est financé par le Fonds de Transformation de l'Action Publique (FTAP). Le montant total s'élève à 480 000€, pour une durée d'un an (du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024).

L'échelle est régionale : l'Université de Toulouse porte le projet qui est organisé en consortium avec 7 établissements, dont l'Université de Perpignan Via Domitia (prolongement du projet «Prométhée») et l'Université Paul Valéry Montpellier (prolongement des projets «Nexus»).

Les objectifs sont un prolongement et un essaimage des dispositifs et des

ressources réalisées précédemment, autour de 3 axes : le développement de TP Hybrides, la création de ressources numériques de méthodologie de travail universitaire disciplinaires, un outil de mesure de l'hybridation (Hybridmeter).

PROMÉTHÉE (PaRcOurs Mutualisés ET Hybrides entre Etablissements d'Equilibre)

: avec un financement d'1 M€, ce projet a permis de mettre en place des ressources accessibles et partageables, telles que les 19 capsules MTU (méthodologie du travail universitaire) désormais disponibles sur le site de l'université numérique.

En 2021, dans le contexte de la crise sanitaire, les universités de Perpignan Via Domitia (UPVD), Nîmes (UNîmes) et l'école IMT Mines Alès se sont engagées dans la pérennisation des dispositifs d'enseignement hybride, en favorisant la mutualisation de ressources dans le cadre du projet Prométhée 2. Cela a permis de conforter les équipements et infrastructures de l'université de Perpignan et de Nîmes et d'entamer une nouvelle collaboration avec l'IMT Mines Alès.

L'UPVD s'est également engagée dans le projet « Shift », projet national de formation hybride en STAPS, et dans le projet « Digital FCU » consacré à la conception de modules de formation à distance dans le cadre de la formation continue.

AGILHYBRID a été soutenu dès 2021 par le MESRI dans le cadre de France Relance mais également par l'ISITE Muse et la Région Occitanie pour un financement total de 2,3 millions d'euros.

Dans le prolongement d'AgilHybrid qui est à présent terminé, un AAP interne a été développé au sein de l'UM : PédagoN'UM. D'autres actions sont déployées par le service des

usages du numérique, telles que le projet Pair'sEval et le CPER Salles d'examen numérique. Le Service des Usages du Numérique (SUN), a obtenu un financement Plan de relance NextGenEu et MESR pour développer la formation des enseignants au numérique avec une proposition de formations au plus près de leurs attentes.

Ces transformations initialement perçues comme expérimentales sont intégrées dans les parcours étudiants au bénéfice de leur réussite.

À l'issue de ces projets financés, une dimension régionale de consolidation émerge désormais : ainsi le projet PROMETHEE a permis de construire des ressources accessibles et partageables avec d'autres établissements. Cela a permis d'intégrer ces apports dans le projet THE CAMPUS pour former « OHE Campus » Occitanie. Hybrid Education qui réunit plusieurs établissements en région dans une logique de pérennisation des bonnes pratiques.



Indicateurs d'AGILHYBRID

- 154 unités d'enseignement hybride
- 8 117 étudiants inscrits sur les UE hybridées
- 79 salles équipées
- 81 enseignants chercheurs équipés
- 89 formations et webinaires proposés par le SUN
- 932 participations aux formations
- 15 159 étudiants primo-entrants contactés en 2022 et 2023
- 3 565 étudiants en situation de handicap bénéficiaires de l'application Handy en 2022 et 2023

3. Renforcer le pilotage et le suivi des actions en faveur du bien-être étudiant

Lors de la crise sanitaire des années 2021 et 2022, des mesures inédites ont été mises en œuvre par l'Etat pour venir en aide aux étudiants. Le rectorat de région académique s'est alors fortement engagé en Occitanie pour appuyer et coordonner la mobilisation de l'ensemble des acteurs en vue de leur mise en œuvre.

Pour apporter des réponses concrètes, l'organisation des « Dialogues territoriaux de la vie étudiante » s'est inscrite dans cette dynamique tout en approfondissant le spectre des champs systématiquement traités : logement, transport-mobilité, alimentation, précarité, santé, sport, culture.

Mettre en œuvre les DTVE

Il s'agit d'une démarche partenariale puisqu'elle bénéficie de l'appui de la coordination territoriale Occitanie-Est (CTOE) et de la communauté d'universités et d'établissements expérimentale Université de Toulouse (UT) et des deux CROUS présents en région. Par ailleurs, la collectivité régionale Occitanie a été invitée à s'associer aux travaux des DTVE et s'est associée à chacun d'entre eux.

Le rectorat de région académique Occitanie a choisi un mode opératoire exigeant, en organisant, ville par ville et en présentiel, des réunions accueillant l'ensemble des acteurs de la vie étudiante. Cette dynamique fédératrice de l'ensemble des acteurs et partenaires de la vie étudiante sur un territoire donné est porteuse d'une réelle plus-value en apportant des pistes opérationnelles sur des sujets concrets et en permettant aux acteurs de mieux mutualiser et coordonner leurs actions.

Au total, 21 Dialogues territoriaux de la vie étudiante se sont tenus en

région académique Occitanie entre la fin du mois de novembre 2022 et le mois de mai 2023 dans les deux métropoles régionales (Toulouse et Montpellier) et dans les 19 villes universitaires d'équilibres.

Chaque DTVE a accueilli en moyenne plus d'une vingtaine de participants pour un total de 450.

L'ensemble des acteurs de la vie étudiante a répondu présent : les collectivités locales, la région Occitanie, les établissements (y compris les lycées accueillant un BTS ou une CPGE), les CROUS ou encore l'ARS ainsi que des représentants des étudiants.

Chaque dialogue territorial a donné lieu à un relevé de conclusions et à la création de « groupes de travail » sur les sujets identifiés afin de construire un agenda opérationnel pour les traiter. Un acteur territorial a été désigné pour animer chaque groupe de travail et pour avancer des pistes de solutions.

Les restitutions des groupes de travail ont alimenté le schéma territorial de la vie étudiante qui articule et synthétise l'ensemble des projets d'actions ainsi remontés.

Ce document a été remis officiellement à la Ministre, Sylvie Retailleau, le 12 juin 2023 à Toulouse.

80 actions sont recensées dans ce schéma. La récente mission « vie étudiante » assure désormais le suivi de ces actions auprès des responsables locaux qui s'étaient engagés à les mettre en œuvre.

La mission « vie étudiante » et le recteur-délégué, dans la mesure du possible, se déplaceront dans le courant de l'année 2024 dans les VUE et les deux métropoles afin de faire un point d'étape des DTVE en présence des acteurs locaux de l'ESR.

L'action dans ce domaine du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche est désormais pérennisée.

Depuis la fin de l'année 2023, une mission « vie étudiante et lutte contre les violences sexuelles et sexistes » est créée au sein du service régional académique de l'enseignement supérieur. Forte de 3 emplois elle organise son action sur l'ensemble du territoire régional et, dans le domaine de la vie étudiante, veille à la mise en œuvre opérationnelle des actions du schéma territorial.

Le rôle structurant de la CVEC

La contribution de vie étudiante et de campus, la CVEC, a été créée par la loi orientation et réussite des étudiants du 8 mars 2018. Le produit de cette taxe, dont tous les étudiants s'acquittent lors de leur inscription en formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur, sert à financer des actions sociales, sanitaires, culturelles et sportives qui profitent à tous. La programmation de ces actions associe les associations étudiantes et les étudiants au sein des conseils des établissements d'enseignement supérieur. Ce sont ainsi près de 11 M€ de dépenses par an qui sont consacrées, en 2023, aux conditions de vie et au bien-être étudiants sur le périmètre régional.

La CVEC constitue un levier de structuration et d'amélioration de la vie étudiante et de campus, et les projets qu'elle finance, en phase avec les besoins et les préoccupations des étudiants, contribuent à leur bien-être et à leur réussite, ainsi qu'à l'attractivité des établissements.

Les services du rectorat de région académique sont étroitement associés au pilotage des fonds CVEC. Ils siègent

au sein des commissions de sélection des projets organisées par les Crous de Toulouse et de Montpellier. Ils organisent par ailleurs chaque année une commission académique, présidée par la rectrice de région académique, qui dresse le bilan des actions financées par les établissements et par les Crous de la région académique Occitanie.

La mission Vie étudiante et lutte contre les VSS

Une mission « vie étudiante et lutte contre les violences sexuelles et sexistes » a été mise en place le 1^{er} février 2024 au sein du SRAES. Elle a été financée par le MESR à hauteur de trois postes et s'organise autour de deux types de fonction :

- l'articulation et le développement des actions de vie étudiante sur tous les territoires afin d'améliorer la synergie et la visibilité des dispositifs existants ;
- la coordination et l'appui aux établissements dans la mise en œuvre de procédures de traitement des situations VSS ainsi que dans la remontée des données de signalement.

Dans une logique « bi-site » un poste de responsable de la mission et un poste de chargé de mission « Lutte contre les VSS » sont basés à Montpellier tandis qu'un poste de chargé de mission « Bien-être étudiant – Lutte contre les VSS » est situé à Toulouse.

Promotion du bien-être étudiant
Suivi du Schéma territorial de la vie étudiante : finalisé en juillet 2023,



il regroupe environ 80 actions qui émanent de la soixantaine de groupes de travail mis en place à la suite des DTVE. La mise en œuvre de ces actions fera l'objet d'un état des lieux régulièrement actualisé, en lien avec les partenaires identifiés lors des DVTE.

La mission préparera et accompagnera les déplacements prévus par le recteur délégué dans les VUE et les deux métropoles avec l'objectif de les articuler avec les dispositifs locaux mis en place à l'initiative de la Région Occitanie au titre des Schémas locaux de l'ESRI (SLESRI).

Suivi des SLESRI (schéma locaux de l'ESRI, initiative relevant du conseil régional) : la mission assistera à l'ensemble des COPIL consacrés aux SLESRI au titre notamment de l'attention portée aux sujets liés à l'offre de formation, le cas échéant aux enjeux de recherche, en lien avec la DRARI.

Suivi des campus connectés : la mission assistera à l'ensemble des COPIL. La mission s'est donnée le double objectif d'animer un réseau régional des tuteurs des campus connectés (en continuité de ce qui est déjà réalisé) et de contribuer à leur proposer un parcours de formation en collaboration avec les universités partenaires des campus connectés.

Prise en charge du dossier CVEC : la mission vie étudiante assurera la préparation des comités de pilotage annuels de la CVEC en lien avec les CROUS et les établissements bénéficiaires. Elle établira des bilans annuels régionaux.

Appui au renforcement de la couverture territoriale en matière de restauration étudiante (loi Levi) : cette politique portée par le MESR suppose dans un premier temps que soit élaborée une cartographie des sites de formation et des établissements pour lesquels une offre de restauration à tarif

modéré n'est pas géographiquement accessible afin de rédiger, in fine, un arrêté formalisant la situation.

La mission, en collaboration avec les CROUS, réalisera cette cartographie.

Lutte contre les VSS

- **appui aux établissements d'enseignement supérieur** pour la mise en œuvre de leur dispositif de lutte contre les VSS : formations, conseils pratiques réglementaires, mise à disposition de convention-type ;
 - **organisation de la procédure de remontée des données issues des établissements** : la mission réalisera un recensement des organisations et des procédures existantes
- **prise en charge des signalements issus de la plateforme CNAE** (Coordination nationale d'accompagnement des étudiantes et des étudiants) et transférés au rectorat de région académique par le MESR ;
 - **construction du réseau régional des acteurs VSS**. Ce réseau s'articulera au niveau :
 - o interne : avec les référents VSS académiques et ceux issus de la DRAJES ;
 - o de la région académique : avec les responsables VSS des établissements de l'enseignement supérieur ;
 - o national : en lien le MESR et les chargés de mission VSS des autres régions académiques.



4. Accélérer la transition énergétique au bénéfice de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche

Plan de relance et plans de résilience pour l'immobilier ESR

Au niveau national, la surface utile brute des bâtiments utilisés par les établissements sous tutelle du MESR représente environ 18 millions de m², la plus importante de tous les ministères, équivalente à celui des armées : ce parc nécessite des investissements immobiliers importants en matière de rénovation énergétique, en cohérence avec les objectifs nationaux et européens.

L'Etat mobilise d'importants plans de financement : dans le cadre du Plan de relance, les 2 Plans de résilience et les projets TIGRE (Travaux immobiliers à gains rapides en énergie) ont permis le **financement de 127 projets** portés par les établissements d'enseignement supérieur de la région académique (69 pour le périmètre correspondant à l'académie de Toulouse et 58 pour le périmètre correspondant à l'académie de Montpellier) depuis fin 2020 pour un **montant de financement total de l'Etat de 95 M€** (respectivement 56 M€ et 39 M€).

A ce jour, les travaux sont quasiment tous achevés avec certaines réalisations emblématiques comme :

- **le projet de l'INSA de Toulouse** portant sur la réhabilitation complète (enveloppe du bâtiment et aménagement des chambres) d'une résidence étudiante de 234 logements (5 498 m²) pour 8 389 498€ de financement Etat, réceptionnée en juillet 2023. Cette opération avec un gain énergétique après travaux de 800 000 kWef/an et la production d'énergie photovoltaïque en toiture illustre l'approche

de campus éco-responsable portée par de plus en plus d'établissements ;

- **l'opération du Plan de Relance INSPE Rangueil** (conduite par le SRAPI Toulouse au bénéfice de l'Université Toulouse Jean Jaurès) livrée en 2023 a déjà permis à l'établissement de générer 68% de réduction de ses consommations énergétiques entre l'année 2019 et l'année 2023. Avec un budget de 4,875 M€, le temps de retour sur investissement de cette opération est d'environ 30 ans ;
- **La rénovation énergétique du bâtiment STAPS de l'université de Montpellier**, couplée à une restructuration des locaux destinée à permettre leur adaptation aux nouveaux usages, a été livrée en octobre 2023. D'un montant de global de 5 M€ (dont 4,1M€ plan de relance, 0,3 M€ plan de résilience et 0,6 M€ d'apport sur fonds propres de l'université), l'opération a bénéficié d'une isolation extérieure complète,

d'un remplacement de fenêtres, de l'installation d'une pompe à chaleur permettant une réduction importante d'émissions de gaz à effet de serre, d'une mise aux normes électriques, d'un désamiantage total, d'une amélioration des conditions d'accessibilité et de travaux de restructuration (salle de travail collective, learning lab, salle de sport connectée etc). Elle entraîne une réduction de la consommation énergétique de 84 %.

Agir pour le logement des étudiants

En partenariat avec la DREAL, la région académique a produit à l'été 2023 un rapport complet sur l'état des lieux et besoins quantitatifs et qualitatifs en logements étudiants en Occitanie.

Au regard de l'objectif national d'amélioration des conditions de vie et de logement des étudiants fixé par le plan « 60 000 logements étudiants », le déficit en offre d'hébergement étudiant du Crous, est estimé à environ



2 000 places pour le périmètre du CROUS de Toulouse et 1 620 pour celui du CROUS de Montpellier. Une douzaine d'opérations pour près de 10,5M€ de financement Etat au CPER 2021-27 sont consacrées à l'appui à la production de logements sociaux étudiants via des projets proposés par les CROUS Occitanie de Toulouse et Montpellier.

Plusieurs opérations ont déjà été livrées comme la Résidence Déodat de Séverac de Toulouse à la rentrée universitaire 2023, (331 logements de 17 m² - 8 313 m² pour un financement Etat de près de 450K€ qui s'ajoutera aux plus de 10 000 logements étudiants gérés par le Crous Toulouse Occitanie).

La charge foncière étant une variable essentielle dans l'équilibre financier d'un projet de construction de logements à caractère social, la région académique participe activement à la recherche de foncier public à mobiliser pour la construction de logements étudiants sur les métropoles et villes universitaires d'équilibre. Cette stratégie est portée conjointement avec les administrations centrales des ministères chargés de l'enseignement supérieur et du logement, ainsi qu'avec la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie et les CROUS Occitanie de Toulouse et Montpellier.

16 fonciers ont été recensés, à Toulouse, Montpellier, Font Romeu, Nîmes, pour un nombre de places potentielles évalué à plus de 2 000. Ces projets portés majoritairement par les CROUS et des bailleurs sociaux pourraient être mis en service entre 2025-2030.



Focus sur la création d'un nouveau pôle de l'université de Nîmes sur le site Hoche

Dans le domaine universitaire, le SRAPI a assuré la maîtrise d'ouvrage d'une opération structurante à Nîmes, consistant en la création d'un nouveau pôle de l'université de Nîmes sur le site Hoche.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une opération de dynamisation urbaine menée par la ville de Nîmes et aussi dans la stratégie immobilière de l'université de Nîmes visant à limiter son implantation sur 2 sites, en libérant le site des Carmes (5 330m² de locaux loués à la ville) et le site GIS (locaux de recherche de 710m² loués à un propriétaire privé).

Le projet d'aménagement du site Hoche s'est développé en 2 phases :

- la première, financée dans le cadre du CPER 2007-2013 à hauteur de 20,6 M€, a consisté à réhabiliter une première tranche du pavillon central des anciens hospices du site Hoche. Cette tranche,

représentant une superficie de 4 000m², a été livrée pour la rentrée universitaire de 2013. Au vu du caractère historique du bâti, elle avait fait l'objet d'une étude patrimoniale spécifique et d'une concertation avec les services de l'Etat concernés (DRAC et Service départemental de l'architecture). Les locaux accueillent les formations professionnalisantes type licences, masters et diplômes universitaires dans le domaine des sciences et des arts ;

- la seconde, financée dans le cadre du CPER 2015-2020 et du CPER 2021-2027 pour 32,2 M€, consiste à terminer la réhabilitation des hospices à hauteur de 2 460m² pour les enseignements scientifiques (« Hoche 2 ») et à construire un bâtiment neuf de 3 550 m² à l'arrière du bâtiment réhabilité, essentiellement consacré à la recherche (« Hoche 3 »). Cette extension a été livrée en septembre 2023. Ces maîtrises d'ouvrages ont été assurées dans un contexte financier et foncier contraint.





IX. SOUTENIR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT ET RENFORCER L'INNOVATION DANS LES ENTREPRISES

1. Réaliser des missions d'expertise au profit des acteurs économiques	96
2. Accompagner le renforcement de l'innovation dans les entreprises	98
3. Agir pour la préservation de l'emploi de R&D dans le cadre de France Relance/France 2030	100

1. Réaliser des missions d'expertise au profit des acteurs économiques

Missions d'expertise crédit impôt recherche (CIR), Jeune Entreprise Innovante (JEI), Convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE), aides à l'innovation

La R&D dans les entreprises et la création de startups innovantes bénéficient de soutiens déployés par le MESR et France 2030 :

- **des aides indirectes** : avantages fiscaux et sociaux associés aux dispositifs Crédit Impôt Recherche CIR, Crédit d'Impôt en faveur de la recherche Collaborative CICO, et Jeune Entreprise Innovante JEI ;
- **des aides directes** : subventions associées aux conventions industrielles de formation par la recherche CIFRE, à des concours nationaux (I-Lab, PEPITE) ou à l'accompagnement par l'incubateur d'entreprises labellisé par le MESR Nubbo.

La DRARI intervient dans l'expertise des demandes d'aides et des justifications a posteriori des aides perçues par les entreprises régionales. Elle est également impliquée dans des opérations régionales, sur sollicitation du conseil régional et ses opérateurs (Occitanie Invest, Les Inn'Ovations).

La DRARI porte une mission d'information et de sensibilisation des entreprises et de leurs partenaires sur les mesures de soutien portées par le MESR.

Ces missions importantes s'inscrivent dans une région à forte composante de recherche et d'innovation, l'Occitanie étant la première région de France en

part de R&D rapportée au PIB (3,7%). En matière de Crédit d'impôt Recherche, ce sont 1,84 Md€ de dépenses de R&D déclarées par 2 255 entreprises, et une créance de CIR de 453 M€, soit 6.5 % du CIR national de 6,8 Md€ (données 2020).

2,2 ETP répartis entre la Déléguée, 3 chargés de mission et 2 assistantes sont dévolus à cette mission.

Objectifs

- Répondre aux demandes d'expertise émanant des entreprises ou des opérateurs des dispositifs d'aide aux entreprises ;
- promouvoir les dispositifs d'aide par l'information des bénéficiaires potentiels et de leurs partenaires académiques.

Mise en oeuvre

Aides indirectes :

La DRARI est saisie dans le cadre de la vérification des dépenses d'opérations déclarées au CIR ou au CICO (contrôles) ou de l'appréciation du caractère scientifique et technique d'opérations

présentées pour obtenir un avis sur leur éligibilité au CIR ou au CICO (demandes de rescrit CIR/CICO) ou sur la qualification de JEI (demandes de rescrit JEI). La DRARI est saisie par l'administration fiscale pour les contrôles, rescrits CIR/CICO indirects et rescrits JEI, ou directement par les entreprises pour les rescrits CIR directs.

Elle intervient en lien avec un réseau national d'experts scientifiques, en nommant un ou plusieurs experts selon la complexité des dossiers, et organise des débats contradictoires entre experts et entreprise lorsque nécessaire, dans le cadre d'une rencontre par visioconférence ou en présentiel.

Aides directes :

La DRARI intervient pour l'expertise de dossiers de soutien aux efforts de R&D et d'innovation dans les entreprises :

- **avis socio-économiques** sur des demandes de financement de thèses CIFRE, sur sollicitation de l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT) ;



- **expertises de dossiers de création d'entreprises innovantes** dans le cadre du concours i-Lab organisé par BPI France, du concours PEPITE organisé par les Pôles entrepreneuriat étudiant PEPITE ECRIN et LR respectivement, pour le compte du MESR, du comité de sélection de l'incubateur Nubbo ;
- **expertises de projets innovants** dans le cadre des concours Les Inn'Ovations et Occitanie Invest organisés par l'agence régionale AD'OCC.

Actions transversales :

La DRARI est membre de 2 groupes de travail ministériels (MESR) traitant respectivement du dispositif CIFRE et des dispositifs CIR et JEI (élaboration des procédures de gestion et d'expertise, contribution à la rédaction du guide du CIR).

Elle mène des actions d'information et sensibilisation auprès de l'écosystème régional.

Partenaires : Direction de Contrôle Fiscal (DIRCOFI) Sud-Pyrénées, Direction Régionale et Directions Départementales des Finances Publiques (DRFIP et DDFIP) d'Occitanie, MESR (DGRI-SITTAR C1), Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), Directions régionales Bpifrance Occitanie Est et Ouest, Pôles entrepreneuriat étudiant PEPITE ECRIN et LR, Agence régionale de développement économique AD'OCC, Université de Toulouse, La French Tech Toulouse, le BIC Montpellier...

Objectifs atteints

Aides indirectes :

Durant l'année 2023, la DRARI a traité :

- **14 contrôles CIR** dont 9 avec rencontre ;



- **8 rescrits CIR** dont 3 avec rencontre ;
- **74 rescrits JEI** dont 11 avec rencontre.

Les instructions des dossiers de contrôle ont porté sur 82 opérations correspondant à un montant total de dépenses contrôlées de **13,2 M€**.

Aides directes :

Durant l'année 2023, la DRARI a traité :

- **59 expertises CIFRE sur 166 dossiers déposés par des entreprises d'Occitanie dont 154 acceptés (93 % d'avis favorables)**. La DRARI expertise uniquement les dossiers d'entreprises postulant pour la 1^{ère} fois ou n'ayant pas sollicité le dispositif depuis plus de 5 ans.
- **37 dossiers i-Lab** (dont 3 ont été lauréats nationaux), **25 auditions PEPITE** avec participation aux remises des prix des 8 lauréats du classement national et territorial, 42 dossiers pour Occitanie Invest, 11 pour Les Inn'Ovations et 25 candidatures à l'entrée dans l'incubateur Nubbo.

Actions transversales :

La DRARI a participé à **20 réunions** des groupes de travail ministériels (MESR) traitant respectivement du dispositif CIFRE et des dispositifs CIR et JEI.

10 actions d'information et communication relatives aux dispositifs CIR/CICo/JEI/CIFRE ont été réalisées en région, organisées par des partenaires de la DRARI, pour un total cumulé de 182 participants (entreprises, acteurs institutionnels, administration fiscale, étudiants).

Les demandes d'expertise reçues ont toutes été traitées, ou sont en cours de traitement.

La DRARI a mis en place une base de données interne, alimentée notamment par ces expertises et permettant de disposer d'une connaissance fine des acteurs économiques innovants de la région.

2. Accompagner le renforcement de l'innovation dans les entreprises

Le ministère en charge de la recherche déploie depuis 1996 trois labels reconnaissant la capacité de structures à accompagner le renforcement de l'innovation dans les entreprises et plus particulièrement dans les PME. Les structures de transfert et de diffusion technologiques ainsi labellisées ont pour mission d'assister les entreprises dans leurs besoins de modernisation par le biais de l'innovation et de la technologie. Ce sont les :

- **CDT (Cellules de Diffusion Technologique)**, ayant des activités de diagnostic et de conseil en développement technologique ;
- **CRT (Centres de Ressources Technologiques)**, disposant de moyens technologiques et humains, capables de proposer une gamme de prestations sur mesure et sur catalogue ;
- **PFT (Plateformes Technologiques)**, portées par des établissements d'enseignement secondaire ou supérieur, disposant de moyens techniques et humains. Elles proposent des prestations impliquant des personnels enseignants et des élèves.

L'ensemble des agents de la DRARI est mobilisé dans le suivi des structures.

La DRARI dispose de crédits d'accompagnement des structures labellisées, attribués dans le cadre du volet innovation du Contrat de Plan Etat/Région ESRI 2021-27. Sur la période 2021-2023, l'Etat a d'ores et déjà accordé un total de 1 470k€ aux 18 structures d'Occitanie, soit en moyenne 490k€/an dont 266k€/an aux 9 PFT.

Objectif fixé

- assurer annuellement l'évaluation des indicateurs de performance



des structures et vérifier leur conformité avec les attendus nécessaires à leur re-labellisation tous les 5 ans ou au maintien de leurs labels. Cette mission était assurée par le MESR et l'AFNOR et a été transférée aux DRARI en 2021 ;

- assurer le soutien financier des actions de diffusion technologique et d'acquisition de compétences des structures au travers des crédits Etat du CPER ESRI – volet Innovation.

Mise en œuvre

La DRARI assure le suivi, l'analyse et la validation des informations renseignées par les structures labellisées sur une interface en ligne (ISLABEL: <https://esri-label.adc.education.fr/structures>). Elle s'appuie également sur les informations collectées tout au long de l'année dans le cadre de visites et de participations aux CA et COPIL ainsi que sur les informations liées à la gestion des projets CPER. Elle préside chaque année un comité technique régional de labellisation, composé des membres

de la DRARI et de personnalités en lien avec l'innovation et le transfert de technologie, qui évalue les structures et leur conformité avec les attendus des labels. Les avis sont transmis à un groupe national d'experts chargé d'harmoniser et de valider les décisions de labellisation pour le MESR.

La DRARI pilote chaque année l'appel à projets « Soutien au Transfert Technologique de Proximité » (STTP) destiné à financer les structures dans le cadre du volet Innovation du Contrat de Plan Etat/Région 2021-27 ESRI. Cet appel s'adresse à l'ensemble des 18 structures de la région, qui déposent un dossier et sont auditionnées courant février devant la DRARI, des représentants de la DRAFFICA et des chargés de mission du conseil régional.

Un membre de la DRARI Occitanie participe au groupe national d'experts et un second participe au groupe de travail du MESR traitant du suivi et de l'évolution des structures labellisées.

Objectifs atteints

- **6 renouvellements de labels pour 5 ans, dont 4 PFT** (Efficacité

Energétique, Indusnum@ecoinnov, GH2O et Rascol). Les 18 structures de la région sont maintenant toutes labellisées pour 5 ans. La prochaine phase de re-labellisation interviendra fin 2026. La DRARI continuera néanmoins à assurer le suivi annuel des structures, nécessaire au maintien des labels ;

- **réunion d'échange PFT/DRARI/ Rectorat en décembre 2023** (lycée Rascol d'Albi) afin de formaliser un contrat type établissement/ entreprise pour une meilleure protection juridique et commerciale des PFT. Les frais juridiques seront pris en charge par l'Etat dans le cadre du volet innovation du CPER ESRI ;
- **évènements** : semaine de l'eau GH2O, visite du centre d'usinage de la PFT Méc@Innov, visite des installations de la PFT indusnum@ecoinnov à Carcassonne, rencontres PFT Rascol/Entreprises ;
- **7 participations à des CA/COPIIL de structures dont 4 de PFT** (GH2O, Rascol, Méc@Innov, CONPIM et Indusnum@ecoinnov) ;
- **participation aux assemblées générales des associations nationales représentatives des structures labellisées**: PFT INNOVALO et AFCRT. La DRARI Occitanie a d'autre part participé au jury des Trophées nationaux de l'innovation INNOVALO ;
- forte de son expérience d'accompagnement des structures labellisées, la DRARI Occitanie a reçu en juin 2023 une **délégation de la Réunion** : 4 CRT nouvellement labellisés, accompagnés par la DRARI et la vice-présidente du conseil régional en charge de l'innovation et du développement économique, pour une réunion

d'échanges (GIP CYROI, CRITT Agroalimentaire, CRT VEGETYS, CRT CITEB). La déléguée régionale a été invitée en octobre 2023 par la Technopole de la Réunion, pour **témoigner sur l'accompagnement de l'innovation lors de la journée des 20 ans de l'incubateur de la recherche publique à la préfecture de la Réunion**, réunissant les acteurs de l'écosystème de la recherche et du développement économique ;

- **en 2023, 880 k€ de crédits CPER volet innovation** ont été accordés aux 18 structures labellisées d'Occitanie, financés à 54,5% par l'Etat (crédits MESR gérés par la DRARI). 409 k€ ont été attribués aux PFT.

Partenaires : Région Occitanie, DRAFPICA, DRAAF, agence de développement économique AD'OCC, services valorisation d'établissements d'ESR, CCI



Indicateurs

126 structures à l'échelle nationale en 2023

18 structures en Occitanie, dans 12 départements : 1 CDT, 8 CRT et 9 PFT, pour un total de plus de 100 ETP. Ces structures sont spécialisées en traitement des agroressources, robotique, composites, assemblage, construction 3D, gestion de l'eau, Efficacité Energétique, ...

9 PFT en Occitanie dont 5 liées à des CMQ et des CMQE :

- La PFT 11-66 INDUSNUM@ECO-INNOV avec le CMQ NAUTICAMPUS, et depuis le début de l'année 2024, la PFT Bois avec le CMQ Forêt-bois Occitanie ;
- Les PFT CONPIM et RASCOL avec le CMQE Industrie du futur, ainsi que la PFT Efficacité Energétique avec le CMQE Transition Energétique.

860 élèves mobilisés sur des projets portés par les PFT, accompagnés par 19,3 ETP pour 151 enseignants dans l'animation et la réalisation de 165 prestations facturées à des entreprises pour un chiffre d'affaires de 285k€ (données ISLABEL 2023).

3. Agir pour la préservation de l'emploi de R&D dans le cadre de France Relance/ France 2030

Dans le cadre du plan France Relance, le MESR porte la mesure de Préservation de l'Emploi de R&D (PERD). Lancée en 2021, pour couvrir la période 2021-2024, cette mesure reposait sur l'élaboration d'un projet collaboratif entre une structure de recherche publique et une entreprise en difficulté du fait de la crise sanitaire. L'objectif était d'offrir à l'entreprise la possibilité de s'impliquer dans un nouveau projet de recherche tout en la soulageant d'une partie du financement de son personnel R&D, mis partiellement à disposition de la structure de recherche, ou bien en accueillant des jeunes diplômés de niveau master ou doctorat, salariés de la structure de recherche.

L'objectif national fixé en 2021 était de préserver 2 000 emplois, avec un budget dédié de 300 M€.

4 types d'actions ont été soutenus :

- **action 1** : salarié de l'entreprise mis à disposition d'un laboratoire à 80% durant 12 à 24 mois ;
- **action 2** : salarié de l'entreprise mis à disposition d'un laboratoire à 50% et investi à 100% dans la préparation d'un doctorat pendant 36 mois ;
- **actions 3 et 4** : jeune diplômé de niveau master (action 3) ou doctorat (action 4), salarié de la structure de recherche et occupant 80% de son activité de recherche au sein de l'entreprise pendant 12 à 24 mois.

Objectif fixé

L'objectif initial était d'atteindre un nombre d'emplois préservés en adéquation avec la représentativité de la recherche publique en Occitanie, de l'ordre de 13% des effectifs nationaux – soit 260 emplois. Cet indicateur serait toutefois à mettre au regard de

la capacité des entreprises notamment régionales à faire face à la crise.

Deux indicateurs ont été suivis : le nombre de projets déposés et le nombre d'emplois concernés (un projet pouvant intégrer plusieurs emplois).

Mise en oeuvre

La mesure a fait l'objet d'une communication par la DRARI auprès de tous les établissements d'ESR de la région, et des entreprises impliquées en R&D au travers de ses réseaux socio-économiques, puis d'un accompagnement et d'un suivi des candidatures.

Les dossiers ont été évalués par la cellule territoriale coordonnée par la DRARI, en lien avec la DREETS et les DISSE.

Le traitement des dossiers par les DRARI s'est terminé le 30 septembre 2022. Depuis cette date, la DRARI

vient en appui de l'ANR pour le suivi de la contractualisation avec les établissements d'ESR et du respect des obligations de renseignement des temps passés par les salariés bénéficiant de la mesure, contrôlées par la commission européenne. A ce titre, la DRARI s'est rapprochée en 2023 de plusieurs établissements d'Occitanie Est et Ouest afin de leur demander instamment de se mettre en conformité, au risque d'une interruption définitive du financement de leurs projets.

Sur la période 2021-2022, 233 projets candidats ont été déposés par des établissements de recherche publique d'Occitanie. 215 projets ont reçu un avis favorable dont 184 accordés par la cellule territoriale coordonnée par la DRARI, en charge de l'évaluation des dossiers impliquant des entreprises d'Occitanie.



Indicateurs et résultats

233 dossiers déposés en collaboration avec des établissements de recherche d'Occitanie

- **215** dossiers validés favorablement par la cellule territoriale (261 salariés)
- **211** conventions finalement validées par l'ANR (257 salariés)
- **Typologie des emplois préservés** : 34% sont des salariés d'entreprises mis à disposition dans des laboratoires académiques, 66% sont de jeunes diplômés détachés dans des entreprises (masters et docteurs).

27,8M€ d'aide accordée - correspondant à l'ensemble des conventions validées par l'ANR

Indicateurs fin 2023 :

- **10** conventions abandonnées
- **41** conventions clôturées normalement
- **160** conventions encore en cours

Opérateurs de recherche bénéficiaires :

Université Toulouse 1 Capitole, Université Toulouse 2 Jean Jaurès, Université Toulouse 3 Paul Sabatier, UFTMiP, Université de Montpellier, Université de Nîmes, ISAE-SUPAERO, IMT Mines Albi, IMT Mines Alès, INSA de Toulouse, IRD, INRAE, CIRAD, CEA, IRT Saint Exupéry, ONERA, INSERM, CNRS, I2ML.

Objectifs poursuivis en 2023-2024

- poursuivre le suivi des établissements de recherche en cas de non-conformité des feuilles de temps des salariés, afin d'éviter tout risque d'interruption du financement de la mesure PERD – action jusqu'au terme des projets fin 2024 ;
- mettre en place un outil d'évaluation des performances de la mesure, dans le cadre d'un groupe de travail national auquel sera associée la DRARI Occitanie.





RÉGION ACADÉMIQUE
OCCITANIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



LA COOPÉRATIVE
Le laboratoire d'innovation publique
de la région académique Occitanie





X. AGIR POUR ÊTRE TOUJOURS PLUS AU SERVICE DES SERVICES ET DES ÉTABLISSEMENTS

1. Impulser l'innovation publique	104
2. Accompagner la transformation grâce à la stratégie numérique.....	106
3. Soutenir le montage de projets pour rechercher de nouvelles ressources.....	108
4. Développer une politique d'achat éco-responsable	110
5. Porter une stratégie immobilière ambitieuse	112

1. Impulser l'innovation publique

Pour outiller son ambition d'optimiser le portage des politiques publiques des MENJ, MESR et MSJOP au bénéfice de ses usagers et accompagner le changement, la région académique Occitanie se dote d'**un laboratoire d'innovation publique - La Coopérative** - avec l'objectif de faciliter l'émergence, la co-construction et l'expérimentation de projets innovants, de faire évoluer ses modes d'animation managériale, et d'appuyer les démarches de simplification.

Par les espaces de travail modulaires dont elle dispose, et les méthodes innovantes d'accompagnement des collectifs qu'elle promeut, La Coopérative propose aux porteurs de projets, et plus généralement à l'ensemble des agents de nos services, **un cadre d'action propice à l'innovation et à l'expérimentation.**

Les valeurs de collaboration, d'écoute et de respect de toutes les contributions, de droit à l'erreur, de transversalité et horizontalité qui sont les siennes renforcent le contexte qui permet la créativité et l'émergence d'idées innovantes.

Au-delà de ses espaces aménagés par le Lab'O du SGAR dans les locaux de la DRAC à Montpellier, et de son mobilier modulable pour permettre de multiples formats d'animation, La Coopérative est amenée à porter son action sur l'ensemble du territoire de la région académique.

La Coopérative a été inaugurée le 4 décembre 2023 par Sophie Béjean, rectrice de région académique Occitanie, rectrice de l'académie de Montpellier et Chancelière des universités.

Depuis cette inauguration, l'activité de La Coopérative s'est développée pour venir **en appui des services** sur des thématiques variées :

- modéliser et simplifier un processus complexe ;
- s'organiser en mode régional pour mieux se connaître, faire ressortir la plus-value régionale, maintenir et développer le niveau d'expertise, et maintenir une fluidité du pouvoir de décision en local ;
- définir précisément le périmètre d'action de plusieurs services, et leurs limites, d'une même direction ;
- définir les modalités de continuité de service pendant les périodes de fermeture ;
- réviser un projet d'établissement après bilan de son avancement ;
- proposer un guide méthodologique pour conduire des ateliers collectifs dans le cadre de l'expérimentation du plan de mobilité employeur ;
- sécuriser les pratiques sportives et d'animation ;
- faire le bilan de son action pour améliorer l'organisation de l'activité future ;
- s'organiser pour permettre l'extension du périmètre d'activité ;
- définir de nouveaux espaces de travail collectifs ;
- définir la stratégie, le plan d'action et l'organisation d'un service suite à sa création.

Ces accompagnements se déroulent indifféremment au sein des locaux de la Coopérative ou «Hors les murs» afin de venir en appui des services dans les territoires. Au-delà des accompagnements qu'elle conduit elle-même, La Coopérative met aussi ses locaux à disposition pour accueillir d'autres événements, à la seule condition que ceux-ci ne se limitent pas à « des réunions classiques dans des locaux sympathiques ».



Ainsi, se sont déroulés en son sein : un temps de présentation et d'échange sur les innovations éco-responsables conduites par les services académiques dans le cadre du mois de l'innovation publique, des formations de cadres dirigeants à la transition écologique, une réflexion sur le projet de service et l'architecture de stockage réseau, une réunion du cercle d'études cinéma / audiovisuel, une journée de rencontre de la mission interministérielle Inser'Jeunes, ainsi qu'un atelier de la donnée consacré à l'intelligence artificielle.

Enfin, La Coopérative a été le lieu de rencontre de l'antenne montpelliéraine du réseau Oasis, mise en place suite à son inauguration en décembre. Ce réseau regroupe des organismes

d'une large sphère publique : SGAR, CHU, CPAM, CNFPT, collectivités territoriales ... et Éducation nationale.



Chiffres clés

- 7 accompagnements hors les murs sur **13** journées
- 9 accompagnements au sein des locaux de La Coopérative sur **10** journées



2. Accompagner la transformation grâce à la stratégie numérique

Portée par la DNE et renforcée par la dynamique de région académique, les systèmes d'information doivent répondre et accompagner les métiers et les usagers aux enjeux de transformation du ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, et de l'école.

La stratégie du numérique pour l'éducation construite par la DNE avec les acteurs de l'éducation fixe une vision et une feuille de route vers un écosystème au service d'une politique publique partagée, le développement des compétences numérique des élèves, la fourniture aux professeurs d'une offre mêlant outils et ressources numériques pour mettre davantage le numérique au service de la réussite des élèves.

La région académique et plus particulièrement la direction des systèmes d'information et de l'innovation (DSI²) est au cœur de la transformation des métiers, de l'École tout en étant soumise à sa propre transformation en direction régionale récemment constituée.

Objectifs

Les défis sont nombreux dans un contexte de faible attractivité, de tension cyber extrême, de consommation raisonnée, de rareté des moyens, de dettes techniques importantes mais également d'une révolution technologique majeure qui va, dans les années à venir, révolutionner les usages autour de la donnée, de l'intelligence artificielle, de la puissance de calcul encore à venir.

La région académique porte et défend aussi un modèle où les questions d'éthique et de souveraineté sont des enjeux stratégiques majeurs.

Le harcèlement cyber, l'infobésité sont déjà des sujets sur lesquels la

région académique travaille pour une meilleure détection et sensibilisation des métiers et usagers.

Des chantiers structurants

Plus à court terme, des chantiers structurants sont bien engagés et se sont poursuivis en 2024 en lien avec la DNE et le SEMSIH :

- **La migration progressive des data center académiques vers des data center mutualisés** dont un est situé en banlieue Toulousaine. Il s'agit de rechercher une optimisation économique globale, une meilleure efficacité énergétique (et un moindre impact écologique) mais aussi davantage de sécurité, dans un contexte où la haute disponibilité de réseaux haut-débit ne nécessite plus de proximité entre les serveurs informatiques et les utilisateurs ;
- **La centralisation progressive des hébergements pour les applications nationales** (Cyclade pour les examens et concours, sécurisation des SI RH, Renoirh). Cette harmonisation d'infrastructures d'hébergements combinée à la centralisation progressive des applications nationales doit permettre de construire des plans de continuité d'activité avec un minimum de rupture de service en cas de sinistres ou incidents majeurs. Cela permettra également d'accompagner l'évolution des gestes techniques des équipes en charge des applications (les ADSI) au bénéfice des opérations fonctionnelles ;
- **Le développement progressif d'une offre de service à destination des enseignants et personnels administratifs** avec les

services apps (Drive, visio agents, pad, etc) mais aussi la future offre de service répondant aux enjeux de souveraineté numérique.

Depuis la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, qui prévoit, dans son article 23 la prise en charge par les départements et par les régions de la «maintenance des infrastructures et des équipements» la région académique accompagne les partenaires territoriaux afin que les SI des EPLE soit managés et sécurisés en réponses aux usages pédagogiques et administratifs. Ainsi les conventions sont progressivement revisitées et les travaux du comité des partenaires conduits au niveau national aident à finaliser ces transferts de compétence vers les collectivités territoriales.

La région académique fait également preuve d'un grand dynamisme autour des questions de data et d'intelligence artificielle, là aussi en lien avec les collectivités mais aussi l'AMDAC (administrateurs ministériels des données, des algorithmes et des codes sources). L'open data régional suscite un intérêt important.

La volonté de la région académique de développer une gouvernance régionale et académique autour de la donnée ainsi que les travaux conduits avec les collectivités territoriales pour identifier des cas d'usages autour du partage et de la réutilisation de la donnée dans un cadre juridique sécurisé s'inscrivent dans la stratégie DATA du ministère et préfigurent les recommandations du rapport mission data et territoire. Cette mission a été confiée en 2023 par le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques. Il est ainsi proposé dans sa recommandation 1 de mettre en place des instances de gouvernance au niveau national

et au niveau territorial (« comités territoriaux de la donnée »), espaces de collaboration, de coordination et de pilotage entre l'État et les collectivités territoriales.



Chiffres clés

Missions académiques :

- **162** agents sur les missions académiques dont une trentaine en proximité géographique dans les départements ;
- **4 000** postes de travail soutenus directement (hors collectivités territoriales) ;
- **1 800** lignes mobiles ;
- **1 100** serveurs ;
- **2** réseaux métropolitains, environ **120** sites interconnectés (hors EPLE) ;
- **69 000** tickets d'assistance par an ;
- **20 000** sollicitations / demandes auprès des ADSI (1D, 2D, scolarité, RH, examen, inclusion, financier ...) ;
- **2 300** jours de développements, **1 000** univers décisionnels ;
- Dématérialisation et télé services : **23** Services en ligne ouvert ; **17** démarches en ligne dont 13 sur la scolarité (périmètre de l'académie de Toulouse : 31 378 élèves affectés en lycée dont 14,62 % télé inscrits ; périmètre de l'académie de Montpellier : 27 581 élèves affectés en lycée, dont 13,42% télé inscrits) ; Educonnect: périmètre de l'académie de Toulouse : 42 % comptes activés sur 213 741 élèves 49 % comptes activés sur 371 384 responsables.

Missions Nationales :

- **117** agents sur les missions nationales ;
- Plateforme nationale de confiance numérique : plus de **90 000** certificats émis (démact) –extension pour gérer l'IGC de l'agriculture ;
- Formation Ouverte à Distance : Tribu (plus de **35 000** espaces pour **700 000** utilisateurs), Visio agent ...
- SEMSIRH
- Pôle produit Gestion personnels : plus de **50** applications gérées, **7 900** journées de développements, **8** équipes de réalisations
- Homologations : Plus de **3 550** anomalies détectées (**165** homologation, **1 900** en production)
- Diffusion : **297** versions/patch diffusés en 2022, **63** CV animées, **11 600** signalements (hors Renoirh)
- Oper@ : **209 504** agents en base et **160 693** paies en Novembre
- Op@le: **1 485** établissements, **27 000** tickets d'assistance
- CSRP : Fusion Normandie (DEM'ACT, RAMSESE), intégration de tous les lycées et une nouvelle version toutes les 6 semaines en production pour pHARE.

3. Soutenir le montage de projets pour rechercher de nouvelles ressources

Le département «projets à subvention» de la DRAFPICA est un appui au déploiement des politiques publiques assignées à notre ministère. De nombreux projets ont pu voir le jour grâce aux compétences de l'équipe relatives à la projection des travaux à conduire, à la rigueur du suivi et aux conseils avisés quant aux solutions à mettre en œuvre.

Ce département a contribué au montage de différents types de projets :

- des projets en consortium, dont le GIP FCIP de Toulouse est partenaire ;
- des projets en consortium, dont le GIP FCIP est chef de file (AMI CMA Accélérer la transformation de la carte de formation professionnelle) ;
- des projets portés directement par le GIP FCIP, où il est le seul bénéficiaire de la subvention, sans autre partenaire.

Les financeurs sont divers : Fonds Social Européen+ (FSE+), programme Erasmus+, Programme d'Investissement d'Avenir (PIA 3, PIA 4), Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC), fonds issus du PRITH et de l'Agefiph, Région Occitanie.

Ces fonds sont gérés par diverses autorités de gestion, dont la DREETS, la Caisse des Dépôts et des Consignations, l'Agence Nationale de la Recherche, etc. Le département «Projets à subventions» assure un lien permanent avec ces différents financeurs, dans le cadre des demandes de subventions, des instructions des dossiers et des procédures liées aux demandes de paiement, en fin de projet.



Les publics bénéficiaires des projets sont très divers :

- jeunes de 16 à 25 ans en risque de décrochage scolaire ;
- jeunes en situation de handicap ;
- jeunes « invisibles » dit « NEET », ni en emploi, ni en formation ;
- maîtres d'apprentissage, tuteurs en entreprises ;
- apprentis ;
- enseignants du secondaire et plus largement, équipes pédagogiques.

De façon générale, les bénéficiaires des projets développés sont les apprenants, quel que soit leur âge.

Exemples de projets co-financés par le Fonds Social Européen+ (FSE+)

Le projet PAIP porte sur l'accompagnement de jeunes en situation de handicap à la sortie de leur scolarité de lycée professionnel en vue de faciliter leur insertion professionnelle et/ou leur maintien dans l'emploi.

PAIP propose aux jeunes suivis un accompagnement de proximité par une équipe de chargé de mission insertion, un suivi régulier mais également la possibilité d'assister à des ateliers collectifs sur diverses thématiques liées à l'insertion professionnelle.

Le projet PAIP 2022-2024 a été cofinancé à hauteur de 567 355,12 €, sur un montant global de 946 940,82 €.

Le projet Persévérance vise à prévenir et diminuer le décrochage scolaire et les sorties précoces sans qualification, dans les lycées de l'académie de Toulouse.

Le projet Persévérance est divisé en deux volets distincts : un volet d'actions au bénéfice direct des élèves, mais également un volet au bénéfice des équipes éducatives, afin de consolider et étendre la culture de lutte contre le décrochage scolaire.

Le projet Persévérance Elèves 2021-2023 a été cofinancé à hauteur de 421 715,21 €, sur un montant global de 1 103 390,76 €.

Il a fait l'objet d'une demande de renouvellement pour la période 2023-2025, pour un cofinancement FSE+ à hauteur de 411 049,65 €, sur un montant global de 912 607,79 €.

Ce projet a pour objectifs de :

- consolider une culture de prévention et de prise en charge du décrochage scolaire ;
- repérer de manière précoce les élèves en risque de rupture ou de décrochage par le biais du GPDS ;
- remobiliser ces élèves ;
- diminuer l'absentéisme et les comportements perturbateurs/d'évitement.

Le projet Persévérance Equipes 2022-2024 a fait l'objet d'une demande de subvention en septembre 2023, pour un cofinancement FSE+ à hauteur de 723 189,35 €, pour un montant global de 1 595 139,85 €.

Ce projet propose de structurer et de renforcer la prévention du décrochage scolaire dans les établissements identifiés en :

- apportant des outils sur la gestion des conflits au sein de la classe ;
- sensibilisant les équipes éducatives et pédagogiques au projet Persévérance et à la prévention du décrochage scolaire ;
- installant une culture de prévention et de prise en charge du décrochage afin de remobiliser les élèves en risque de rupture ou de décrochage.

Le projet Persé'A vise à prévenir le décrochage scolaire chez les apprentis du CFAA de l'académie de Toulouse. Le projet, cofinancé par le FSE+, propose un accompagnement individuel aux apprentis, mais également des ateliers sur des thématiques spécifiques, selon leurs besoins (compétences

psycho-sociales, gestion du stress, lutte contre le harcèlement scolaire, égalité fille-garçon etc.). Grâce à ce projet, des semaines et journées d'intégration seront organisées afin de créer une dynamique de groupe, un esprit « promo », d'aborder des thématiques importantes et de préparer les apprentis à leur formation. Les semaines d'intégration cibleront les promotion d'apprentis dont les formations ont le plus fort taux de rupture, tandis que les journées d'intégration cibleront les formations avec les apprentis les plus jeunes, découvrant le monde de l'apprentissage et le rythme de l'alternance entre cours et travail.

Le projet Persé'A 2024-2026 a été déposé en février 2024 et s'élève à 2 248 912,50 €, avec un cofinancement FSE+ sollicité de 1 155 248,50 €.



4. Développer une politique d'achat éco-responsable

Au service des services, le Service de Région Académique Politique des Achats (SRAPA) procède aux achats de toute nature en vue de satisfaire les besoins quantitatifs et qualitatifs des services de région académique et des académies, de contribuer à la performance des achats sur le plan économique, juridique et environnemental. L'objectif est d'**atteindre le « juste achat »**, c'est-à-dire un achat correspondant aux attentes et contraintes du prescripteur, au juste prix grâce à une mise en concurrence permettant d'identifier un tarif adapté au besoin, et une approche fournisseur « juste » basée sur la qualité de la relation entre l'acheteur public et les opérateurs économiques.

L'approche régionale des achats permet de perfectionner les compétences, de maximiser les stratégies d'achats et de réaliser des **économies d'échelles grâce à la mutualisation** des achats en groupant les besoins. Par exemple, cette approche s'est concrétisée lors de la mise en œuvre d'un espace numérique de travail dans les établissements scolaires du 1^{er} degré de la région académique Occitanie en 2022.

Volumétrie d'achat

Le périmètre d'achat sur lequel intervient le SRA-PA est d'environ 26 millions d'euros à l'échelle de la région académique Occitanie (75 % des dépenses couvertes par des marchés publics), pour l'achat de fournitures courantes, de services et de travaux, dans le cadre de marchés publics (marchés locaux, PFRA, nationaux ou région) ou via une centrale d'achat. En 2023, sur ces 26 millions d'euros, **près de 4,2 millions d'euros ont été dépensés pour l'organisation du SNU**, politique publique éducative, en région académique Occitanie via ses marchés propres.

Proche des préoccupations des prescripteurs, le SRAPA est un service qui travaille de manière collaborative avec **l'ensemble des prescripteurs pour être en capacité de les accompagner au mieux et ainsi optimiser leurs résultats** en étant acteur des enjeux. Les efforts se sont poursuivis dans la recherche d'une performance en réponse aux enjeux de chacun :

- en **facilitant la gestion quotidienne de leur fonction** (process ; fiches d'exécution et de suivi des marchés ; soutien auprès des opérateurs économiques ; ...);
- en **structurant par le biais de stratégie et politique achat leurs enjeux liés à la mise en œuvre de politique publique éducative.**



Dématérialisation

La région académique promeut la **dématérialisation des procédures d'achat** via le profil acheteur **PLACE**.

Cette modernisation constitue également une **sécurisation de l'acte d'achat public** par l'utilisation de l'horodatage, du chiffrement des plis et de la signature électronique des opérateurs économiques.

A compter de la rentrée 2024, la dématérialisation complète de la chaîne sera effective, avec la mise en place de la signature électronique de l'acheteur public.

Exemples d'accompagnement : l'école inclusive et le Service National Universel

L'école inclusive

L'article L. 111-1 du code de l'éducation dispose que : « le service public de l'éducation [...] contribue à l'égalité des chances et à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative [...].

Il veille à l'inclusion scolaire de tous les enfants, sans aucune distinction.

Le SRAPA a accompagné et mis en œuvre une **stratégie d'achat mutualisé collège/lycée concrétisée par un marché de langue des signes française - LSF** dans le cadre du programme de **Scolarisation au sein du Pôle d'Enseignement des Jeunes Sourds (PEJS) de l'académie de Toulouse.**

Outre la recherche d'une stratégie d'achat qualitative, le SRAPA est ainsi **acteur des achats régionaux de la sphère éducative** et permet d'accompagner les autres acheteurs sur le territoire de la région académique (groupements de commandes, EPLE, ESRI).

Le Service National Universel (SNU), un socle de la politique en faveur de la jeunesse

Le SNU constitue un **temps de rassemblement, de mixité sociale et territoriale** pour les jeunes entre 15 et 17 ans. Il se compose d'**un séjour de cohésion de deux semaines en hébergement collectif** réalisé à titre individuel (jeunes volontaires) ou dans le cadre d'un projet de « classes et lycées engagés » (CLE). Les prestations de ce séjour sont depuis 2021 externalisées auprès d'opérateurs économiques via des marchés récurrents par session.

La principale difficulté réside dans **l'inadéquation entre l'objectif visé**

et les exigences associées : celles inhérentes au **métier d'acheteur** (respect des procédures et délais...) et celles **incombant à la DGSNU** (calendrier, attendus règlementaires...) applicables par la DRAJES.

Solution et objectif : le schéma organisationnel du SNU étant évolutif, la région académique a décidé de se projeter sur **une stratégie achat pluriannuelle permettant de répondre et d'anticiper les mutations du SNU**.

La solution est de passer de procédures successives alloties par département et par session, à deux accords-cadres pluriannuels sur une période de deux ans allotis par département mais sans lien avec une session.

Les objectifs de cette stratégie d'achat sont de **maîtriser les coûts ainsi que les aléas inhérents à la mise en œuvre du SNU**, et d'éviter l'absence de dépôts d'offre ou le constat d'offres irrégulières.

Ces procédures permettront d'avoir :

- l'équivalent **d'un catalogue de centres** définis dans l'accord-cadre par département que la Jeunesse et Sport pourrait solliciter pour chaque session en fonction de leur disponibilité respective ;
- une **meilleure visibilité donnée aux opérateurs économiques** de nature à les rassurer ;
- une **mise en concurrence amoindrie et meilleure** permettant la stabilisation des coûts. Dans les accords-cadres pluriannuels les opérateurs économiques sont capables d'investir, sur une période délimitée, de l'énergie à la hauteur des bénéfices escomptés ;



- une **opportunité de pallier aux difficultés d'application du calendrier national** d'organisation des sessions SNU

La réussite de ce projet a nécessité :

- **l'appui de la DRAJES** et des autres acteurs SDJES impliqués dans le SNU avec la mise en œuvre d'un **groupe de travail de rédaction collégial et bi-hebdomadaire** pendant plus de deux mois ;
- **la mise en œuvre, inédite au niveau national, d'une rencontre régionale plénière en mars 2024**

avec près de 50 opérateurs économiques acteurs du SNU depuis 2021, pour leur présenter le projet et leur rappeler le cadre juridique de la commande publique.

5. Porter une stratégie immobilière ambitieuse

Le rôle de la région académique en matière immobilière

Le Service régional en charge de la politique immobilière (SRAPI) de la région académique Occitanie se compose de quatorze agents répartis sur les sites du rectorat de région académique de Montpellier et de Toulouse. Depuis le 1er septembre 2023, cette équipe intègre un économiste de flux « energy manager » chef de projet efficacité énergétique.

La région académique développe plusieurs actions :

- Dans le domaine des bâtiments administratifs du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse pour définir une stratégie immobilière, assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement et gérer le patrimoine immobilier occupé par les différents services ;
- Dans le domaine de l'immobilier universitaire du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la Région académique assure la tutelle des universités et écoles du MESR, apporte son expertise et accompagne la structuration des établissements dans la mise en œuvre des schémas pluriannuels de stratégie immobilière (SPSI) et les différents projets d'investissements qui en découlent.

Le contrat de plan Etat-Région (CPER 21-27, 72 opérations immobilières pour 400 M€ apportés par l'ensemble des financeurs), les opérations Campus de



Montpellier (12 opérations / 500 M€) et Toulouse (14 opérations / 436 M€), les plans de relance et de résilience des bâtiments publics constituent autant d'opportunités d'accélération des projets d'investissements et de renouvellement des campus universitaires de la Région Occitanie.

En fonction de la complexité de l'opération et de son financement, la Région académique évalue l'appui nécessaire aux établissements et peut réaliser la maîtrise d'ouvrage d'opérations d'investissements, ou limiter son intervention à la

conduite d'opération en appui aux établissements maîtres d'ouvrage, ou assurer un suivi régulier en tant que cofinancier et tutelle des établissements concernés.

Pour l'immobilier de l'Education nationale : la formalisation de la stratégie immobilière de la région académique

Pour établir son projet de stratégie immobilière, la région académique a décliné les objectifs de la politique immobilière du ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse aux caractéristiques de ses implantations : 126 implantations et 77 735m² SUB sur treize départements.

Elle a également tenu compte des objectifs du Schéma Directeur

Immobilier Régional (SDIR) en cours d'élaboration sous le pilotage du préfet de région.

Les quatre grandes orientations de la région académique Occitanie qui ont été adressées au ministère sont les suivantes :

- L'amélioration des performances énergétiques et du confort d'été,
- La prise en compte des nouveaux modes de travail,
- La diminution des implantations en location,
- L'amélioration du pilotage de la fonction immobilière.

Quatorze projets structurants à échéance dix ans sont identifiés.

Les projets structurants

Projet Rhapsodie (3,8 M€ / 2.200 m² SUB/ 194 personnels / 120 résidents) :

L'attribution de l'immeuble domanial « Rhapsodie » à la région académique Occitanie et les travaux de réaménagement d'ensemble qui y ont débuté dès le début 2024 permettront d'accueillir les services régionaux et départementaux aujourd'hui répartis sur plusieurs sites. Ce réaménagement prévoit l'atteinte des objectifs de performance énergétiques Décret tertiaire et intègre les nouveaux modes de travail (salles de réunions, visio et box de réception, accueil de collaborateurs itinérants ou en télétravail majoritairement, espace de convivialité et restauration).

Ces travaux en site occupé et en milieu urbain seront livrés début 2025

Les projets d'aménagement du site Canopé à Montpellier (7.568 M€/ 3 651 m² SUB/129 personnels) et du site Abbé de l'Epée (22.6 M€/ 5 743m² SUB / 323 personnels) poursuivent leur développement avec un passage en Conférence nationale de l'Immobilier Public (CNIP) pour valider le programme, le calendrier



et le budget en lien avec la Mission Régionale de la Politique Immobilière de l'Etat.

Ainsi en décembre 2023, le projet d'aménagement du site Canopé a fait l'objet d'une validation en CNIP.

Ces projets permettent de regrouper in fine les services du rectorat de Montpellier sur trois sites, d'intégrer les nouveaux modes de travail, de disposer de sites performants au niveau énergétique, et d'offrir des salles de formation, d'examens et de concours.

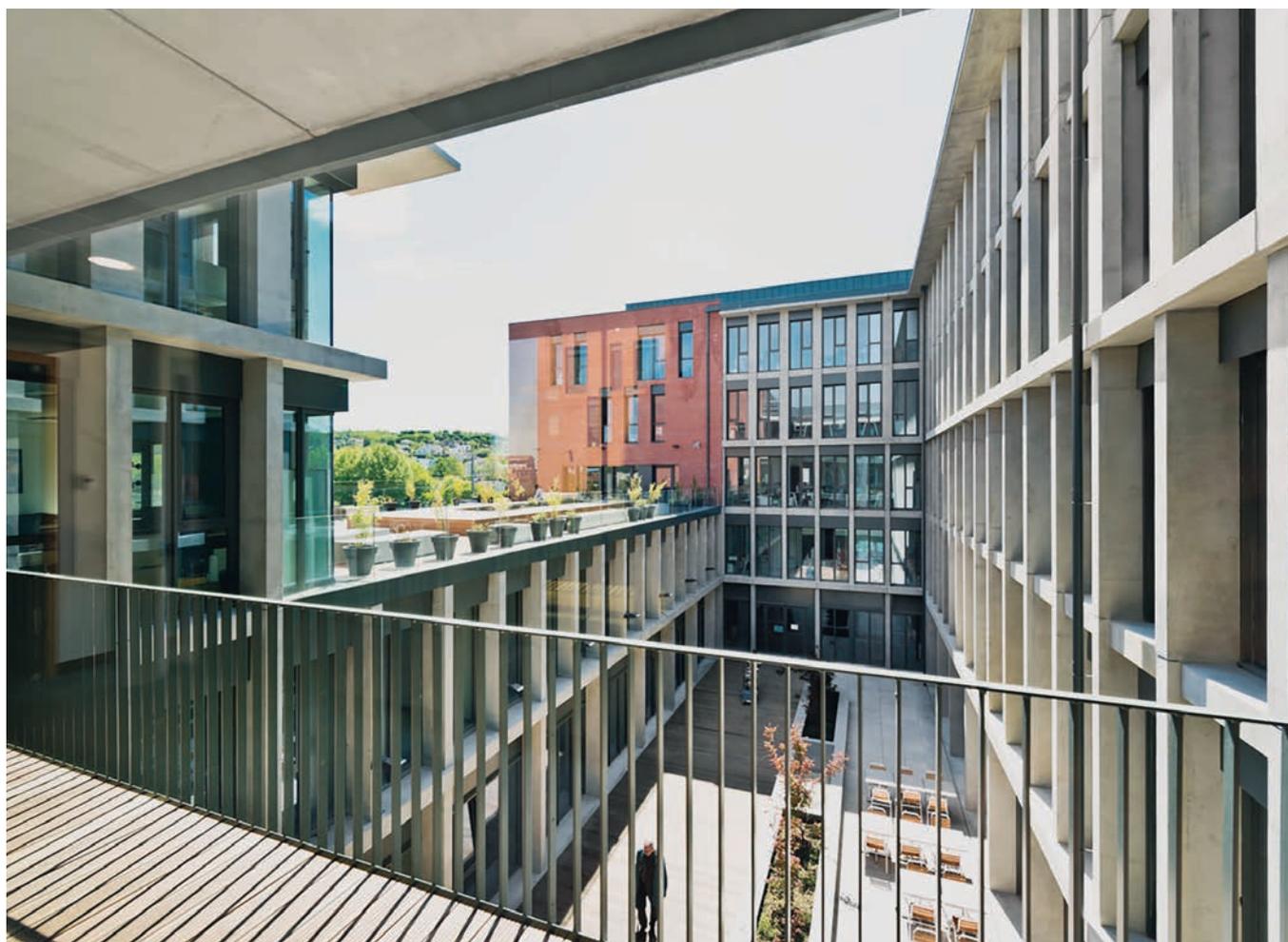
Développer des opérations de rénovation énergétique

La rénovation énergétique des bâtiments publics est un levier essentiel de la stratégie du Gouvernement pour respecter les objectifs de baisse de 40 % de la consommation énergétique et d'environ 60 % de baisse des émissions de gaz à effet de serre dans le bâtiment d'ici 2030, mais également l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050.

Améliorer la connaissance des implantations et caractéristiques immobilières

Mis en œuvre dans le cadre de la loi ELAN du 23/11/2018, le dispositif Eco-Energie Tertiaire (DEET) est une obligation réglementaire qui impose une réduction progressive de la consommation d'énergie dans les bâtiments à usage tertiaire de plus de 1 000 m², afin de lutter contre le changement climatique.

Les objectifs de réduction de la consommation d'énergie finale sont de 40 % pour 2030, 50 % pour 2040 et 60 % pour 2050, par rapport à une année de référence postérieure à 2010.





Le recueil des données de consommations des bâtiments assujettis est réalisé sur la plateforme nationale OPERAT « Observatoire de la Performance Energétique, de la Rénovation et des Actions du Tertiaire ». Le SRAPI a engagé un travail conséquent de fiabilisation des données de consommations du parc immobilier, de définition du nombre de résidents par implantation, ainsi que le pilotage d'audits énergétiques sur les sites majeurs : Mondran, CIO Rangueil, DSDEN 81, DSDEN 48, Cité de la réussite (Lycée EPN), Palais Universitaire.

Etablir un Plan d'actions via un Schéma directeur de l'énergie

Le schéma directeur de l'énergie pour la région académique a été établi et identifie les sites prioritaires sur lesquels mener des actions (Décret tertiaire, équipement de production chaud/froid, Décret BACS pour systèmes d'automatisation et de contrôle des bâtiments ...). En découle un planning macro d'actions à mener dans les trois prochaines années qui vont d'expertises techniques spécifiques par la TaskForce AGILE ou des audits à réaliser en 2023-2024 et plusieurs investissements en équipements

et dispositifs de pilotage (GTB et réorganisation ECS Niel, Ventilation/Menuiseries sanitaires DSDEN 09 ...)

Dans le cadre de candidatures déposées fin 2023, cinq opérations d'investissement de la région académique ont été retenues à l'appel à projets en faveur de la transition environnementale 2023-2024 pour un financement total de 1 815 000€ sur un montant total de projet de 3 606 415€ (50 %).

GLOSSAIRE

AAH	Allocation Adulte Handicapé	CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
AAP	Appel A Projet	CDF	Carte des Formations
AAP ATCF	Appel à Projet Accélérer la Transformation de la Carte des Formations	CDFS	Conférence des Financeurs du Sport
ACM	Accueil Collectif de Mineurs	CDT	Cellule de Diffusion Technologique
ACORDA	Ambition Commune vers une ORientation co-construite à Dimension Académique	CE1	Cours Élémentaire 1 ^{ère} année
AD'OCC	Agence de développement économique en Occitanie	CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives
ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie	CEE	Club Ecole Entreprise
ADRET	Agence de Développement Rural Europe et Territoires	CEJ	Contrat d'Engagement Jeune
AFDAS	Assurance Formation des Activités du Spectacle	CER	Contrat d'Engagement Républicain
AFNOR	Association Française de NORmalisation	CESSC	Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté
Agefiph	Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées	CFA	Centre de Formation d'Apprentis
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt	CGIAR	Consultative Group On International Agricultural Research
AMI-CMA	Appel à Manifestation d'Intérêt – Compétences et Métiers d'Avenir	CIFRE	Convention Industrielle de Formation par la Recherche
ANESTAPS	Association Nationale des Etudiants en STAPS	CIO	Centre d'Information et d'Orientation
ANR	Agence Nationale de la Recherche	CIR	Crédit d'Impôt Recherche
ANRT	Association Nationale de la Recherche et de la Technologie	CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
ANS	Agence Nationale du Sport	CIRASTI	Collectif Interrassociatif pour la Réalisation d'Activités Scientifiques Techniques et Internationales.
ARCOM	Autorité de Régulation de la Communication Audiovisuelle et Numérique	CLEE	Comité Local Ecole Entreprises
ARML	Association Régionale des Missions Locales	CLEMI	Centre pour l'Education aux Médias et à l'Information
ARS	Agence Régionale de Santé	CMQ	Campus des Métiers et des Qualifications
ASDESR	Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche	CMA	Chambre des Métiers de l'Artisanat
ASE	Aide Sociale à l'Enfance	CMQ HEREQ	Campus des Métiers et des Qualifications – Métiers de l'Habitat, des Energies Renouvelables et de l'Eco-Construction
ASP	Agence de Services et de Paiement	CMQ ICC	Campus des Métiers et des Qualifications des Industries Créatives et Culturelles
BDE	Bureau des Entreprises	CMQE	Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence
BFI	Baccalauréat Français International	CNFPT	Centre National de la Fonction Publique Territoriale
BOP 150	Budget Opérationnel de Programme – Formations supérieures et recherche universitaire	CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
BOP 172	Budget Opérationnel de Programme – Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	COJOP	Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques
BOP 231	Budget Opérationnel de Programme – Vie étudiante	COMP	Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance
BPU	Bordereau des Prix Unitaires	COMPAS	COstruire et Murir son Projet d'Accès au Supérieur
BTP	Bâtiment Travaux Publics	COMUE	COMunauté d'Universités et d'Etablissements
BTS	Brevet de Technicien Supérieur	COVID	Corona Virus Disease
CAF	Caisse des Allocations Familiales	CP	Cours Préparatoire
CANOPE	Réseau de Création et d'Accompagnement Pédagogique	CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CARIF-OREF	Centre Animation Ressources d'Information sur la Formation/Observatoire Régional Emploi Formation	CPER	Contrat de Plan Etat-Région
		CPGE	Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles
		CPIER	Contrat de Plan Interrégionaux Etat-Régions

CPLDS	Certification Professionnelle de Lutte contre le Décrochage Scolaire	DGESIP	Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle
CPME	Confédération des Petites et Moyennes Entreprises	DGRI	Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation
CPNE/CPRE	Commission Paritaire Nationale/Régionale de l'Emploi	DGRI SITTAR	Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation - Service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale
CQP	Certificat de Qualification Professionnelle	DIRCOFI	DIRection spécialisée du Contrôle Fiscal
CRAES	Commission Régionale d'Accès à l'Enseignement Supérieur	DISSE	Délégué régional à l'information stratégique et la sécurité économiques
CRAJEP	Comité Régional des Associations de la Jeunesse et de l'Education Populaire	DITP	Direction Interministérielle de la Transformation Publique
CRC/Cico	Crédit d'Impôt en faveur de la Recherche Collaborative	DJEPVA	Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative
CRDS	Conférence Régionale Du Sport	DP	Dialogue de Performance
CREFOP	Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle	DRAAF	Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt
CREPS	Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive	DRAC	Direction Régionale des Affaires Culturelles
CRESS	Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire	DRAFICA	Direction de Région Académique à la Formation Continue et à l'Apprentissage
CRIJ	Centre Régional d'Information Jeunesse	DRAIO	Direction de Région Académique à l'Information et à l'Orientation
CRIAVS	Centres Ressources pour les Intervenants auprès des Auteurs de Violences Sexuelles	DRAJES	Direction de Région Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports
CROS/CDOS	Comité Régional/Départemental Olympique Sportif	DRANE	Direction de Région Académique au Numérique pour l'Education
CROUS	Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires	DRAREIC	Direction de Région Académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération
CRT	Centre de Ressources Technologiques	DRARI	Direction de Région Académique à la Recherche et à l'Innovation
CRT CATAR	Centre de Ressources Technologiques – Centre d'Application et de Traitement des AgroRessources	DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
CRT CTCPA	Centre de Ressources Technologiques – Centre Techniques des Productions Animales	DREETS	Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité
CRT GPTE	Centre de Ressources Technologiques – Génie des Procédés et des Technologies Environnementales	DRFIP	Direction Régionale des Finances Publiques
CRT PRIME	Centre de Ressources Technologiques - Plateforme de Recherche et d'Innovation en Mécatronique, Énergie et Systèmes	DROEF	Dispositifs Régionaux d'Observation de l'Emploi et de la Formation
CRT Technacol	Centre de Ressources Technologiques – Ingénierie du Collage	DSDEN	Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale
CSA	Comité Social d'Administration	DSI ²	Direction des Systèmes d'Information et de l'Innovation
CTOE	Coordination Territoriale Occitanie Est	DTVE	Dialogue Territorial Vie Etudiante
CTPS	Cadre Technique et Pédagogique Supérieur	EAFC	Ecole Académique de la Formation Continue
CVEC	Contribution à la Vie Etudiante et des Campus	EAPS	Etablissement d'Activités Physiques et Sportives
DASEN	Directeur Académique des Services de l'Education Nationale	EDEN	Ecosystème Durable et Energies Naturelles
DEJOS	Direction de la l'Education, de la Jeunesse et de l'Orientation Scolaire	EDF	Electricité de France
DGESCO	Direction Générale de l'Enseignement SCOLAire	EE	Ecole Entreprise
		EMI	Education aux Médias et à l'Information

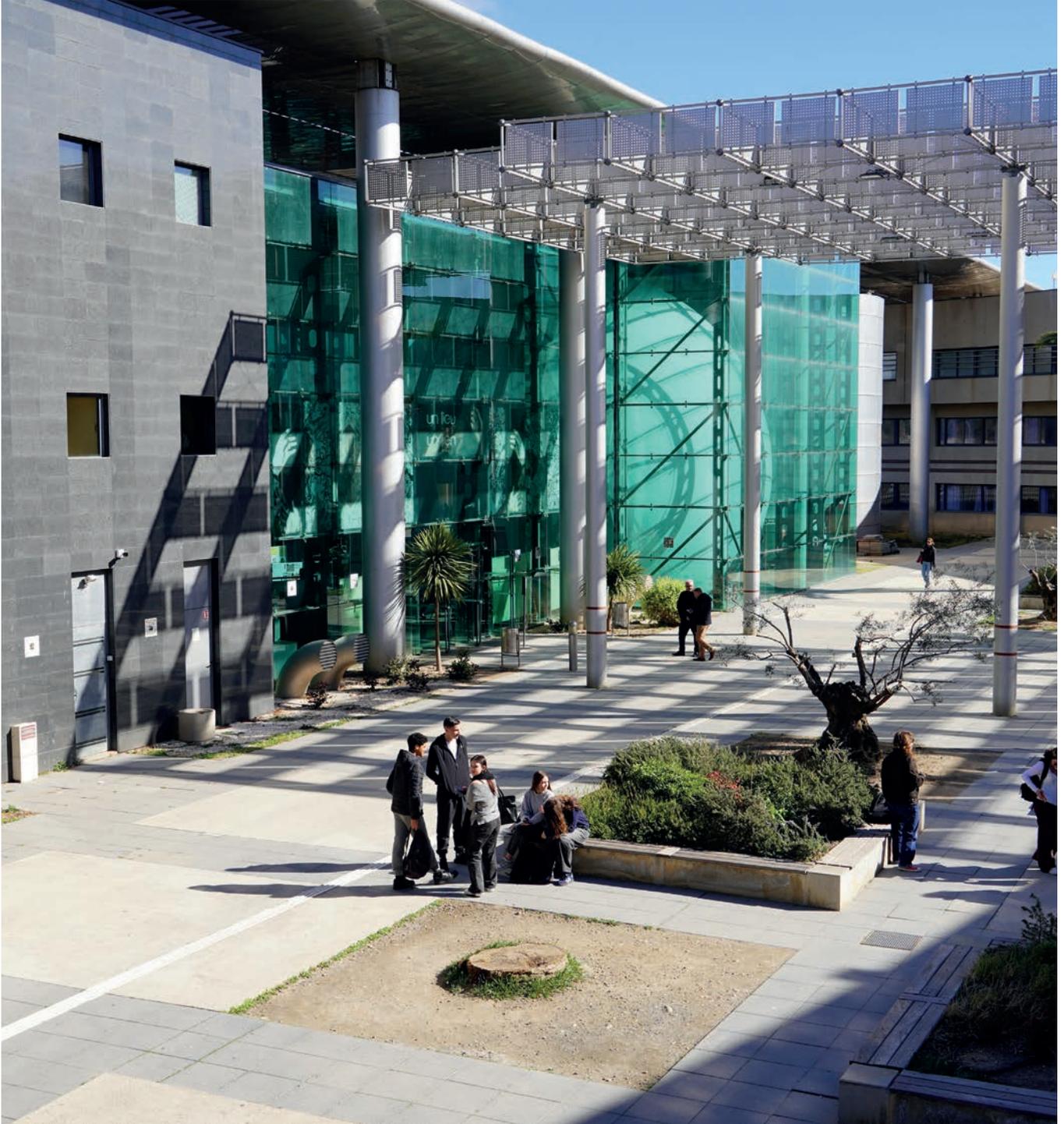
EN	Education Nationale	IMT Mines Ales	Institut de Métiers et de Techniques d'Alès
ENIT/UTTOP	Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tarbes / Université de Technologie Tarbes Occitanie Pyrénées	INJEP	Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire
ENSCM	Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier	INRAE	Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'alimentation et l'Environnement
ENT	Environnement Numérique de Travail	INSA	Institut National des Sciences Appliquées
ENUT	Réseau Européen des Villes Universitaires	INSERM	Institut National de la Santé Et de Recherche Médicale
EPA	Entreprendre Pour Apprendre	INU Champollion	INstitut Universitaire Champollion
EPLE	Etablissement Public Local d'Enseignement	IRD	Institut de Recherche pour le Développement
EPS	Education Physique et Sportive	IRT	Institut de Recherche Technologique
ERASMUS	EuROpean Action Scheme for the Mobility of University Students	ISAE-SUPAERO	Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace
ESRI	Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	ISITE Muse	Initiatives-Science – Innovation – Territoires – Economie Montpellier UniverSité d'Excellence
ETP	Equivalent Temps Plein	ISLABEL	Site internet dédié à la gestion et le pilotage des structures de diffusion de technologies labellisées
FAB LAB	FABrication LABoratory	ITTU	Unité Intégrée de Transfert de Technologie
FACE	Fondation Agir Contre l'Exclusion	IUT	Institut Universitaire de Technologie
FCIL	Formation Complémentaire d'Initiative Locale	JAMO	Jeunes Ayant le Moins d'Opportunité
FDVA	Fonds pour le Développement de la Vie Associative	JEI	Jeune Entreprise Innovante
FEDER	Fonds Européen de Développement Régional	JEP	Jeunesse et Education Populaire
FIL	Formation d'Initiative Locale	JO	Jeux Olympiques
FIS	Formation Initiale Statutaire	LCA	Le Compte Asso
FOAD	Formation Ouverte A Distance	LNC	Lycée Nouvelle Chance
FONJEP	FONds de coopération de la Jeunesse et de l'Education Populaire	LPR	Loi de Programmation de la Recherche
FOQUALE	Réseaux Formation QUalification Emploi	MCFPA	Mission de Contrôle des Formation Par Apprentissage
FRMJC	Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture	MEDEF	Mouvement des Entreprises de France
FRTF	Fédération Régionale des Travaux Publics	MEEF	Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation
FSE	Fonds Social Européen	MEI	Mobilité Européenne et Internationale
FSE+	Fonds Social Européen +	MELEC	Métiers de l'ELectricité et de ses Environnements Connectés
FTAP	Fonds pour la Transformation de l'Action Publique	MENJ	Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse
GAD	Groupe d'Appui Départemental	MESR	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
GIP FCIP	Groupement d'Intérêt Public - Formation Continue Insertion Professionnelle	MF ²	Modernisation de la Fonction Financière
GPDS	Groupe De Persévérance Scolaire	MJC	Maison des Jeunes et de la Culture
GRETA	GRoupement d'ETablissements publics d'enseignement	ML	Mission Locale
H2	Hydrogène	MLDS	Mission Locale contre le Décrochage Scolaire
HSE	Heure Supplémentaire Effective	MRICE	Mission Régionale Inspection Contrôle Evaluation
HyDeO	Hydrogène Développement en Occitanie	MSJOP	Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques
I2ML	Institut Méditerranéen des Métiers de la Longévité	MTU	Méthodologie du Travail Universitaire
IDLT	Association les Intrépides De La Tech	MUSE	Montpellier UniverSité d'Excellence
IEP	Institut d'Etudes Politiques	NEET	Not in Education, Employment or Training
I-LAB	Concours d'aide à la création d'entreprises technologiques innovantes	OF	Organisme de Formation
IMT	Institut de Métiers et de Techniques		

OFAJ	Office Franco Allemand pour la Jeunesse
OF-CFA	Organisme de Formation – Centre de Formation des Apprentis
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONERA	Office National d’Etudes et de Recherches Aérospatiales
ONISEP	Office National d’Information Sur les Enseignements et les Professions
OP@LE	Outil de Pilotage et d’Administration financiers en EPLE
OPER@	Outil de PilotagE et de RémunérAtion en EPLE
ORE	Loi relative à l’Orientation et à la Réussite des Etudiants
PAFI	Parcours Aménagé de Formation Initiale
PAIP	Plateforme d’Accompagnement à l’Insertion Professionnelle
PaRéO	Passeport pour Réussir et s’Orienter
PEC	Parcours Emploi Compétences
PEDT	Projet Educatif Territorial
PEPITE	Pôles Etudiants pour l’Innovation, le Transfert et l’Entrepreneuriat
PEPITE ECRIN	Pôles Etudiants pour l’Innovation, le Transfert et l’Entrepreneuriat – Entreprendre, Créer, Reprendre, INnover
PEPR	Programmes et Equipements Prioritaires de Recherche
PFMP	Période de Formation en Milieu Professionnel
PFRA	PlateForme Régionale des Achats
PFT	PlateForme Technologique
PFT CONPIM	PlateForme de Technologie pour la CONception de Produits Industriels en Multi sites
PHARE	Programme de lutte contre le HARCèlement à l’Ecole
PIA	Programme d’Investissement d’Avenir
PIB	Produit Intérieur Brut
PIC	Plan d’Investissement dans les Compétences
PIIEC	Projet Important d’Intérêt Commun
PITE	Budget Opérationnel de Programme 762 – Programmes d’Interventions Territoriales de l’Etat
PIX	Plateforme d’évaluation et de certification des compétences numériques
PJJ	Protection Judiciaire de la Jeunesse
PME	Petite et Moyenne Entreprises
PPE	Parcours Préparatoire au Professorat des Ecoles
PRF	Programme Régional de Formation
PRICE	Programme Régional d’Inspection et de Contrôle
PRITH	Plan Régional d’Insertion des Travailleurs Handicapés

PROMETHEE	PaRcOurs Mutualisés ET Hybrides entre Etablissements d’Equilibre
PSC1	Prévention et Secours Civiques de niveau 1
PSAD	Plateforme de Suivi et d’Appui aux Décrocheurs
PST	Projet Sportif Territorial
PUI	Pôle Universitaire d’Innovation
QPV – ZRR	Quartier Prioritaire de la Ville – Zone de Revitalisation Rurale
R&D	Recherche et Développement
RAMSESE	Répertoire Académique et Ministériel Sur les Etablissements du Eystème éducatif
RDS	Référent Décrochage Scolaire
REACT EU	Recovery Assistance for Cohesion and the Territories of Europe : programme de Soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l’Europe
RenoIRH	Système d’information de gestion des ressources humaines
RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
RH	Ressources Humaines
RHU	Recherche Hospitalo Universitaire
RS	Rentrée Scolaire
SATT	Société d’Accélération du Transfert de Technologie
SCC	Services Civiques Combinés
SD	Service Départemental
SDJES	Service Départemental de la Jeunesse, de l’Engagement et des Sports
SEMSIRH	SystEMeR d’information des ressources Humaines pour l’éducation
SERCE	Syndicat des Entreprises de Génie Electrique et Climatique
SESAME	Sésame vers l’Emploi pour le Sport et l’Animation dans les Métiers de l’Encadrement
SGAR	Secrétaire Général aux Affaires Régionales de la Préfecture de Région
SGRA	Secrétaire Général de la Région Académique
SIAAJ	Service InterAcadémique aux Affaires Juridiques
SI	Système d’Information
SIEI	Système Interministériel d’Echanges et d’Informations relatives au décrochage scolaire
SLESRI	Schéma Local de l’Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l’Innovation
SNU	Service National Universel
SPER	Service Public de l’Emploi Régional
SRAES	Service de Région Académique de l’Enseignement Supérieur

SRAPA	Service de Région Académique – Politique des Achats
SRAPI	Service de Région Académique – Politique Immobilière
STAPS	Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives
STS	Section de Technicien Supérieur
STTP	Soutien au Transfert Technologique de Proximité
TDO	Tous Droits Ouverts
TED-i	Travailler Ensemble à Distance et en Interaction
TEDS	Transition Ecologique dans l'Enseignement Supérieur
TFP	Titre à Finalité Professionnelle
THE Campus	Toulouse Hybrid Education Campus
TIRIS	Toulouse Initiative for Research's Impact on Society
TNE	Territoires Numériques Educatifs
TSE	Toulouse School of Economics
TTT	Toulouse Tech Transfer
TVP	Transformation de la Voie Professionnelle
UFR	Unité de Formation et de Recherche
UFTMIP	Université Fédérale Toulouse MIdi Pyrénées
UNCU	Union Nationale des Clubs Universitaires
UNimes	Université de Nimes
UPVD	Université Perpignan Via-Domitia
UPVM 3	Université Paul Valéry Montpellier 3
UT	Université de Toulouse
UT1 Capitole	Université de Toulouse 1 Capitole





Nous suivre en ligne sur

https://twitter.com/RA_Occitanie

<https://www.linkedin.com/company/région-académique-occitanie/>



Sophie BÉJEAN

Rectrice de la région académique
Occitanie,

Rectrice de l'académie de Montpellier,
Chancelière des universités

Région académique Occitanie

31, rue de l'Université

CS 39004

34064 Montpellier cedex 2

Tél : 04 67 91 47 00

Création et réalisation :

Rectorat de Région académique

Impression :

SRD Rectorat de Région académique

Date de publication :

01/06/2024

